

1500000

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

N° 13235 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MARDI 18 AOUT 1987

Nouvelle-Zélande : la victoire de M. Lange

M. David Lange a obtenu un deuxième mandat de trois ans en remportant, le samedi 15 août, les élections générales en Nouvelle-Zélande. Les travaillistes totalisant 56 sièges au sein du nouveau Parlement, contre 41 à leurs adversaires du Parti national. Le léger glissement de l'électorat - 2 % des suffrages exprimés - vers l'opposition n'a pas remis en cause la majorité parlementaire du premier ministre sortant, même si une demi-douzaine de sièges n'ont été enlevés que de justesse par ses partisans.

Premier dirigeant travailliste à être réélu pour un second mandat depuis 1938, M. Lange va donc pouvoir poursuivre les réformes controversées qui ont déjà, depuis 1984, transformé l'économie néo-zélandaise, lourdement réglementée auparavant, en l'une des plus libérales de la planète. Le chef du Parti national, M. Jim Bolger, n'a pas pu, en effet, exploiter le mécontentement provoqué notamment par un taux élevé de chômage et une importante inflation pour priver le gouvernement sortant d'une confortable victoire.

M. Lange a tout autant l'intention de poursuivre sa politique antinucléaire. Dès dimanche, il a déclaré tout retour de la Nouvelle-Zélande au sein de l'ANZUS, le pacte de défense qui le liait aux Etats-Unis et à l'Australie et dont elle a été exclue l'an dernier par Washington pour avoir fermé ses ports aux navires nucléaires. « Nous n'aurons pas de relation dans le domaine militaire avec les Etats-Unis, ni de relation dans le domaine nucléaire », a-t-il réaffirmé.

Le succès de M. Lange souligne, d'une manière plus générale, les changements des comportements politiques dans le Pacifique sud. En juillet déjà, les électeurs australiens avaient accordé au gouvernement travailliste de M. Bob Hawke un troisième mandat, fait également sans précédent. Or, en Australie comme en Nouvelle-Zélande, les travaillistes ont abandonné leurs vieux dogmes pour une sorte de thatchérisme économique.

D'autre part, il aura fallu attendre l'arrivée au pouvoir des travaillistes dans ces deux pays - les principaux de la région - pour que se cristallise une traditionnelle opposition, dans la région, aux essais nucléaires français à Mururoa.

M. Hawke et M. Lange ont joué un rôle important dans la préparation du pacte de désucléarisation du Pacifique sud, reconnu par la Chine et l'Union soviétique, mais pas par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ce qui explique l'évidente satisfaction manifestée, dimanche, par les « Investis » en rendant compte de la victoire électorale de M. Lange. Dès 1985, lors de l'affaire du « Rainbow Warrior », le premier ministre néo-zélandais avait attiré l'attention internationale avec ses déclarations antinucléaires.

Il reste que cette attitude, exprimée avec beaucoup plus d'éclat à Wellington qu'à Canberra, risque de poser de sérieux problèmes. M. Lange, qui a déjà annoncé qu'il gardera le portefeuille des affaires étrangères et nommera un ministre du désarmement, ne pourra pas continuer à manifester longtemps son mépris pour la sécurité collective sans tenir compte des sérieux moyens de rétorsion - notamment économiques - à la disposition de puissances qu'inquiète déjà la percée soviétique dans le Pacifique.

L'accroissement de la tension dans le Golfe

Les Etats-Unis et l'Iran font assaut de mises en garde

L'Iran a menacé, le dimanche 16 août, de « semer » des mines dans le Golfe « comme des graines », et d'interrompre toute exportation de pétrole, y compris par la voie terrestre. Cette menace répondait à la mise en garde du président Reagan, samedi, contre toute tentative d'interpréter la « tolérance » américaine comme un signe de faiblesse. La présence navale des Etats-Unis dans le golfe arabo-persique s'est accrue avec l'arrivée du porte-hélicoptères « Guadalcanal ».

Avertissements américains, menaces iraniennes, mises en garde soviétiques : le ton est encore monté dans le conflit du Golfe, parallèlement à une intensification des opérations de déminage de part et d'autre du détroit d'Ormuz et à un regain d'activité diplomatique de la part de l'Iran.

Le samedi 15 août, le président Ronald Reagan a assuré que les Etats-Unis « ne se laisseraient pas intimider », rappelant l'engagement américain aux côtés de ses alliés du Golfe. « Si nous voulons faire des progrès pour la paix, nous ne pouvons permettre à des extrémistes de fixer les règles du jeu ou de contraindre leurs voisins par la force », a-t-il dit, en faisant allusion aux Iraniens dans son discours hebdomadaire à la radio. « Nous devons montrer que les efforts d'intimidation comme les menaces iraniennes contre le Koweït et d'autres Etats non belligérants

(Lire la suite page 4.)

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Belgique : les fruits amers de l'austérité



Les Belges ont-ils pu conserver leur prospérité d'autan qui faisait l'envie de beaucoup d'autres pays ?

L'Espagne, membre de la Communauté économique européenne, est-elle devenue un pays industriel ?

Les Italiens sont-ils aussi désordonnés et imprévoyants que leur réputation le laisse croire ?

Dans ces « Regards sur l'étranger », les correspondants du Monde dans les grands pays industriels, répondent à ces questions moins estives qu'il n'y paraît.

BRUXELLES
de notre correspondant

« Nous avons gagné ». Oubliant pour un temps ses cauchemars politiques habituels, M. Wilfried Martens, le premier ministre belge, était visiblement heureux, le lundi 10 août, en annonçant la réussite du conclavé budgétaire au cours duquel ses principaux ministres étaient parvenus à s'entendre sur les grandes lignes du budget 1988.

Ce n'était pourtant pas la première fois que son équipe de centre droit - sociaux-chrétiens et libéraux, flamands et francophones - au pouvoir depuis plus de six ans, participait à ce genre de réunions. « Val Duchesse » - « Stuyvenberg » - « Egmont » - « O saisons ! O châteaux ! » - Périodiquement l'ensemble des ministres ou les plus importants d'entre eux passent ainsi quelques jours - voire quelques semaines - dans une des résidences de luxe de l'Etat pour tenter de définir soit un accord gouvernemental, soit un plan à long terme, soit un projet de budget. Si les moyens de réaliser ces politiques sont difficiles à définir, l'objectif est toujours le même : austérité.

Pour la troisième année consécutive

La natalité a légèrement augmenté en 1986

La France connaît-elle une embellie démographique ? Pour la troisième année consécutive, le nombre des naissances a progressé, en 1986, atteignant 779 000. Cette indication figure dans le rapport annuel que publie l'Institut national d'études démographiques. L'INED souligne l'évolution lente mais positive du taux de fécondité qui place la France aux premiers rangs des pays d'Europe occidentale, sans toutefois assurer le renouvellement des générations.

Dans le domaine de la natalité plus encore que dans les autres, une hirondelle ne fait pas le printemps, et les démographes sont prudents dans leur constat des évolutions. Surtout si celles-ci, pour être positives, n'en sont pas moins modestes. Il n'empêche qu'à l'heure des débats sur le déclin (sous toutes ses formes) il convient d'enregistrer les signes positifs.

Au premier rang de ceux-ci, figure la légère remontée du nombre des naissances due à l'amélioration du taux de fécondité. Ce dernier indicateur - qui mesure le nombre d'enfants par femme en âge d'en avoir - est passé, entre 1985 et 1986, de 1,82 à 1,84. Pour assurer le renouvellement des générations, il faut qu'un pays atteigne le taux de 2,1. On en est donc encore loin, et il ne faut pas oublier que, dans la période 1980-1982, on avait déjà enregistré en France une amélioration du taux

de fécondité (aux environs de 1,9). Les observations de l'INED montrent que, dans le domaine de la fécondité, la France est privilégiée par rapport aux autres pays d'Europe occidentale. Son taux de fécondité de 1,84 pouvant se comparer à ceux de la RFA (1,36), des Pays-Bas (1,51) ou de l'Italie (1,4). Le poids des étrangers dans la natalité française reste élevé mais, proportionnellement, il a diminué, passant de 11,7 % des naissances en 1985 à 11,2 % l'an dernier.

Sur le front de la mortalité, le rapport de l'INED signale que 1986 a été marquée - malgré le vieillissement de la population - par une diminution du nombre des décès. La durée moyenne de vie a ainsi pu atteindre 79,7 ans pour les femmes et 71,5 ans pour les hommes.

(Lire page 6 les articles de CHRISTIANE CHOMBEAU et de GUY HERZLICH.)

« Kibboutz » musical dans le Vermont

Marlboro, la montagne magique

Depuis trente-sept ans et pendant sept semaines chaque année, de jeunes musiciens professionnels, américains, japonais, européens, se retirent du monde pour recevoir, sur la montagne de Marlboro, dans le Vermont, aux Etats-Unis, l'enseignement des anciens. En juin prochain, Marlboro aura à l'honneur une antenne française. C'est la bonne nouvelle de l'été.

La route ne va pas plus loin. Au-delà, un chemin de terre s'enfoncé dans la forêt. Sur un pré, quelques moutons. A perte de vue, le doux vaillonnement des montagnes boisées. Un panneau sur le bas-côté : « Silence, les musiciens travaillent ».

Chaque chalet - simple cabane, blanche de frais - est une boîte à musique qui émet sous le soleil sa ration sonore quotidienne. A bonne distance les uns des autres, les mécaniciens d'un duo, d'un trio, d'un quartet au travail tourment inlassablement. Répétitions privées. Rien à montrer.

A quelle distance de la perfection se sera hissé ce travail acharné ? Le plus souvent, nul ne le saura jamais. A chaque « participant » - appellation soigneusement pesée - a été remis un avertissement : « Ne venez

Catastrophe aérienne aux Etats-Unis

Cent cinquante trois morts près de Detroit.

PAGE 20

Incidents raciaux à Châteauroux

Après la location des plages.

PAGE 7

Les grèves en Afrique du Sud

Cyril Ramaphosa, leader du syndicat des mineurs.

PAGE 3

Concordances des temps

Les socialistes et l'alliance du centre.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

(Lire page 6 les articles de CHRISTIANE CHOMBEAU et de GUY HERZLICH.)

(Lire la suite page 9.)

(1) Dix-huit enregistrements seulement composent la collection « Marlboro Music ». D'autres disques souvenirs sont commercialisés par CBS.

Le Monde

ÉCONOMIE

■ Devoirs de vacances : échec à la balance des efforts, par Edith Cresson. ■ Le droit de grève dans le secteur public : une double méprise. ■ La chronique de Paul Fabra.

Pages 15 et 16

SPORTS

Triste week-end pour les idoles. Alain Prost rentre dans le rang : sa sixième place au Grand Prix d'Autriche lui interdit tout espoir de conserver sa couronne mondiale. Yannick Noah soigne une déprime tenace sur la Côte d'Azur : il ignore s'il jouera de nouveau au tennis. En revanche, la France sportive a gagné un nouveau champion du monde : Joël Bouzou, en pentathlon moderne. L'inconnu le plus célèbre du week-end.

Page 8

FRANÇOIS JACOB

De la France libre à l'Institut Pasteur, une autobiographie singulière.

FRANÇOIS JACOB
LA STATUE INTÉRIEURE

En association avec les éditions du Seuil

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sz. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

AFRIQUE DU SUD : la grève dans les mines

Les syndicalistes acceptent de discuter des moyens de mettre fin aux violences

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Alors que la grève des mineurs noirs entre dans sa deuxième semaine, une réponse était prévue, le lundi 17 août, entre les dirigeants du *trans-anglo-américain*, qui emploie 80 % des grévistes et le syndicat, le NUM (National Union of Mineworkers). Ce dernier a, en effet, répondu favorablement à la proposition faite par la plus importante société minière d'Afrique du Sud d'ouvrir des négociations pour éviter les violences.

Au cours d'une conférence de presse, dimanche, à l'issue d'une réunion du comité

de grève, M. Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM, a estimé que l'Anglo-American s'était finalement « rendu à la raison » et avait cessé d'être « arrogant ». Il s'est déclaré prêt à discuter des moyens pour mettre fin à la violence. A ce propos, son adjoint, M. Marcel Golding, a précisé que deux cent quarante mineurs avaient été blessés depuis le début du conflit et que deux cents autres avaient été arrêtés.

Les incidents sont pratiquement quotidiens même si le week-end a été « relativement calme », selon la formule utilisée par l'Anglo-American. Vingt-quatre mineurs ont été blessés samedi à Vaal-Reefs lors de

l'intervention du personnel de sécurité, qui a lancé des grenades lacrymogènes et tiré des balles de caoutchouc. Trois d'entre eux ont été admis à l'hôpital.

Le NUM refuse toutes conditions préalables et M. Ramaphosa a déclaré que « la grève continuerait jusqu'à ce que toutes les demandes soient satisfaites », à savoir : augmentation des salaires de 30 % (la Chambre des mines propose entre 15 % et 23,4 %), trente jours de congés annuel, une prime de risque, l'allocation d'un capital de cinq ans de salaire en cas de décès accidentel, accord pour que le 16 juin (anniversaire des émeutes de Soweto) soit déclaré jour férié et payé.

M. Cyril Ramaphosa, leader du NUM : un intellectuel qui s'identifie aux mineurs

Le visage de M. Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM, s'éclaircit d'un large sourire lorsqu'on lui demande si la responsabilité de cette grève n'est pas trop lourde pour ses épaules et si la pression n'est pas difficile à supporter. « Est-ce que j'ai l'air sous pression », dit-il calmement, les yeux rougis par le manque de sommeil, précisant immédiatement que le NUM a une direction collective et que tous ses membres partagent à égalité le poids de ce conflit historique.

Barbu, le front légèrement déformé, le regard souvent grave et sérieux, M. Cyril Ramaphosa a toujours minimisé son rôle de figure de proue, de chef respecté des mineurs noirs. Il refuse le vedettariat. Pourtant, ce juriste de trente-quatre ans a la réputation de savoir s'imposer facilement par un discours ferme toujours prononcé sur un ton modéré. La sérénité, le calme, la pondération, mais aussi la détermination sont sans doute les atouts les plus précieux de cet homme qui a lancé le plus important défi que la puissante Chambre de mines ait jamais eu à affronter. Représentant modeste des aspirations des mineurs noirs, moteur vital de l'économie sud-africaine, il est devenu un peu malgré lui le symbole d'une lutte dont l'issue sera déterminante pour l'avenir d'un syndicat dont il préside aux destinées depuis sa création, en décembre 1982.

Le plus grand regret de M. Cyril Ramaphosa est de n'avoir jamais été lui-même mineur. « Je peux certainement m'identifier à eux », dit-il,

mais je suis un intellectuel. « Fils de politicien », il est né à Johannesburg. Porte-parole des deux tiers d'une profession sur laquelle s'est construite la richesse du pays, cet avocat de métier, comme beaucoup de leaders noirs, a connu la prison. Il est détenu pendant presque un an, en 1974 et 1975, après un meeting en faveur du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) à l'université du Nord, à proximité de Pietermaritzburg, où il étudie le droit. A cette époque, il dirige la branche locale du Syndicat des étudiants de même que le Mouvement des étudiants chrétiens.

Son second séjour en prison dure six mois à partir de juin 1976 quand Soweto, sa township, se soulève. Une période où il évolue dans la mouvance de l'Organisation de la conscience noire, dont le dirigeant Steve Biko influence sa perception des réalités sud-africaines. Après avoir achevé ses études tout en travaillant dans des cabinets d'avocats, il rejoint les rangs de la Council of Unions for South Africa (CUSA), où il exerce les fonctions de conseiller juridique. A la création du NUM en 1982, il est élu secrétaire général.

Ainsi s'est forgé M. Cyril Ramaphosa, l'homme qui s'est lentement détaché de sa profession de juriste car elle était « trop liée au profit personnel » pour se consacrer à un travail qui lui permet d'apporter une contribution à la société. « J'ai été élevé dans une famille qui croyait à la justice naturelle, ce qui a fortement influencé ma façon de voir les choses », dit-il, convaincu de la justice de la cause qu'il représente. M. Cyril Ramaphosa, se définissant comme le « courroie de transmission » des aspirations des mineurs noirs, a mis, comme l'avoue, « ses aptitudes de négociateur » au service d'une classe sociale trop longtemps victime d'une exploitation qu'il juge scandaleuse.

« Tête froide »

Il reconnaît que sa formation lui est un atout précieux face aux patrons de l'industrie minière qui se sont rendus compte très rapidement qu'ils avaient un interlocuteur sérieux sur lequel le paternalisme n'avait pas de prise. En moins de cinq ans, M. Cyril Ramaphosa a réussi à gagner le respect de la base et la considération de ses adversaires. Le premier d'entre eux, M. Johann Liebenberg, responsable des relations industrielles à la Chambre des mines, reconnaît que c'est le meilleur dirigeant syndical avec lequel il ait eu à traiter. « Un leader, raffiné, travailleur, astucieux et compétent qui ne ménage pas ses efforts pour les membres de son organisation ».

Une « tête froide » qui préfère se cantonner aux questions matérielles et refuse de se laisser entraîner sur le terrain politique même si celui-ci sous-tend le combat pour une amélioration de la condition de base du mineur noir. M. Cyril Ramaphosa ne craint pas de répéter que le conflit actuel vise essentiellement

l'obtention d'un minimum vital pour ceux qui « triment » dans les profondeurs, quelquefois 4 000 mètres, pour extraire un métal qui a fait la fortune du pays. « Ce n'est pas une œuvre de force, dit-il, mais seulement la volonté d'acquiescer un salaire décent ». Un partage plus équitable pour ces laissés-pour-compte d'une richesse qui, selon lui, doit être partagée par tous.

M. Cyril Ramaphosa est intraitable sur le thème d'une justice à rendre aux mineurs noirs qui, depuis le début du siècle, vivent dans des conditions d'un autre âge. C'est-à-dire dans des baraquements à la périphérie des mines (les *hostels*), entre hommes, n'ayant la possibilité de voir leur femme et leurs enfants qu'une seule fois par an. Un système dont il veut l'abolition. Il se bat pour qu'un minimum de dignité soit reconnu à ceux qui sont à l'origine des deux principales sources de revenus à l'exportation, l'or et le charbon, pour une égalité de salaire avec les mineurs blancs, pour que le rôle des mineurs noirs dans l'économie soit reconnu équitablement.

« La moitié d'une part c'est mieux que rien, admet-il, mais ce n'est pas suffisant, surtout si cette moitié est empoisonnée ».

Même s'il se garde bien de le dire, le secrétaire général du NUM est conscient que le combat qu'il mène actuellement a valeur d'exemple pour la lutte de la communauté noire. Et que si jamais celui-ci est perdu, la « libération » sera retardée d'autant.

MICHEL BOLE-RICHARD.

TCHAD

Les Libyens ont changé de tactique lors des derniers combats

N'Djamena (AFP). — Cent soixante-dix soldats libyens ont été tués et cinquante-quatre autres faits prisonniers par les forces tchadiennes lors de l'offensive aérienne et terrestre menée, le 14 août par les Libyens pour déloger l'armée tchadienne de la bande d'Aozou, a annoncé samedi l'état-major tchadien. Ce bilan ne fait état d'aucune perte du côté tchadien. Selon l'état-major, les troupes tchadiennes ont récupéré ou détruit plusieurs armes ennemies dont cinq BM-21, vingt-deux Toyota équipées de mitrailleuses 14,5 mm, neuf Toyota armées de missiles sol-sol, vingt-huit Toyota de transport de troupes et seize canons de 106 mm.

L'examen de la liste des matériels détruits ou récupérés par les Tchadiens au cours des récentes combats montre que l'armée libyenne a engagé des engins beaucoup plus légers que ceux utilisés à profusion dans un passé récent. Les bilans ne mentionnent pas d'artillerie lourde, alors que les canons de très gros calibre et à très longue portée figuraient en grand nombre dans les décomptes de l'hiver. Les Tchadiens n'ont détruit que sept chars T-55 et neuf chars BMP le 14 août, et pas un seul vendredi dernier. De janvier à mars, ces blindés figuraient en quantités énormes dans les trophées que l'armée tchadienne pouvait aligner devant les caméras de télévision. En revanche, les « pick-up » Toyota

japonais équipés de canons ou de lance-roquettes multiples légers se comptent par dizaines dans les bilans des derniers combats.

Cela prouve, selon les experts, que l'armée libyenne a cherché à gagner en légèreté et en mobilité pour se lancer dans des affrontements rapides et rapprochés, afin de ne pas laisser à ses adversaires le monopole de la guerre de mouvement qui leur a si bien réussi jusqu'à présent.

Par ailleurs, l'utilisation de parachutistes-commandos largués peu avant le combat, et à courte distance des unités ennemies, semble nouvelle dans la tactique libyenne et entre dans le cadre, elle aussi, d'une recherche de la mobilité.

Depuis le 2 janvier dernier, date de sa première grande défaite au Tchad, à Fada, dans le nord-est, l'armée libyenne a perdu près de six mille hommes, selon les décomptes établis par les services occidentaux de renseignement, soit environ cinq mille trois cents tués et sept cents prisonniers. Seulement un tiers étaient des immigrés enrôlés dans la « légion islamique » du colonel Kadafi, sur une population évaluée à environ 3,2 millions de personnes, y compris les immigrés, la Libye ne compte que de 2,5 à 2,7 millions de nationaux, selon les estimations les plus fréquentes.

TUNISIE

M. Mzali n'a plus de visa permanent pour la France

Tunis
De notre correspondant

Le journal gouvernemental « la Presse » a annoncé dimanche 16 août que les autorités françaises venaient de « retirer » à l'ancien premier ministre M. Mohamed Mzali le visa de séjour dont il bénéficiait. En fait, croit-on savoir, c'est le visa permanent de séjour accordé à M. Mzali qui a été annulé. Celui-ci pourra toutefois obtenir des visas de courte durée après s'être engagé formellement à ne se livrer à aucune activité politique lors de ses séjours sur le territoire français.

Les autorités tunisiennes s'étaient montrées très irritées ces derniers mois par les multiples déclarations à la presse de M. Mohamed Mzali et plus encore par l'édition et la mise en vente en France de son livre « Lettre ouverte à M. Habib Bourguiba » considéré comme diffamatoire à l'égard du chef de l'Etat. Le premier ministre tunisien,

M. Rachid Sfar, en visite à Paris, avait demandé le 22 juin à M. Jacques Chirac que soient limitées au maximum les activités en France de son prédécesseur (le Monde du 24 juin).

« La Presse » annonce d'autre part que les autorités belges ont ordonné en date du 8 juillet « l'arrestation à titre extrajudiciaire » de M. Mzali qui leur avait été demandé par le gouvernement tunisien après sa condamnation le 20 avril dernier à quinze ans de travaux forcés pour détournement de fonds publics.

M. Mzali vivait en exil en Suisse avec de fréquents séjours en France, depuis sa fuite de Tunisie vers l'Algérie en septembre 1986, quelques deux mois après sa destitution.

MICHEL DEURÉ.

[On indique au Quai d'Orsay que « les obligations liées au devoir de réserve ont été rappelées à M. Mzali et que lui ont été également exposées les conséquences qui en résultent quand celui-ci n'est pas observé ».]

Europe

RFA

Libéraux et sociaux-démocrates constituent un gouvernement de coalition à Hambourg

Après trois mois de négociations serrées, les dirigeants sociaux-démocrates et libéraux de Hambourg ont annoncé, le dimanche 16 août, qu'ils avaient réussi à mettre au point un programme de gouvernement qui va leur permettre de sortir de la crise politique que traverse la ville.

Cet accord autorise Klaus von Dohnanyi, bourgmestre social-démocrate sortant, à continuer de diriger le Sénat en disposant d'une majorité. Mais il s'agit surtout du premier gouvernement de coalition entre des sociaux-démocrates et des libéraux depuis que le FDP avait renoncé en 1982 à son alliance avec le SPD au niveau fédéral et s'était allié avec les deux partis de l'Union chrétienne pour porter le chancelier Kohl au pouvoir.

M. von Dohnanyi avait été contraint en début d'année à recourir à des élections anticipées après avoir essuyé à l'automne précédent un grave revers électoral, qui avait conduit à une impasse politique totale. Contraint pour continuer à gouverner de s'entendre soit avec les Verts, soit avec le parti chrétien-démocrate, le bourgmestre avait préféré s'en remettre une nouvelle fois aux élections.

Le radicalisme des Verts, lesquels avaient bénéficié à l'automne d'un vote de protestation, a, cette fois, découragé une partie de leur électorat, tandis que les libéraux bénéficiaient des difficultés rencontrées par le chancelier avec l'aile dure de sa majorité sur les questions de désarmement. Le SPD et le FDP, ce dernier retrouvant le chemin du

Sénat après plusieurs années d'absence, ont obtenu ensemble 63 des 120 sièges à pourvoir.

Bien que les directions des partis concernés aient affirmé que cette expérience ne modifierait en rien la solidité de la coalition entre les libéraux et les partis conservateurs à Bonn, cette situation n'en représente pas moins pour ces derniers un aversissement. Au moment où le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, se bat pour imposer une ligne modérée en politique étrangère, les dirigeants de la CDU du chancelier Kohl l'ont d'ailleurs fort bien compris.

Le programme commun défini par le FDP et le SPD n'a pas résolu toutes les divergences. La question de l'énergie nucléaire a été renvoyée à plus tard. Les libéraux ont pu imposer une réduction du nombre des fonctionnaires et une privatisation de certains services publics de moindre importance, sans imposer tout leur programme de libéralisation.

Les deux partis se sont en revanche entendus sur le projet d'accorder aux immigrés, qui sont cent soixante-quinze mille dans le Land de Hambourg, le droit de vote aux élections municipales. Il s'agit d'une première en RFA. Cette intention a immédiatement provoqué un débat au niveau national. Le gouvernement fédéral a estimé qu'une telle décision serait contraire à la Constitution et a annoncé qu'il saisirait en cas de besoin le Tribunal constitutionnel.

H. de B.

ESPAGNE

Les traditionnelles fêtes patronales ont été marquées par de violents incidents à Saint-Sébastien

Deux membres de l'EETA ont été tués en manipulant une bombe, le samedi 15 août, à Saint-Sébastien où de violents incidents opposaient depuis deux jours manifestants indépendantistes et forces de l'ordre. Dimanche, d'autres affrontements se sont produits à Goizueta, dans la province de Navarre, où la police a tiré des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants. Une voiture a été incendiée à Pamplonne.

MADRID
de notre correspondant

Tout comme celles de Vitoria une semaine plus tôt, les fêtes patronales de Saint-Sébastien, qui culminent le jour de l'Assomption, ont été marquées par des incidents violents.

Les premiers affrontements s'étaient produits le vendredi 14 août vers 19 heures au passage de la traditionnelle procession, avec à sa tête le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Ardanaz. Plusieurs centaines de jeunes sympathisants de la coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'EETA militaire, se sont bousillés à la police autonome, la Ertzaintza, puis à la police nationale. A 21 heures, une nouvelle manifestation fut rapidement dissoute par la police. Les affrontements ont fait neuf blessés.

Samedi le champ de bataille se déplaça vers la mairie où allait se dérouler un nouvel épisode de la « guerre des drapeaux » qui se livre chaque fois dans les principales villes basques au moment des fêtes patronales. Elle opposait le maire de Saint-Sébastien, M. Xavier Albistur, de la formation nationaliste

Eusko Alkartasuna, au gouverneur de la province (autorité nommée par le ministre de l'Intérieur), le socialiste M. José-Ramon Goni, qui depuis plusieurs jours demandait que le drapeau espagnol soit hissé à côté de l'icurría (drapeau basque) et de la bannière municipale. M. Albistur s'y était refusé, estimant que cela risquait de provoquer d'inutiles incidents avec les secteurs les plus radicaux.

Samedi, vers 6 heures du matin, la police nationale sur ordre de son Goni, hissa par surprise les trois drapeaux face à la mairie. Plusieurs centaines de jeunes se rassemblèrent en fin de matinée sur les lieux et commençaient à lapider les

forces de l'ordre qui chargèrent à plusieurs reprises. Bilan : une vingtaine de blessés. Pendant ce temps, M. Albistur convoquait une réunion extraordinaire du conseil municipal à laquelle les édiles socialistes refusaient d'assister. A l'unanimité, les représentants des diverses formations nationalistes, très largement majoritaires au sein du conseil, votaient une motion exigeant la démission immédiate du gouverneur et qualifiant d'« indésirable » la présence de la police nationale à Saint-Sébastien.

La tension était à peine retombée lorsque, vers 14 heures, une puissante bombe faisait voler en éclats une voiture stationnée en plein centre de Saint-Sébastien, non loin des

dépendances de la police nationale. A l'intérieur, on retrouvait deux corps calcinés. Dans un appel téléphonique à une radio de la ville, l'EETA militaire confirmait qu'il s'agissait de deux membres de l'organisation qui avaient péri en préparant une charge explosive : Rafael Etxeveste, vingt-trois ans, et Maria-Theresa Perez, vingt-cinq ans, accusés par la police de trois assassinats.

Le calme est finalement revenu dans la ville dimanche, dernier jour des fêtes patronales : pour l'EETA militaire et ses partisans, la fête était finie. Provisoirement en tout cas.

THERRY MALINIAK.

TURQUIE : au quarantième jour de leur grève de la faim

Certains prisonniers politiques sont dans un état critique

ISTANBUL
de notre correspondant

Le mouvement de grève de la faim observé par les détenus politiques des prisons turques s'est étendu récemment à de nouveaux établissements, touchant plusieurs centaines de prisonniers dans la plupart des grandes villes. Les sept condamnés politiques de gauche qui ont entamé une grève « jusqu'à la mort » depuis quarante jours à la prison militaire de Samsacilar à Istanbul ont été transférés à l'hôpital dans un état critique.

En tête des demandes des grévistes figurent le respect des droits de la personne, à commencer par la fin des mauvais traitements, la suppression de l'uniforme obligatoire ainsi que des chaînes, utilisées dans certaines prisons pour entraver les

prisonniers durant leurs déplacements et leurs séjours à l'infirmerie. L'amélioration des conditions de détention réclamées passe également par un relèvement de l'allocation particulière de 37 livres turques (250 F) destinée à couvrir la totalité de leurs besoins d'alimentation et d'habillement. Les détenus demandent aussi une extension du droit de visite, actuellement limité à deux par mois et aux parents les plus proches, ainsi que la possibilité de recevoir des livres.

Les familles des détenus, regroupées dans une association de défense, poursuivent de leur côté une grève de la faim et des rassemblements, parfois brutalement dispersés par la police. Le mouvement rencontre de larges échos dans la presse qui multiplie les demandes pour une réforme du système carcé-

ral. L'Association turque des droits de l'homme, ainsi que des écrivains et des artistes comme Yashar Kemal, l'auteur de *Mehmet le mince*, ont apporté leur soutien aux grévistes, tandis que les personnalités syndicales et d'opposition ont réclamé une amnistie générale pour les prisonniers politiques.

Le ministre de la justice a reconnu la nécessité de réformes, d'augmentation du personnel et d'agrandissement des bâtiments tout en rejetant sur diverses autorités locales la non-application de directives qui viseraient à améliorer certains aspects de la détention. L'extension du mouvement et son développement font craindre une fin tragique comme il y a trois ans, lorsqu'une action analogue s'était soldée par la mort de quatre détenus grévistes de la faim.

MICHEL FARRERE.

Les Etats-Unis et l'Iran font assaut de mises en garde

[illegible]

Le Monde
sur minitel
REVUE DE PRESSE
Les grands quotidiens nationaux
36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis PRS

Asie

CORÉE DU SUD : l'agitation sociale

Affrontements entre grévistes et policiers sur les chantiers navals d'Ulsan

Des affrontements ont opposé environ vingt mille ouvriers du groupe Hyundai, un des plus importants de Corée du Sud, à la police anti-émeutes, le lundi 17 août à Ulsan, dans le sud du pays, à la suite du lock-out par la direction des chantiers navals et de cinq usines de la ville, a annoncé une radio privée.

Les ouvriers ont occupé les usines et les chantiers navals, se retranchant notamment dans une aciérie dont ils ont bloqué les accès. La police anti-émeutes est rapidement intervenue en tirant des gaz lacrymogènes et a bouclé la zone industrielle.

Ces incidents sont parmi les plus graves de la vague d'agitation sociale qui ébranle la Corée du Sud depuis le 1^{er} juillet, date à laquelle le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des réformes démocratiques.

Hyundai, qui avait déjà fermé ses chaînes de montage de voitures la semaine passée, a décidé de faire de même, lundi, dans ses chantiers navals et ses autres usines d'Ulsan face aux menaces de grève de ses employés. Ceux-ci réclament des hausses de salaires et la reconnaissance d'un nouveau syndicat. Les dirigeants de ce syndicat réclament depuis plusieurs jours l'ouverture de négociations avec la direction, qui s'y refuse.

A Séoul, samedi, la police anti-émeutes avait dispersé une manifestation d'étudiants et procédé à quelques cent cinquante interpellations à la suite d'un meeting de l'opposition à l'occasion de l'anniversaire de la fin de la domination japonaise sur la Corée en 1945. Un cameraman d'une station de télévision de Séoul a été malmené par des policiers alors qu'il filmait les forces de l'ordre qui interpellent des étudiants et faisaient usage de leurs matraques.

Les manifestants rassemblés sous une pluie battante dans un grand parc du centre de la capitale avaient crié des slogans hostiles à la présence américaine en Corée du Sud et à la « dictature » du président Chun Doo-hwan. Les heurts avec la police, qui a employé des grenades de gaz lacrymogène, se sont produits lorsque quelques trois mille étudiants ont commencé à former un cortège à l'issue du meeting. — (AFP, Reuters.)

CHINE

Nouvelle épuration d'intellectuels au sein du PC

PÉKIN de notre correspondant

M. Wu Zuguang, dramaturge connu, vient de confier qu'il lui avait été demandé de démissionner du PC, sinon il serait expulsé. Le plus conservateur des membres du politburo, M. Hu Qiaomu, s'est rendu à son domicile pour lui lire un document l'accusant de « droitisme » dans les années 50 et d'avoir été opposé, en 1983, à la campagne contre la « pollution culturelle », vite interrompue par « déviationisme gauchiste ». M. Wu a obtenu l'indulgence.

Deux autres intellectuels de renom sont dans la même situation : l'ancien rédacteur en chef adjoint du *Quotidien du peuple*, organe du PC, M. Wang Ruoshui, et le directeur de l'Institut de recherche sur le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong, M. Su Shaozhi (le Monde du 14 août). M. Wang, qui avait perdu son poste à l'occasion de la campagne contre la « pollution spirituelle », avait pris des positions en faveur, défendant l'« humanisme » et affirmant que l'aliénation existait en régime socialiste. M. Su, favorable à la coexistence de diverses tendances dans le cadre de la campagne des « Cent fleurs », est très connu dans les pays d'Europe de l'Est, en particulier en Yougoslavie.

D'autres intellectuels, scientifiques et universitaires, seraient également touchés par cette nouvelle épuration, qui intervient curieusement à un moment où les choses semblaient se tasser. Devant le mutisme officiel, il est impossible d'en connaître le nombre.

Le calme, qui avait suivi le limogeage, en janvier, du secrétaire général du PC, M. Hu Yaobang, n'était donc qu'apparent. En attendant, le XIII^e congrès, prévu en octobre, est de plus en plus évident que le clan des réformistes autour de M. Zhao Ziyang, secrétaire général par intérim du PC et premier ministre, soutenu par M. Deng Xiaoping, est toujours contraint de faire des concessions importantes aux conservateurs, même quand ces derniers ne paraissent plus avoir le vent en poupe.

PATRICIE DE BEER.

AFGHANISTAN

Grave incident de frontière avec l'Iran

Le ministère afghan des affaires étrangères a officiellement protesté, le samedi 15 août, contre des tirs, la veille, « des forces armées iraniennes » contre un poste-frontière et un « point de contrôle » dans la région d'Ismakal (province afghane d'Hérat), a rapporté l'agence Tass.

Un officier et un soldat afghans ont été blessés et des « dégâts matériels importants » ont été occasionnés par ces bombardements « de mortiers, d'armements des forces anti-aériennes et de missiles sol-sol », selon une note de protestation du ministère afghan remise au chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran à Kaboul.

La note qualifie ces bombardements de « provocation » et met en garde la partie iranienne contre « les conséquences négatives que peuvent avoir de telles actions », indique l'agence officielle soviétique. A Téhéran, l'agence iranienne de presse IRNA a annoncé dimanche, de son côté, que plusieurs Iraniens avaient été tués ou blessés vendredi par un pilonnage à l'artillerie lourde des forces afghanes contre un poste-frontière iranien. Selon l'agence officielle iranienne, « cette attaque non provoquée », a pris pour cible le poste-frontière et les locaux de la douane de Dogharoun, dans la région de Taibet (province du Khorassan, à l'est de l'Iran), faisant des tués et des blessés et endommageant deux bâtiments. « Les forces iraniennes ont été mises en état d'alerte immédiatement après cet incident, afin de prévenir toute agression ultérieure et de punir le régime de Kaboul si un tel acte se reproduit », indique IRNA. — (AFP.)

Selon la « PRAVDA »

« Désarroi et pessimisme » chez certains dirigeants de Kaboul

Moscou (AFP). — Les difficultés auxquelles se heurte la politique de réconciliation nationale en Afghanistan a suscité « un désarroi et un pessimisme » chez certains responsables du parti et de l'appareil d'Etat afghans, écrit le lundi 17 août la Pravda, tout en réaffirmant que cette politique « est la seule viable ». Selon le correspondant de l'organe du PCUS en Afghanistan, « la réalisation de la politique de réconciliation nationale », lancée en janvier par le régime de Kaboul, « s'est révélée une entreprise plus difficile qu'on ne l'avait supposé ».

Si cette politique a permis de « diviser l'opposition », elle a aussi exacerbé l'extrémisme de l'aile de la résistance la plus déterminée. « La partie la plus agressive de la contre-révolution a réussi à aggraver la situation dans certaines régions », écrit la Pravda en ajoutant : « Les leaders de l'aile extrémiste refusent de s'asseoir à la table des négociations. Ils essaient même de montrer qu'ils sont capables d'influer sur la situation dans la zone frontalière soviéto-afghane ».

La Pravda reproche en particulier à cette aile de la résistance de vouloir exclure le Parti communiste afghan au pouvoir, le PDPA, de toute coalition. « C'est une position irréaliste », estime le quotidien. « Les tentatives d'écarter le plus grand parti, qui a une expérience du gouvernement vieille de neuf ans, surtout à un moment difficile et décisif de son histoire, sont vouées à l'échec ».

Amériques

PARAGUAY : le 33^e anniversaire de la dictature

De Francia à Stroessner

Le général Alfredo Stroessner a célébré, le samedi 15 août, le 33^e anniversaire de son arrivée au pouvoir, au lendemain du putsch qui avait renversé Federico Chaves. Il a, depuis, remporté toutes les élections dont il était le candidat unique. Samedi, la police paraguayenne a arrêté six étudiants, ce qui porte à vingt le nombre de personnes détenues pour prévenir toutes manifestations à l'occasion de cet anniversaire. Charles Vanhecke rappelle ici l'histoire d'un autre dictateur paraguayen, Francia, au dix-neuvième siècle.

ASUNCION de notre envoyé spécial

L'un, supporter de l'actuel régime, se dit « franciste » convaincu. L'autre, marxiste ex-catholique, revendique la même filiation. Pour comprendre la dictature de Stroessner, dit un troisième, il faut se rappeler ce que fut, au début du dix-neuvième siècle, celle de Francia, dont les Paraguayens se réclament si volontiers. Quel fut donc ce personnage salué par Carlyle comme « le plus remarquable des phénomènes sud-américains » ?

Francia fut d'abord un avocat d'Asuncion, qui impressionna ses compatriotes par son « incorruptibilité ». Grand lecteur de Rousseau, de Voltaire, des encyclopé-

distes, admirateur de Napoléon, dont il devait copier le costume. José Gaspar Francia avait surtout retenu de la Révolution française l'invention de la guillotine, et, arrivé au pouvoir, il ne tarda pas à le prouver.

Devenu premier consul après l'indépendance de son pays en 1811, se faisant élire dictateur provisoire, puis dictateur perpétuel, celui qu'on appelait « le Suprême » fit régner pendant plus de vingt ans un terreur à la fois cruelle et surréaliste avant de mourir à son poste en 1840. Persuadé (d'après) que l'échange était inégal avec les puissances commerciales du moment et voyant soustraire le Paraguay à la convoitise des Argentins, il paralysa les seules voies de communication avec l'extérieur en interdisant la circulation sur le Paraná et le Paraguay, qui conduisent au Rio-de-la-Plata.

Plus personne ne fut autorisé à sortir du pays ni à y entrer, hormis quelques voyageurs européens. Il fut prisonnier, pendant dix ans, le naturaliste français Bonpland, compagnon de voyage de Humboldt, après avoir fait massacrer son escorte. Privés de la vente du bois et du mété, les Paraguayens furent obligés de vivre en autarcie. Une année où les cultures avaient été dévastées par les insectes, le dictateur leur ordonna de replanter immédiatement ce qui était détruit. C'est ainsi qu'il découvrit que, sous le soleil tropical, ils pouvaient faire deux récoltes dans l'année.

Après une conspiration manquée contre lui, Francia devint particulièrement sanguinaire. Nombreux furent les suspects qu'il fit fusiller par la suite sous ses fenêtres. Il était si méfiant qu'il donnait lui-même les cartouches nécessaires aux exécutions et, comme les munitions manquaient, les malheureux étaient souvent achevés à la baïonnette.

Comme les rues d'Asuncion lui semblaient propices à un attentat tant elles étaient étroites et tortueuses, il fit démolir la moitié de la ville pour élargir les avenues, aligner les maisons et supprimer les arbres. Les habitants devaient rentrer chez eux et fermer portes et fenêtres quand il faisait sa promenade quotidienne à cheval.

« Nous avons appris à baisser la tête »

« La Suprême » encouragea systématiquement la délation. Il persécuta les Espagnols, ferma les monastères, envoya les bourgeois aux champs. Chef de l'armée, il s'intitula aussi chef de l'Eglise. Pour maintenir l'ordre, il laissait aux maires et aux chefs de garnison dans l'intérieur droit de vie et de mort sur les habitants. Il enferma encore un peu plus son pays en supprimant la pêche. Les lettres envoyées par courrier privé atterrirent sur son bureau et, après les avoir lues, il décidait si elles devaient parvenir ou non à leurs destinataires.

Chacun redoutait son humeur. Un jour, il ordonna à ses sentinelles de tirer sans sommation sur les

passants qui lognaient vers ses fenêtres. Un autre jour, si un chien aboyait contre son cheval, il faisait tuer tous les chiens de la capitale. Les chasses aux chiens étaient périodiques. D'ailleurs, ceux-ci étaient traqués jusque chez leurs maîtres à coups de sabre et de pioche. Les Paraguayens estiment pourtant que l'action de Francia fut bénéfique. La militarisation, l'isolement total du pays, le protégèrent des guerres incessantes qui suivirent l'indépendance dans les territoires voisins, ainsi que des « impérialismes » britannique et brésilien. L'intériorisation de l'économie favorisait le développement de l'agriculture et des premières fabriques artisanales. « Mais c'est depuis cette époque, dit-on à Asuncion, que nous avons appris à baisser la tête ».

Il ne s'agit pas seulement d'une image. Menacés d'une balle dans la peau, les compatriotes de Francia s'assuraient pas lever les yeux quand ils passaient devant lui. Ceux qui étaient repus en audience ne devaient pas s'approcher de lui à plus de trois pas.

Ils devaient garder les bras tendus, le long du corps, les mains bien ouvertes pour montrer qu'ils ne cachaient pas d'armes. Ils devaient aussi regarder le dictateur bien en face, pour éviter ses soupçons, mais la plupart n'osaient pas. Au médecin suisse Rengger, qui passa contre son gré six ans au Paraguay et publia le premier récit sur la dictature de Francia, le dernier demanda, un jour d'autopsie, de vérifier « si ses compatriotes n'avaient pas un os de plus dans la région du cou, qui les empêchait de redresser la tête ».

CHARLES VANHECKE.

Le plan de paix pour l'Amérique centrale

Un démarrage chaotique

Alors que le plan de paix pour l'Amérique centrale a été signé il y a dix jours par les cinq chefs d'Etat de l'isthme, les obstacles se multiplient pour la concrétisation de cet accord. A Washington, Managua ou San Salvador, l'évolution de la situation ne

permet guère d'être optimiste sur les chances de succès de cette tentative de règlement des conflits dans la région.

15 septembre, la situation n'est guère plus encourageante. Le président José Napoleón Duarte a en effet indiqué que les discussions avec la guerrilla ne pourraient se tenir que si le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) renonçait auparavant publiquement à la violence comme moyen de prendre le pouvoir. Une exigence que le FMLN semble avoir ignorée dans sa réponse à l'offre de dialogue, en proposant l'archevêque Rivera y Damas comme médiateur.

Le dirigeant du Front démocratique révolutionnaire, l'aile politique du FMLN, M. Rubén Zamora, n'a pas contribué à détendre le climat lorsqu'il a estimé que l'équilibre des forces au Salvador « penche actuellement du côté des guérilleros ».

Les ministres des affaires étrangères des treize pays d'Amérique latine qui se réunissent les 22 et 23 août à Caracas pour discuter de l'application du plan de paix signé à Guatemala n'auront décidément pas la tâche facile...

D. H.-G.

Congrès de renouveler l'aide militaire aux « contras » après le 29 septembre si le gouvernement nicaraguayen ne procède pas à des réformes d'envergure. Cette mise en garde intervient après celle, samedi, du président Reagan qui a exprimé l'espoir que les principes de son plan de paix aideraient les pays d'Amérique centrale en ajoutant que le soutien de Washington à la Contra se poursuivait tant qu'un règlement du conflit ne serait pas intervenu. Pour la Maison-Blanche, le plan de paix du président Reagan, qui prévoyait entre autres la date butoir du 29 septembre, et non pas fin octobre Arias, est donc toujours à l'ordre du jour malgré son rejet implicite par les chefs d'Etat d'Amérique centrale. Le département d'Etat a par ailleurs annoncé qu'un million de dollars allaient être consacrés à financer les négociations et à promouvoir l'opposition nicaraguayenne sur le plan international.

Au même moment à Managua, la police a procédé à l'arrestation de six personnes qui participaient à une manifestation de l'opposition. Même

si depuis la proclamation de l'état d'urgence, le gouvernement interdit toute manifestation non prévue, l'effet — au moment même où le président Daniel Ortega annonçait l'ouverture d'un « dialogue » avec l'opposition — est déplorable. D'autant plus que figurent parmi les personnes arrêtées le président de la commission permanente des droits de l'homme, M. Lino Hernandez Triguero, et le dirigeant du parti conservateur d'opposition, M. Alberto Saborio. Selon l'agence Reuters, le ministère de l'intérieur a même annoncé que les deux hommes avaient été inculpés d'incitation à attaquer la police et qu'ils avaient été condamnés à trente jours de travaux d'intérêt public. Un porte-parole de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, opposition) a aussi affirmé que plusieurs personnes avaient été frappées lors de l'acrocchage entre les manifestants et les forces de police.

Au Salvador, où l'accord pour une rencontre entre la guerrilla et les autorités politiques semblait pratiquement acquis pour la date du

A TRAVERS LE MONDE

Sri-Lanka

Les rebelles s'engagent à rendre toutes leurs armes

Le principal groupe de rebelles tamouls, les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) déposeront toutes leurs armes, mardi 18 août, en application de l'accord de paix signé le 29 juillet entre l'Inde et Sri-Lanka, a indiqué dimanche, à Madras (sud de l'Inde), un porte-parole des Tigres. Le mouvement avait annoncé la veille qu'il interrompait la remise de ses armes, réclamant des garanties de sécurité pour la population tamoule et la fermeture de camps militaires.

Les Tigres sont revenus sur leur décision après avoir obtenu de l'Inde de nouvelles garanties que les cadres du LTTE et la minorité tamoule de Sri-Lanka seraient protégés contre d'éventuelles représailles des Cinghalais, a précisé ce porte-parole. Le Parlement sri-lankais doit se réunir à partir de mardi.

Un autre groupe rebelle tamoul, l'EROS, allié du LTTE, a remis symboliquement un premier chargement de quatre-vingts armes, samedi à l'armée indienne à Batticaloa (est de Sri-Lanka), a déclaré un porte-parole de l'armée indienne. — (AFP.)

URSS

Selon Tass le dernier essai nucléaire n'a pas provoqué de retombées radioactives

L'URSS a démenti, le samedi 15 août, avoir violé le traité de 1963 sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau lors d'un test effectué le 2 août, qui aurait, selon Washington, provoqué des émissions radioactives au-delà des frontières soviétiques. Dans une déclaration autorisée de l'agence Tass, Moscou affirme que « toutes les mesures de sécurité nécessaires afin d'exclure des retombées radioactives » ont été prises à l'occasion de cet essai souterrain dans l'île de Nouvelle-Zemble, située entre la mer de Barents et la mer de Kara, au nord de l'URSS. L'explosion, précise Tass, « a été suivie de rejets d'une petite quantité de produits gazeux qui n'ont pas abouti à la formation de retombées radioactives ».

Aux termes du traité de Moscou signé en 1963 par l'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les essais souterrains sont interdits s'ils

ont pour effet la dissémination de matières radioactives au-delà des frontières de l'Etat procédant à de tels tests.

● POLOGNE : cinq cent mille catholiques à Czesochowa. — Quelque cinq cent mille fidèles ont participé, le samedi 15 août, à l'office célébré par le primate de Pologne, Mgr Jozef Glemp, devant le cadre du pèlerinage annuel de Czesochowa, au sud-ouest de Varsovie.

● YOUGOSLAVIE : manifestation de Serbes au Kosovo. — Quelque cinq mille Serbes de la province du Kosovo ont manifesté, le samedi 15 août, à la suite d'une série d'incidents dont ils ont été victimes ces derniers temps, ont rapporté la télévision de Belgrade et l'agence Tanjug. Selon la presse, une trentaine d'agressions et d'incendies provoqués par des Albanais ont été enregistrés depuis le plénum extraordinaire de la Ligue des communistes, en juin dernier, consacré à la situation au Kosovo. Les manifestants ont reproché aux responsables du parti de n'avoir encore rien fait pour mettre en pratique le programme de « normalisation » adopté au cours de ce plénum. Ils ont néanmoins accepté de mettre fin à la manifestation contre la promesse d'un responsable de la Ligue des communistes que le régime « persistera dans sa lutte contre le séparatisme albanais ». — (AFP.)

HAITI

Le Père Aristide est éloigné de Port-au-Prince

Port-au-Prince. — Le Père Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique qui exerce dans un des bidonvilles de la capitale, s'est vu attribuer une paroisse éloignée de Port-au-Prince par la hiérarchie de l'Eglise. Le Père Aristide, violemment opposé au Conseil national de gouvernement, a été accusé par le ministre de l'information, M. Gérard Noël, de prêcher la haine, la violence et la révolution. Selon le ministre, le Père Aristide aurait déclaré dans un sermon qu'une « révolution totale » était nécessaire et que « chacun devait avoir une arme pour pouvoir participer à la lutte armée ». Le prêtre a déclaré samedi que les enregistrements de ses sermons prouveraient que les accusations de M. Noël étaient fausses.

Le Père Aristide a cependant préféré disparaître « pendant une semaine », a indiqué une source religieuse. Une centaine de ses partisans se sont installés devant la cathédrale de Port-au-Prince.

La mesure, apparemment prise par l'Eglise catholique, à l'encontre du Père Aristide était réclamée depuis longtemps par les autorités haïtiennes. Comme pour ses sermons enflammés et ses menaces aux affaires de manifestations antigouvernementales, le prêtre divisait aussi la hiérarchie catholique. A Port-au-Prince, et même dans l'île, sa popularité est cependant incontestable, et l'Eglise avait jusqu'ici toujours refusé de le « sanctionner ».

mission dans le Golfe

l'assaut de mises en garde

Le ministre des Affaires étrangères, M. Michel Habib, a déclaré que le gouvernement libanais ne pouvait pas accepter une mission militaire dans le Golfe. Il a souligné que le Liban était un pays neutre et qu'il ne voulait pas s'engager dans une telle mission. Il a également mentionné que le Liban avait une longue tradition de neutralité et qu'il ne voulait pas la compromettre.

précès de Mehdi Hachemi risquant de déstabiliser l'entourage de l'ayatollah Khomeini

Le procès de Mehdi Hachemi, un ancien ministre irakien, risque de déstabiliser l'entourage de l'ayatollah Khomeini. Hachemi est accusé d'avoir trahi l'Irak pendant la guerre Iran-Irak. Le procès est prévu pour le début de l'année prochaine.

Polemique à propos de la démission de M. Wahid Qasbi

La démission de M. Wahid Qasbi, ministre iranien, a suscité une vive polémique. Certains accusent Qasbi d'avoir trahi l'Irak pendant la guerre Iran-Irak. D'autres soutiennent qu'il a été victime d'une manipulation.

Société

RELIGIONS

Les fêtes de l'Assomption

Mgr Lustiger prône l'« unité des catholiques »

En cette année mariale, qui prendra fin le 15 août 1988, les fêtes de l'Assomption de la Vierge ont revêtu une importance particulière. Dans sa résidence d'été de Castelgandolfo, Jean-Paul II a dit la messe et il a exalté l'exemple de Marie. Le lendemain dimanche, dans son homélie, il a déclaré que l'apostrophe des femmes à l'Eglise s'était « remarquablement développée » ces dernières années.

Avant de présider l'office de l'Assomption en la cathédrale du Puy (Haute-Loire), le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger, a adressé un message aux catholiques de France où il les appelle à l'unité. « L'unité des catholiques, souligne le cardinal, est l'une des conditions de la paix civile. Elle ne peut naître des invectives, des provocations, des suspensions, mais de la charité et de l'humilité. »

Ces propos visaient les catholiques intégristes qui, cette fois encore, avaient organisé leur propre procession dans les rues de Paris, à deux pas de la procession officielle.

La cathédrale et la péniche

D'un côté, une Vierge d'argent qui trône, éblouissante sous le soleil, au pied de la cathédrale de Paris, où une puissante sonorisation diffuse bourdon et grandes orgues. De l'autre, une Vierge de plâtre en équilibre instable sur une péniche, reliée derrière la poupe du grand navire de Notre-Dame. Les cantiques à capella y sont relayés par des haut-parleurs calamiteux. La lutte semble donc inégale : que peut le pot de terre intégriste contre le pot de fer de l'Eglise officielle solidement amarrée à Rome ?

Et pourtant, ce samedi 15 août, les fidèles du diocèse de Paris furent moins nombreux à la procession de l'Assomption — quelques milliers, difficiles à distinguer des touristes — que les tenants de Mgr Lefebvre, réunis sous les bannières de Saint-Nicolas du Chardonnet, Sainte-Germaine de Vaugrain et Saint-Louis de Port-Marly. Ils furent surtout moins voyants, puisque la procession officielle se contenta de tourner autour du parvis de Notre-Dame.

La ferveur, l'audace et, parfois, une ironie cinglante furent, une fois de plus, l'appanage des intégristes, conduits dans les rues du 5^e arrondissement par le supérieur d'Eboe et le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet. Au moment même où, sur le parvis de Notre-Dame, les catholiques fidèles écoutaient Mgr Michel Coloni, évêque auxiliaire de Paris, une longue procession de paroissiens rebelles sortait de l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, toutes bannières déployées. « Je suis chrétien, voilà ma gloire », et, surtout, l'incessante litanie des Ave Maria.

ROGER CANS.

Légère remontée du nombre des naissances, sans atteindre le taux de fécondité nécessaire au renouvellement des générations, très légère baisse de la mortalité : ce sont les points principaux du rapport annuel sur la situation démographique de la France, publié par l'Institut national d'études démographiques (INED).

En 1986, pour la troisième année consécutive, le nombre des naissances a augmenté (de 11 000) en France, atteignant 779 000. Du coup l'indice de fécondité (nombre d'enfant par femme en âge d'en avoir) remonte de 1,82 à 1,84, mais reste encore loin des 2,1 nécessaires pour le renouvellement des générations, et même au-dessous du niveau — aux environs de 1,9 — atteint dans les années 1980-1982.

Cela suffit pourtant à faire de la France, après l'Irlande (2,54 en 1984), le pays d'Europe occidentale où la fécondité est la plus élevée : à égalité avec la Grèce, où, comme dans l'ensemble de l'Europe méditerranéenne, le taux a fortement diminué depuis 1980, après être resté longtemps aux environs de 2,3. C'est en Espagne que la chute a été la plus rapide : de 2,35 en 1979 à 1,65 en 1984. Le Portugal est descendu à 1,8, l'Italie à 1,4 en 1985.

Diminution du nombre des décès

On constate toutefois une certaine stabilisation dans le nord de l'Europe : à 1,51 aux Pays-Bas, à 1,66 en Norvège, et même une légère remontée à 1,74 en Suède et 1,36 en Allemagne fédérale, pays qui avait connu le minimum — historique — de 1,28 en 1982. La RFA reste cependant loin encore de la RDA : celle-ci, grâce à une politique d'aide à la naissance, a fait remonter son taux de fécondité de 1,34 en 1975 à 1,94 en 1980, et, malgré un fléchissement depuis, reste au-dessus de 1,7. L'analyse des naissances par rang des enfants (premier, deuxième, ...) selon les générations de femmes confirme que la baisse des naissances enregistrée depuis une vingtaine d'années est due « de façon exclusive à la diminution des naissances de rang 3 ou plus », mais aussi à « une légère augmentation de l'infécondité à partir de la génération de 1945 » : la proportion de femmes sans enfant est passée de 8 % environ dans les générations nées de 1943 à 1945, à 11,2 % dans la génération 1955 (Le Monde du 4 décembre 1986).

L'évolution démographique de la France

Le nombre des naissances a augmenté en 1986 pour la troisième année consécutive

Paradoxalement, le déclin du mariage (- 30 % en dix ans, entre 1974 et 1984) ne se répartit pas dans les mêmes proportions sur les premières naissances, en raison de l'accroissement continu des naissances hors mariage, qui ont atteint 150 492 en 1985, soit 19,6 % du total, un niveau très supérieur à celui observé dans les autres pays européens. Enfin les avortements ont diminué en 1986 : 168 000 environ contre 173 203 en 1985 et 180 789 en 1984 : le remboursement de l'IVG n'entraîne donc pas un recours plus fréquent à cette pratique.

Le nombre d'enfants nés de parents étrangers a baissé : il n'était

que de 67 037 en 1985, soit 11,2 % du total contre 11,7 % l'année précédente. Les mariages mixtes entre Français et étrangers augmentent : ils sont trois fois plus nombreux que les mariages entre étrangers. Les naturalisations ont atteint 60 677 en 1985, après deux années particulièrement basses (39 695 en 1983, 35 573 en 1984).

On a constaté, en 1986, une légère diminution (6 000) du nombre des décès, malgré le vieillissement de la population : on gagne chaque année 0,3 an de vie, pour les hommes comme pour les femmes, mais la différence entre les sexes reste considérable, la durée de vie moyenne étant de 79,7 ans pour les

femmes, de 71,5 seulement pour les hommes. Parmi les causes générales de décès, on a observé en 1985, une augmentation des maladies cardiaques et cérébrovasculaires, ainsi que des maladies de l'appareil respiratoire, liées souvent à l'épidémie de grippe. Le nombre de morts par accidents de la circulation, après un recul de 36 % en treize ans, a connu une remontée à 10 447. Cette fréquence des accidents est en bonne part responsable de la mortalité des jeunes (de 15 à 30 ans), une des plus élevées en Europe.

GUY HERZLICH.

Les enfants ne sont plus un obstacle au divorce

Si les tendances actuelles se confirment, dans quelques années, un mariage sur trois devrait déboucher sur un divorce. Pour la première fois on constate une désaffection des mariages. Le rapport annuel sur la situation démographique et le dernier numéro de Population et sociétés, publié aussi par l'INED, explorent ces phénomènes massifs.

Les deux études critiquent nombre d'idées reçues. Premier point : le rôle des enfants. Leur présence n'incite plus à se marier et ne dissuade pas de divorcer. Il a été longtemps admis que les couples divorcés avaient moins d'enfants que ceux qui sont encore mariés, ou, ce qui revient au même, que « les mariages sans descendance ou avec peu d'enfants étaient soumis à un risque de divorce supérieur à la moyenne ». Ce n'est plus le cas, soulignent dans Population et sociétés Patrick Festy et Marie-France Valetas. La présence d'enfants avant le mariage ou des naissances trop rapprochées semblent même être deux facteurs importants de rupture. Aujourd'hui, « la décision d'une séparation relève de considérations éminemment personnelles des conjoints, et non de la présence d'enfants ».

Les auteurs du rapport en viennent même à se demander si dans la désaffection à l'égard du mariage, il n'y aurait pas également une désaffection vis-à-vis du divorce, n'ont-ils pas facilité leurs décisions : « elle n'ont pas changé le fait que la femme continue d'être plus impliquée

entretiendrait une relation stable avec un autre partenaire ».

On constate en effet dans les pays où la législation est comparable à celle de la France, une stabilisation des demandes de divorce. C'est le cas notamment aux Etats-Unis, au Canada et même en Grande-Bretagne où, après une augmentation très importante, le nombre des divorces plafonne à un pour deux mariages et un peu moins d'un pour trois aux Etats-Unis (38 %) au Canada.

L'initiative des femmes

En France, les modifications législatives introduites en 1976 — le divorce par consentement mutuel et par rupture de vie commune — n'ont pas provoqué d'explosion. L'évolution commencée avant 1976 s'est faite beaucoup plus progressivement et régulièrement qu'on n'aurait pu le croire au vu de la loi des exemples étrangers.

Autres idées combattues : la fragilité des unions précoces ou l'influence du féminisme. Les ruptures rapides ont des explications plus complexes que l'âge au mariage, comme le constate Marie-France Valetas. Si M. Festy et M. Valetas, si la remise en cause du mariage revient surtout à l'initiative des femmes, leur entrée sur le marché du travail, tout comme les transformations sociales, n'ont fait que faciliter leurs décisions : « elle n'ont pas changé le fait que la femme continue d'être plus impliquée

que l'homme dans le mariage. Elle considère que les conditions d'une vie maritale ne sont pas réunies, elle est probablement amenée à prendre plus souvent l'initiative d'une démarche judiciaire ».

L'introduction du divorce par consentement mutuel, que ce soit par demande conjointe ou par demande acceptée, a vu diminuer fortement le nombre des demandes pour fautes. Il semblerait cependant que l'on soit parvenu à un équilibre, avec une légère prédominance des divorces pour fautes, où les motifs les plus souvent invoqués sont alcoolisme, violence et désaffection du foyer.

Curieusement, les divorces par consentement mutuel n'ont pas changé la garde des enfants toujours confiée massivement aux femmes. En revanche, on a vu se multiplier les cas d'autorité parentale conjointe, une tendance qui devrait s'accroître avec la loi de juillet 1987 permettant aux parents, quand ils sont d'accord, de continuer à exercer ensemble l'autorité parentale.

Comme le remarquent M. Festy et M. Valetas, la rupture ne fait que perpétuer les habitudes prises dans le mariage. Les enquêtes relatives à la répartition des tâches au sein des ménages montrent que la mère continue à assurer les soins quotidiens aux enfants et assume les besoins ménagers. Lorsque ces tâches sont véritablement partagées, on voit des divorces s'organiser quand ils sont d'accord, de continuer à exercer ensemble l'autorité parentale.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

HISTOIRE

170 rameurs sur la mer Egée Et vogue la trière...

Une trière flambant neuve est actuellement en cours d'essai entre l'île grecque de Poros et la côte du Péloponnèse. Cent soixante-dix rameurs, cent trente hommes et quarante femmes, tous volontaires, Britanniques et spécialistes de l'aviron pour la plupart — la font avancer sur les eaux méditerranéennes en maniant en cadence les cent soixante-dix avirons dont est muni le navire.

Cette reconstruction n'est pas la première à avoir été tentée. Napoléon III avait payé sur sa cassette personnelle une trière initiée de l'Antiquité romaine. Il s'était assuré le concours des meilleurs spécialistes de son époque. L'ingénieur naval Dupuy de Lôme et l'historien de marine Augustin Jal (le « père » de l'archéologie navale). Mais la trière impériale, longue d'une soixantaine de mètres et large d'une dizaine, n'a jamais pu se mouvoir sous l'impulsion de ses rameurs qui s'emmêlaient. Elle s'est défilée, certes, mais toujours tirée par un remorqueur.

Des pins de l'Orégon

Il est vrai qu'au siècle dernier on servait très peu de chose sur les bateaux antiques. On ignorait même, pour les trières et les trièmes, si chaque aviron était mû par trois rameurs ou si les rameurs, manœuvrant chacun une rame, étaient répartis sur trois niveaux. Malgré tout leur savoir, les constructeurs de la trière de Napoléon III avaient réussi en fait l'image que l'on se faisait alors d'un navire de guerre romain. Bref, un monstre.

En plus d'un siècle, les connaissances en archéologie navale ont fait d'importants progrès. Le docteur John Morrison, ancien professeur à l'université de Cambridge, en particulier, a beaucoup travaillé sur la question et a récemment publié un très gros ouvrage, *Greek Oared Ships* (les Bateaux grecs à rames). Il était normal qu'il souhaitât concrétiser le résultat de ses études, en particulier la répartition des rameurs sur trois niveaux.

Le rêve est devenu réalité, en commençant par une discussion mondiale et en se poursuivant par la constitution d'un fonds spécial pour collecter de l'argent, l'adjonction de M. John Coates, ingénieur naval à la retraite, et surtout la collaboration enthousiaste des Grecs qui ont apporté la plus grande partie des 15 millions de francs nécessaires et le concours d'un chantier naval de la marine grecque.

La trière a été mise à l'eau et elle est en cours d'essai depuis le début du mois d'août. Ses dimensions (37 mètres de long, 6 mètres de large, 1,25 mètre de tirant d'eau) sont conformes à ce qui ressort des sources historiques et archéologiques. Le bois utilisé est celui de pins de l'Orégon, mais uniquement parce que les pins méditerranéens actuels ne sont plus assez grands. Les 22 000 chevilles ont été forgés à la main.

La répartition des rameurs semble satisfaisante puisque, après quelques problèmes bien naturels de rodage, les 170 avirons manœuvrent ensemble à 28 ou 30 coups par minute. Pour le moment, la vitesse maximale a été de 7 nœuds

(12,96 kilomètres à l'heure), ce qui est tout à fait honorable, même si les trières antiques étaient réputées faire 12 nœuds (22,22 kilomètres à l'heure), pendant les attaques.

La force des trières grecques (puis des trières romaines), inventées vers 660 avant Jésus-Christ à Corinthe, réside, en effet, dans leur vitesse. L'avant de chacune d'entre elles était muni d'un puissant éperon de métal, et le tactique navale de l'Antiquité consistait à lancer le plus vite possible la trière contre le flanc d'un navire adverse pour évincer celui-ci.

Une réplique exacte

La trière anglo-grecque est-elle la réplique exacte d'un navire antique ? M. Patrick Pomey (du CNRS), spécialiste en archéologie navale et, à ce titre, directeur des recherches d'archéologie sous-marine, est sceptique. Il reconnaît que la copie a été faite en tenant compte de toutes les informations disponibles. Mais jamais on n'a encore retrouvé un bateau de guerre antique (grec ou romain). On ignore donc quels bois étaient utilisés, quelle était la structure de ces navires, comment les poids étaient répartis, où était le centre de gravité...

Sans aller jusqu'à proposer la construction d'une deuxième trière qui pourrait éperonner la première, M. Pomey attend avec impatience le concours d'archéologie navale qui doit se tenir à Delphes à la fin du mois d'août et où sera discutée l'expérience de la trière actuelle.

YVONNE REBEYROL.

MÉDECINE

Le Centre de contrôle des maladies élargit la définition du SIDA

Le Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta a décidé d'élargir la définition du SIDA. Dorénavant, des pathologies liées au virus HIV telles que certains types de démence, des infections tuberculeuses, certaines maladies du cerveau, voire même certains amygdales, seront considérées comme de véritables SIDA. Cette nouvelle définition, qui prendra effet à partir de septembre, devrait entraîner une hausse des statistiques concernant les cas de SIDA aux Etats-Unis : 40 051 cas de SIDA ont été recensés à ce jour outre-Atlantique. Parmi eux, 23 165 personnes sont décédées.

D'autre part, le CDC a publié une série de consignes de dépistage du SIDA. Il recommande un dépistage pour les personnes qui vont se marier, qui entrent à l'hôpital, qui souffrent d'autres maladies sexuellement transmissibles, les détenus, les prostituées, les drogués par voie intraveineuse. Le dépistage devrait, selon le CDC, concerner aussi les femmes en âge de procréer, membres de groupes à haut risque : professionnels de la santé, homosexuels, Africains et Haïtiens vivant ou nés dans des communautés où un taux élevé d'infection parmi les femmes est connu ou craint.

EN THAILANDE, tous les étrangers détenus en prison et porteurs du virus du SIDA vont être libérés et renvoyés dans leur pays pour y être traités, a annoncé M. Saait Rujirangorn, chef de l'administration pénitentiaire. Vingt-six détenus étrangers au moins devraient bénéficier d'une grâce royale dans les prochains mois.

EN OUGANDA, « soucieux de lutter contre la propagation du SIDA », les responsables de l'Eglise ougandaise ont supprimé le partage de la communion au même calice. L'évêque Misiri Kawuma, qui a pris cette décision, a ordonné aux prêtres d'offrir aux fidèles du pain trempé dans le vin au lieu de faire circuler le calice.

SCIENCES

Dans la mer du Nord

La surélévation des plates-formes pétrolières d'Ekofisk est dans sa phase finale

L'opération de surélévation des sept plates-formes pétrolières équipant le champ d'Ekofisk (dans la zone norvégienne de la mer du Nord), rendue nécessaire par l'affaissement des fonds marins, est entrée, le 15 août, dans sa phase finale. Soutenus depuis quelques semaines par des vérins, les tabliers de cinq plates-formes vont être remontés de 6,50 mètres — grâce au jeu de vérins — en trois semaines (à tout se passe conformément aux plans dans l'après-midi de ce 17 août). (Le Monde du 3 juin.)

Ainsi les manchons de rallonge munis de brides à boulons pourront être glissés commodément dans l'axe des jambes des plates-formes. Les tabliers des plates-formes seront ensuite descendus de 0,50 mètre, et les brides, boulonnées. Ils seront désormais portés par des jambes rallongées de 6 mètres.

Cot exhaussément, qui constitue une première, a été rendu indispensable par l'affaissement (la « subsidence », disent les spécialistes) des fonds marins sur lesquels sont fixées les plates-formes d'exploitation. L'extraction du pétrole et du gaz naturel d'Ekofisk, qui a commencé en 1971, a eu pour effet de provoquer une sorte de tassement du sous-sol.

Découverte en 1984, alors qu'elle était déjà de 2,50 mètres, la subsidence d'Ekofisk est actuellement de l'ordre de 4 mètres. Ce qui diminue d'autant le « tirant d'air », calculé pour que la vague « contenue » de 24 mètres (de crête à creux) puisse passer sous les tabliers des plates-formes. La sécurité des installations d'exploitation était donc menacée à plus ou moins court terme.

La société française Technip Géoproduction a proposé à Phillips Petroleum — la compagnie américaine opérant d'Ekofisk — de rallonger de 6 mètres les quarante-sept jambes de sept plates-formes sans démonter ces dernières et ce n'arrivant la production que pendant quatre semaines.

L'opération de rehaussement, qui met en œuvre des milliers de tonnes, est conduite par tout un système de capteurs et d'ordinateurs, avec une précision extrême de 6 millimètres en théorie, de l'ordre du millimètre dans la pratique. La stabilité des plates-formes l'exige. La plus grosse d'entre elles, qui porte les logements, a été caténaire de 15 juillet. Une autre a été relevée le 15 août. Les cinq dernières (dont une toute petite) sont remontées ce 17 août toutes ensemble, étant données les multiples tuyaux et câbles qui les relient entre elles.

Y. R.

DROIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.81.23 / 46.25.02.71.

C.F.P.A.

Centre formation professionnelle avancée.

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

Préparation intensive en septembre.

CEPES

Plus vite ! moins cher !

309 GTI-130 CV

DERNIERS MODELES 1987 A PRIX CHOC

- 309 GTI 102 CV
- 205 CABRIOLET CTI BLEU AZUR
- 205 OPEN 3 ET 5 PORTES GRIS FUTURA, GRIS WINDCHESTER
- 205 XT GRIS GRAPHITE, GRIS WINDCHESTER
- ETYLE CARABIE
- 205 GR GRIS FUTURA, BEIGE ANTILOPE ET BLANC
- 205 XA ET XAD
- 309 XR ET XRD BLANCHE ET BEIGE ANTILOPE

PEUGEOT NEUBAUER

est la garantie du prix et du service !

10, Avenue de France 93208 ST DENIS (93) 42 82 81
10, rue de Châteaudun 75009 PARIS (01) 47 85 44

es a augmenté en 1986
année consécutive

enfants ne sont plus obstacle au divorce

[illegible]

La surélévation des plates-formes pétrolières d'Ekofisk est dans 2 phases

1. **La République de Cuba** est un pays d'Amérique latine, situé dans le nord-ouest du continent américain. Elle est bordée par l'océan Atlantique à l'est et le golfe du Mexique au sud. Sa capitale est La Havane.

2. **Le climat** est tropical, avec des températures élevées toute l'année et des précipitations abondantes. Les saisons sont marquées par l'humidité et les vents alizés.

3. **La population** est majoritairement d'origine hispanique, avec une grande diversité ethnique. Le français est parlé par une minorité, notamment dans les zones touristiques.

4. **Le tourisme** est une activité majeure, attirant des visiteurs du monde entier pour ses plages, sa culture et son patrimoine historique.

5. **Le développement** est en constante évolution, avec une attention particulière portée sur le secteur touristique et la préservation de l'environnement.

6. **Le patrimoine** est riche, incluant des sites historiques, des musées et des traditions locales.

7. **Le tourisme durable** est encouragé pour minimiser l'impact environnemental et social du tourisme de masse.

8. **Le rôle de la France** est important, notamment dans le domaine du tourisme et de la coopération économique.

9. **Le tourisme de masse** pose des défis en termes de gestion des ressources et de préservation de l'authenticité.

10. **Le tourisme responsable** est une alternative pour soutenir l'économie locale et protéger l'environnement.

11. **Le tourisme de croisière** est en croissance, mais nécessite une gestion rigoureuse pour éviter les impacts négatifs.

12. **Le tourisme d'affaires** est également en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

13. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

14. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

15. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

16. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

17. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

18. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

19. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

20. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

21. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

22. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

23. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

24. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

25. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

26. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

27. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

28. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

29. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

30. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

31. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

32. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

33. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

34. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

35. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

36. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

37. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

38. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

39. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

40. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

41. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

42. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

43. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

44. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

45. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

46. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

47. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

48. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

49. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

50. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

51. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

52. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

53. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

54. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

55. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

56. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

57. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

58. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

59. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

60. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

61. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

62. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

63. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

64. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

65. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

66. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

67. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

68. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

69. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

70. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

71. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

72. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

73. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

74. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

75. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

76. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

77. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

78. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

79. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

80. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

81. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

82. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

83. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

84. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

85. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

86. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

87. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

88. **Le tourisme culturel** est une source importante de revenus, grâce à la promotion de la culture cubaine.

89. **Le tourisme sportif** est en vogue, attirant des amateurs de sports nautiques et de randonnée.

90. **Le tourisme médical** est une niche émergente, attirant des patients cherchant des soins de qualité à moindre coût.

91. **Le tourisme éducatif** est encouragé pour promouvoir la culture et l'histoire du pays.

92. **Le tourisme religieux** attire des pèlerins et des visiteurs intéressés par le patrimoine religieux.

93. **Le tourisme de bien-être** est en croissance, grâce aux centres de spa et de relaxation.

94. **Le tourisme de nature** est encouragé pour promouvoir la biodiversité et les paysages naturels.

95. **Le tourisme de luxe** est en développement, attirant des visiteurs cherchant des expériences haut de gamme.

96. **Le tourisme de famille** est une source importante de revenus, grâce aux attractions adaptées aux enfants.

97. **Le tourisme de groupe** est une activité courante, facilitée par les agences de voyage.

98. **Le tourisme individuel** est en croissance, attirant des voyageurs cherchant l'authenticité.

99. **Le tourisme de nuit** est en développement, grâce aux bars, clubs et spectacles nocturnes.

100. **Le tourisme de jour** est également populaire, attirant des visiteurs cherchant des activités de plein air.

101. **Le tourisme de croisière** est en croissance, attirant des millions de passagers chaque année.

102. **Le tourisme d'affaires** est en développement, attirant des investisseurs et des professionnels.

C.F.P.A.

Je m'abonne à l'enfant d'abord pour
 10 numéros 280 F ☐ abonne à l'enfant
 Nom: _____
 Adresse: _____

FRANCOISE DOLTO :

"ENFANT D'ABORD"

EST UN JOURNAL REMARQUABLE

C'est le plus beau et le plus intéressant des revues consacrées à l'enfant de nos jours. Elle est écrite avec une précision et la passion. Je vous envoie cela sans la moindre hésitation.

Spécial : « La sexualité des moins de 12 ans ». Sondage IPSOS
ENFANT D'ABORD et témoignages des enfants. En vente sous l'abri, chez les marchands de journaux : 29 F.

Je m'abonne à **Enfant d'abord** pour 6 numéros : 170 F.
10 numéros 280 F. 0 autres à l'ordre d'Enfant d'abord.

Nom _____
Adresse _____

Envoyer à : **Enfant d'abord**, 2 rue du Montparnasse, 75006 Paris

Le prix de détail est de 29 F. par numéro.

Les abonnements sont payables à l'avance.

CADEAU : tout nouvel abonné se verra offrir gratuitement un exemplaire de ce journal.

526 pages
130 F



...the ...



FORD

Sports

PENTATHLON MODERNE : les championnats du monde

Joël Bouzou, inconnu célèbre

Le Français Joël Bouzou a remporté, dimanche 16 août à Moulins (Allier), le titre de champion du monde de pentathlon moderne devant le Tchèque Milan Kadlec, et le Hongrois Laszlo Földes. La Hongrie a remporté le championnat par équipes devant l'URSS et la Grande-Bretagne. La France s'est classée dixième.

MOULINS
de notre correspondant

Il a trente-deux ans et le regard du professeur d'éducation physique soucieux de disséquer la longueur de la journée sa discipline favorite, le pentathlon moderne. Il est le premier Français de l'histoire de ce sport, inventé par le baron Pierre de Coubertin pour les Jeux olympiques de Stockholm, à inscrire son nom au palmarès d'un championnat du monde, le premier organisé dans l'Hexagone.

Historique, ce succès de Joël Bouzou tombe à point nommé pour donner un nouvel élan à ce sport, qui, dans l'esprit de Pierre de Coubertin, sacrifie l'athlète complet.

Aujourd'hui en France, il est deux cents à pratiquer ces cinq disciplines en une : l'équitation, l'escrime, la natation, le tir et la course.

Enfant, je pratiquais tous les sports. Par souci d'éducation physique, je recherchais une discipline me permettant de toucher au plus grand nombre d'activités.

Enfant, je pratiquais tous les sports. Par souci d'éducation physique, je recherchais une discipline me permettant de toucher au plus grand nombre d'activités.

maître d'armes d'Auch découvrait le pentathlon moderne, à l'âge de quatorze ans. Après une enfance bercée dans le creuset sportif façonné par son père Pierre Bouzou, le sport aux cinq disciplines rythmera son adolescence, non sans quelques difficultés.

Joël n'avait pas un passé de nageur et, en ce début des années 70, la natation devenait une discipline centrale du pentathlon moderne. Il s'est jeté à l'eau. Ses efforts se révélèrent insuffisants et, à l'issue des Jeux olympiques de Los Angeles, Joël Bouzou comprit que 3 m 40 s aux 500 mètres lui supprimaient ses chances de médaille d'or.

A vingt-neuf ans, il s'est donc remis à apprendre à nager « pour retrouver la sensation et l'histoire de gagner une dizaine de secondes ». Vendredi, à Moulins, il a réalisé 3 m 33 s et une seconde supplémentaire lui aurait fait perdre le titre.

« C'est cela le pentathlon, une foule de détails qui, au cinquième jour de tension nerveuse, ont leur importance. »

Sorcier hongrois

D'entrée, Joël Bouzou s'en était mieux sorti dans les autres disciplines. Tout d'abord en escrime. A force de fréquenter les salles d'armes, il a même terminé quatrième d'un championnat de France en 1982. En course, je bénéficiais d'un bon terrain et le tir est une affaire de concentration, alors que l'équitation s'apprend et demeure aléatoire pour tous les pentathlètes.

en raison de la monture tirée au sort juste avant l'épreuve.

La trajectoire de Joël Bouzou se modifia un jour de 1979 avec l'arrivée d'István László au poste de directeur technique national. Entraîneur des équipes de Hongrie qui, dimanche, ont remporté le titre par équipes, László imposa sa rigueur et la nécessité d'objectifs à long terme. Joël Bouzou avait vingt-quatre ans et déjà deux titres de champion de France. Il comprit qu'une carrière internationale passait par là.

Il suivit les conseils du sorcier hongrois à qui il succéda après les Jeux olympiques de Séoul. Et, dans cette voie de la rigueur, il suivra dans sa foie Didier Boube, Paul Four, Bruno Gérard et Christophe Kuer. Le poète des entraînements — vingt-cinq heures hebdomadaires — n'interdit pas la recherche nécessaire pour combler un vide.

Aujourd'hui, nous disposons de remarquables spécialistes de chacune des cinq disciplines qui composent le pentathlon moderne. Mais, à côté de cette littérature classique, personne ne maîtrise une préparation harmonisée entre chacune d'entre elles.

La théorie du tandem László-Bouzou s'articule autour d'un axe essentiel : « Être avant tout moyen dans cinq disciplines parce que le pentathlon moderne, ce sont cinq longues journées. » Joël Bouzou prétend que le pentathlète a son identité propre, qu'il n'a rien à voir avec celle d'un nageur ou d'un cavalier. Dans cette vaste opération de recherche, Joël Bouzou et son co-

équipier Bruno Gérard ont introduit l'ordinateur, chargé de disséquer notamment deux mille assauts d'escrime. Les résultats ne sont pas exploités en compétition, mais utilisés à l'entraînement pour travailler les points faibles, en fonction des atouts des adversaires.

Le sérieux du travail et les résultats mériteraient sans doute d'autres regards pour le pentathlon moderne. Joël Bouzou œuvre dans ce sens, mais reconnaît d'emblée la difficulté à vendre son sport. Disputé sur cinq jours, dans des disciplines pratiquées d'ordinaire par des sportifs plus performants, le pentathlon n'a pas trouvé son identité au sein du public ou des médias. « Il importe de faire appréhender la difficulté de l'entraînement et de la combinaison des disciplines. » Au-delà des références à la légende de l'Antiquité, la pratique doit tenir compte des arguments de médiatisation. On ne l'apprend pas à Joël Bouzou, qui dispose de projets allant de la réduction de la durée des épreuves à l'organisation d'un final spectaculaire, avec une course à handicap qui désignerait le grand vainqueur. L'ajout du développement du pentathlon se situe à ce niveau et Joël Bouzou est bien décidé à s'y consacrer pleinement avant les JO de Séoul, son objectif essentiel depuis quelques années.

« Moulins n'est qu'une étape », n'a-t-il cessé de répéter ; sans doute pour lui, mais pour le pentathlon moderne il peut s'agir d'un virage important.

JEAN-YVES VIF.

AUTOMOBILE : le Grand Prix d'Autriche de formule 1

Alain Prost abdique

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté, dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'Autriche devant son coéquipier Nelson Piquet, dont l'avance au classement général du championnat du monde semble désormais définitive.

Le foudroyant pilote britannique Nigel Mansell a pris sa revanche sur Nelson Piquet et sur le mauvais sort qui s'était ligé contre lui la semaine dernière pour le priver de la victoire dans le Grand Prix de Hongrie. Rien cette fois n'est venu contrecarrer son écrasante domination, et si Mansell douta un instant de son triomphe, c'est seulement parce que le directeur de la course, distraït ou bien un peu endormi par cette épreuve sans suspense, oublia d'abaisser le drapeau à damier à son passage sur la ligne d'arrivée.

Ce nouveau doublé des Williams-Honda fait surtout l'affaire de Nelson Piquet. Certes le champion du monde des pilotes n'est pas encore mathématiquement joué, mais on voit mal qui pourrait reprendre du terrain au Brésilien dans la seconde partie de la saison. Hormis un abandon, Nelson Piquet a terminé toutes les courses à la première ou à la deuxième place. Une régula-

rité de métronome propre à décourager son plus sérieux opposant, son compatriote Ayton Senna (Lotus-Honda), qui n'a marqué que deux points à Zeltweg et qui se retrouve à onze points au classement général.

A nouveau victime d'ennuis techniques, Alain Prost a abdicé toute ambition de conserver sa couronne. Sixième de l'épreuve, le pilote de McLaren a décidé de « prendre cette situation avec le sourire. Pour le championnat, cette fois c'est fini. Il ne reste plus qu'à travailler pour trouver la fiabilité, la performance et tenter de gagner une ou deux courses d'ici à la fin de la saison. Il est nécessaire de rester motivé. »

Deux carambolages

Mais le champion français perd toute envie de sourire lorsqu'il évoque les conditions de sécurité du circuit autrichien : « Nous savons depuis longtemps que Zeltweg est bien le circuit le plus dangereux pour le départ, et il l'est. Cela est surtout dû à la bosse au bout de la ligne droite, et aussi à l'étroitesse de la piste à cet endroit. »

Plus que la victoire de Mansell, c'est, en effet, l'image de deux carambolages qui restera de ce Grand Prix, dont les conditions d'organisation ont été sévèrement critiquées par l'ensemble des pilotes — il a fallu trois départs pour lancer la course.

Aussitôt après le premier départ (le seul prévu au programme), le Britannique Martin Brundle a perdu le contrôle de sa Williams, et a heurté le rail de sécurité à 210 kilomètres à l'heure et s'est placé en travers de la piste. Les voitures qui le suivaient ont tenté de l'éviter, et quatre sont entrées en collision.

Quarante minutes plus tard, toutes les voitures se trouvaient à nouveau sur la grille de départ, après de rapides réparations. Mais un nouveau carambolage, plus grave encore, eut lieu entre onze voitures. Il fallut attendre encore une heure pour que les voitures, rafistolées à la hâte, puissent enfin s'élancer sans problèmes pour les cinquante-six tours de la course.

Cette série d'accidents spectaculaires n'a fort heureusement pas fait de Zeltweg, mais elle a provoqué le colère du président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) : « Si la piste n'est pas élargie pour la saison prochaine, il n'y aura pas de Grand Prix d'Autriche en 1988 », a menacé M. Jean-Marie Balestre.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE

DE FORMULE 1

1. Mansell (Williams-Honda), les 308,964 kilomètres en 1 h 16 min 44 s 89 (moy. : 235,421 kilomètres/heure) ; 2. Piquet (Williams-Honda), à 35 s 70 ; 3. Fabel (Benetton-Ford), à 50 s 70 ; 4. Senna (Lotus-Honda), à 51 s 70 ; 5. Senna (Lotus-Honda), à 52 s 70 ; 6. Prost (McLaren-TAG-Porsche), à 53 s 70 ; 7. Johansson (McLaren-TAG-Porsche), à 54 s 70 ; 8. Piquet (Williams-Honda), à 55 s 70 ; 9. Senna (Lotus-Honda), à 56 s 70 ; 10. Senna (Lotus-Honda), à 57 s 70 ; 11. Senna (Lotus-Honda), à 58 s 70 ; 12. Senna (Lotus-Honda), à 59 s 70 ; 13. Senna (Lotus-Honda), à 60 s 70 ; 14. Senna (Lotus-Honda), à 61 s 70 ; 15. Senna (Lotus-Honda), à 62 s 70 ; 16. Senna (Lotus-Honda), à 63 s 70 ; 17. Senna (Lotus-Honda), à 64 s 70 ; 18. Senna (Lotus-Honda), à 65 s 70 ; 19. Senna (Lotus-Honda), à 66 s 70 ; 20. Senna (Lotus-Honda), à 67 s 70 ; 21. Senna (Lotus-Honda), à 68 s 70 ; 22. Senna (Lotus-Honda), à 69 s 70 ; 23. Senna (Lotus-Honda), à 70 s 70 ; 24. Senna (Lotus-Honda), à 71 s 70 ; 25. Senna (Lotus-Honda), à 72 s 70 ; 26. Senna (Lotus-Honda), à 73 s 70 ; 27. Senna (Lotus-Honda), à 74 s 70 ; 28. Senna (Lotus-Honda), à 75 s 70 ; 29. Senna (Lotus-Honda), à 76 s 70 ; 30. Senna (Lotus-Honda), à 77 s 70 ; 31. Senna (Lotus-Honda), à 78 s 70 ; 32. Senna (Lotus-Honda), à 79 s 70 ; 33. Senna (Lotus-Honda), à 80 s 70 ; 34. Senna (Lotus-Honda), à 81 s 70 ; 35. Senna (Lotus-Honda), à 82 s 70 ; 36. Senna (Lotus-Honda), à 83 s 70 ; 37. Senna (Lotus-Honda), à 84 s 70 ; 38. Senna (Lotus-Honda), à 85 s 70 ; 39. Senna (Lotus-Honda), à 86 s 70 ; 40. Senna (Lotus-Honda), à 87 s 70 ; 41. Senna (Lotus-Honda), à 88 s 70 ; 42. Senna (Lotus-Honda), à 89 s 70 ; 43. Senna (Lotus-Honda), à 90 s 70 ; 44. Senna (Lotus-Honda), à 91 s 70 ; 45. Senna (Lotus-Honda), à 92 s 70 ; 46. Senna (Lotus-Honda), à 93 s 70 ; 47. Senna (Lotus-Honda), à 94 s 70 ; 48. Senna (Lotus-Honda), à 95 s 70 ; 49. Senna (Lotus-Honda), à 96 s 70 ; 50. Senna (Lotus-Honda), à 97 s 70 ; 51. Senna (Lotus-Honda), à 98 s 70 ; 52. Senna (Lotus-Honda), à 99 s 70 ; 53. Senna (Lotus-Honda), à 100 s 70 ; 54. Senna (Lotus-Honda), à 101 s 70 ; 55. Senna (Lotus-Honda), à 102 s 70 ; 56. Senna (Lotus-Honda), à 103 s 70 ; 57. Senna (Lotus-Honda), à 104 s 70 ; 58. Senna (Lotus-Honda), à 105 s 70 ; 59. Senna (Lotus-Honda), à 106 s 70 ; 60. Senna (Lotus-Honda), à 107 s 70 ; 61. Senna (Lotus-Honda), à 108 s 70 ; 62. Senna (Lotus-Honda), à 109 s 70 ; 63. Senna (Lotus-Honda), à 110 s 70 ; 64. Senna (Lotus-Honda), à 111 s 70 ; 65. Senna (Lotus-Honda), à 112 s 70 ; 66. Senna (Lotus-Honda), à 113 s 70 ; 67. Senna (Lotus-Honda), à 114 s 70 ; 68. Senna (Lotus-Honda), à 115 s 70 ; 69. Senna (Lotus-Honda), à 116 s 70 ; 70. Senna (Lotus-Honda), à 117 s 70 ; 71. Senna (Lotus-Honda), à 118 s 70 ; 72. Senna (Lotus-Honda), à 119 s 70 ; 73. Senna (Lotus-Honda), à 120 s 70 ; 74. Senna (Lotus-Honda), à 121 s 70 ; 75. Senna (Lotus-Honda), à 122 s 70 ; 76. Senna (Lotus-Honda), à 123 s 70 ; 77. Senna (Lotus-Honda), à 124 s 70 ; 78. Senna (Lotus-Honda), à 125 s 70 ; 79. Senna (Lotus-Honda), à 126 s 70 ; 80. Senna (Lotus-Honda), à 127 s 70 ; 81. Senna (Lotus-Honda), à 128 s 70 ; 82. Senna (Lotus-Honda), à 129 s 70 ; 83. Senna (Lotus-Honda), à 130 s 70 ; 84. Senna (Lotus-Honda), à 131 s 70 ; 85. Senna (Lotus-Honda), à 132 s 70 ; 86. Senna (Lotus-Honda), à 133 s 70 ; 87. Senna (Lotus-Honda), à 134 s 70 ; 88. Senna (Lotus-Honda), à 135 s 70 ; 89. Senna (Lotus-Honda), à 136 s 70 ; 90. Senna (Lotus-Honda), à 137 s 70 ; 91. Senna (Lotus-Honda), à 138 s 70 ; 92. Senna (Lotus-Honda), à 139 s 70 ; 93. Senna (Lotus-Honda), à 140 s 70 ; 94. Senna (Lotus-Honda), à 141 s 70 ; 95. Senna (Lotus-Honda), à 142 s 70 ; 96. Senna (Lotus-Honda), à 143 s 70 ; 97. Senna (Lotus-Honda), à 144 s 70 ; 98. Senna (Lotus-Honda), à 145 s 70 ; 99. Senna (Lotus-Honda), à 146 s 70 ; 100. Senna (Lotus-Honda), à 147 s 70 ; 101. Senna (Lotus-Honda), à 148 s 70 ; 102. Senna (Lotus-Honda), à 149 s 70 ; 103. Senna (Lotus-Honda), à 150 s 70 ; 104. Senna (Lotus-Honda), à 151 s 70 ; 105. Senna (Lotus-Honda), à 152 s 70 ; 106. Senna (Lotus-Honda), à 153 s 70 ; 107. Senna (Lotus-Honda), à 154 s 70 ; 108. Senna (Lotus-Honda), à 155 s 70 ; 109. Senna (Lotus-Honda), à 156 s 70 ; 110. Senna (Lotus-Honda), à 157 s 70 ; 111. Senna (Lotus-Honda), à 158 s 70 ; 112. Senna (Lotus-Honda), à 159 s 70 ; 113. Senna (Lotus-Honda), à 160 s 70 ; 114. Senna (Lotus-Honda), à 161 s 70 ; 115. Senna (Lotus-Honda), à 162 s 70 ; 116. Senna (Lotus-Honda), à 163 s 70 ; 117. Senna (Lotus-Honda), à 164 s 70 ; 118. Senna (Lotus-Honda), à 165 s 70 ; 119. Senna (Lotus-Honda), à 166 s 70 ; 120. Senna (Lotus-Honda), à 167 s 70 ; 121. Senna (Lotus-Honda), à 168 s 70 ; 122. Senna (Lotus-Honda), à 169 s 70 ; 123. Senna (Lotus-Honda), à 170 s 70 ; 124. Senna (Lotus-Honda), à 171 s 70 ; 125. Senna (Lotus-Honda), à 172 s 70 ; 126. Senna (Lotus-Honda), à 173 s 70 ; 127. Senna (Lotus-Honda), à 174 s 70 ; 128. Senna (Lotus-Honda), à 175 s 70 ; 129. Senna (Lotus-Honda), à 176 s 70 ; 130. Senna (Lotus-Honda), à 177 s 70 ; 131. Senna (Lotus-Honda), à 178 s 70 ; 132. Senna (Lotus-Honda), à 179 s 70 ; 133. Senna (Lotus-Honda), à 180 s 70 ; 134. Senna (Lotus-Honda), à 181 s 70 ; 135. Senna (Lotus-Honda), à 182 s 70 ; 136. Senna (Lotus-Honda), à 183 s 70 ; 137. Senna (Lotus-Honda), à 184 s 70 ; 138. Senna (Lotus-Honda), à 185 s 70 ; 139. Senna (Lotus-Honda), à 186 s 70 ; 140. Senna (Lotus-Honda), à 187 s 70 ; 141. Senna (Lotus-Honda), à 188 s 70 ; 142. Senna (Lotus-Honda), à 189 s 70 ; 143. Senna (Lotus-Honda), à 190 s 70 ; 144. Senna (Lotus-Honda), à 191 s 70 ; 145. Senna (Lotus-Honda), à 192 s 70 ; 146. Senna (Lotus-Honda), à 193 s 70 ; 147. Senna (Lotus-Honda), à 194 s 70 ; 148. Senna (Lotus-Honda), à 195 s 70 ; 149. Senna (Lotus-Honda), à 196 s 70 ; 150. Senna (Lotus-Honda), à 197 s 70 ; 151. Senna (Lotus-Honda), à 198 s 70 ; 152. Senna (Lotus-Honda), à 199 s 70 ; 153. Senna (Lotus-Honda), à 200 s 70 ; 154. Senna (Lotus-Honda), à 201 s 70 ; 155. Senna (Lotus-Honda), à 202 s 70 ; 156. Senna (Lotus-Honda), à 203 s 70 ; 157. Senna (Lotus-Honda), à 204 s 70 ; 158. Senna (Lotus-Honda), à 205 s 70 ; 159. Senna (Lotus-Honda), à 206 s 70 ; 160. Senna (Lotus-Honda), à 207 s 70 ; 161. Senna (Lotus-Honda), à 208 s 70 ; 162. Senna (Lotus-Honda), à 209 s 70 ; 163. Senna (Lotus-Honda), à 210 s 70 ; 164. Senna (Lotus-Honda), à 211 s 70 ; 165. Senna (Lotus-Honda), à 212 s 70 ; 166. Senna (Lotus-Honda), à 213 s 70 ; 167. Senna (Lotus-Honda), à 214 s 70 ; 168. Senna (Lotus-Honda), à 215 s 70 ; 169. Senna (Lotus-Honda), à 216 s 70 ; 170. Senna (Lotus-Honda), à 217 s 70 ; 171. Senna (Lotus-Honda), à 218 s 70 ; 172. Senna (Lotus-Honda), à 219 s 70 ; 173. Senna (Lotus-Honda), à 220 s 70 ; 174. Senna (Lotus-Honda), à 221 s 70 ; 175. Senna (Lotus-Honda), à 222 s 70 ; 176. Senna (Lotus-Honda), à 223 s 70 ; 177. Senna (Lotus-Honda), à 224 s 70 ; 178. Senna (Lotus-Honda), à 225 s 70 ; 179. Senna (Lotus-Honda), à 226 s 70 ; 180. Senna (Lotus-Honda), à 227 s 70 ; 181. Senna (Lotus-Honda), à 228 s 70 ; 182. Senna (Lotus-Honda), à 229 s 70 ; 183. Senna (Lotus-Honda), à 230 s 70 ; 184. Senna (Lotus-Honda), à 231 s 70 ; 185. Senna (Lotus-Honda), à 232 s 70 ; 186. Senna (Lotus-Honda), à 233 s 70 ; 187. Senna (Lotus-Honda), à 234 s 70 ; 188. Senna (Lotus-Honda), à 235 s 70 ; 189. Senna (Lotus-Honda), à 236 s 70 ; 190. Senna (Lotus-Honda), à 237 s 70 ; 191. Senna (Lotus-Honda), à 238 s 70 ; 192. Senna (Lotus-Honda), à 239 s 70 ; 193. Senna (Lotus-Honda), à 240 s 70 ; 194. Senna (Lotus-Honda), à 241 s 70 ; 195. Senna (Lotus-Honda), à 242 s 70 ; 196. Senna (Lotus-Honda), à 243 s 70 ; 197. Senna (Lotus-Honda), à 244 s 70 ; 198. Senna (Lotus-Honda), à 245 s 70 ; 199. Senna (Lotus-Honda), à 246 s 70 ; 200. Senna (Lotus-Honda), à 247 s 70 ; 201. Senna (Lotus-Honda), à 248 s 70 ; 202. Senna (Lotus-Honda), à 249 s 70 ; 203. Senna (Lotus-Honda), à 250 s 70 ; 204. Senna (Lotus-Honda), à 251 s 70 ; 205. Senna (Lotus-Honda), à 252 s 70 ; 206. Senna (Lotus-Honda), à 253 s 70 ; 207. Senna (Lotus-Honda), à 254 s 70 ; 208. Senna (Lotus-Honda), à 255 s 70 ; 209. Senna (Lotus-Honda), à 256 s 70 ; 210. Senna (Lotus-Honda), à 257 s 70 ; 211. Senna (Lotus-Honda), à 258 s 70 ; 212. Senna (Lotus-Honda), à 259 s 70 ; 213. Senna (Lotus-Honda), à 260 s 70 ; 214. Senna (Lotus-Honda), à 261 s 70 ; 215. Senna (Lotus-Honda), à 262 s 70 ; 216. Senna (Lotus-Honda), à 263 s 70 ; 217. Senna (Lotus-Honda), à 264 s 70 ; 218. Senna (Lotus-Honda), à 265 s 70 ; 219. Senna (Lotus-Honda), à 266 s 70 ; 220. Senna (Lotus-Honda), à 267 s 70 ; 221. Senna (Lotus-Honda), à 268 s 70 ; 222. Senna (Lotus-Honda), à 269 s 70 ; 223. Senna (Lotus-Honda), à 270 s 70 ; 224. Senna (Lotus-Honda), à 271 s 70 ; 225. Senna (Lotus-Honda), à 272 s 70 ; 226. Senna (Lotus-Honda), à 273 s 70 ; 227. Senna (Lotus-Honda), à 274 s 70 ; 228. Senna (Lotus-Honda), à 275 s 70 ; 229. Senna (Lotus-Honda), à 276 s 70 ; 230. Senna (Lotus-Honda), à 277 s 70 ; 231. Senna (Lotus-Honda), à 278 s 70 ; 232. Senna (Lotus-Honda), à 279 s 70 ; 233. Senna (Lotus-Honda), à 280 s 70 ; 234. Senna (Lotus-Honda), à 281 s 70 ; 235. Senna (Lotus-Honda), à 282 s 70 ; 236. Senna (Lotus-Honda), à 283 s 70 ; 237. Senna (Lotus-Honda), à 284 s 70 ; 238. Senna (Lotus-Honda), à 285 s 70 ; 239. Senna (Lotus-Honda), à 286 s 70 ; 240. Senna (Lotus-Honda), à 287 s 70 ; 241. Senna (Lotus-Honda), à 288 s 70 ; 242. Senna (Lotus-Honda), à 289 s 70 ; 243. Senna (Lotus-Honda), à 290 s 70 ; 244. Senna (Lotus-Honda), à 291 s 70 ; 245. Senna (Lotus-Honda), à 292 s 70 ; 246. Senna (Lotus-Honda), à 293 s 70 ; 247. Senna (Lotus-Honda), à 294 s 70 ; 248. Senna (Lotus-Honda), à 295 s 70 ; 249. Senna (Lotus-Honda), à 296 s 70 ; 250. Senna (Lotus-Honda), à 297 s 70 ; 251. Senna (Lotus-Honda), à 298 s 70 ; 252. Senna (Lotus-Honda), à 299 s 70 ; 253. Senna (Lotus-Honda), à 300 s 70 ; 254. Senna (Lotus-Honda), à 301 s 70 ; 255. Senna (Lotus-Honda), à 302 s 70 ; 256. Senna (Lotus-Honda), à 303 s 70 ; 257. Senna (Lotus-Honda), à 304 s 70 ; 258. Senna (Lotus-Honda), à 305 s 70 ; 259. Senna (Lotus-Honda), à 306 s 70 ; 260. Senna (Lotus-Honda), à 307 s 70 ; 261. Senna (Lotus-Honda), à 308 s 70 ; 262. Senna (Lotus-Honda), à 309 s 70 ; 263. Senna (Lotus-Honda), à 310 s 70 ; 264. Senna (Lotus-Honda), à 311 s 70 ; 265. Senna (Lotus-Honda), à 312 s 70 ; 266. Senna (Lotus-Honda), à 313 s 70 ; 267. Senna (Lotus-Honda), à 314 s 70 ; 268. Senna (Lotus-Honda), à 315 s 70 ; 269. Senna (Lotus-Honda), à 316 s 70 ; 270. Senna (Lotus-Honda), à 317 s 70 ; 271. Senna (Lotus-Honda), à 318 s 70 ; 272. Senna (Lotus-Honda), à 319 s 70 ; 273. Senna (Lotus-Honda), à 320 s 70 ; 274. Senna (Lotus-Honda), à 321 s 70 ; 275. Senna (Lotus-Honda), à 322 s 70 ; 276. Senna (Lotus-Honda), à 323 s 70 ; 277. Senna (Lotus-Honda), à 324 s 70 ; 278. Senna (Lotus-Honda), à 325 s 70 ; 279. Senna (Lotus-Honda), à 326 s 70 ; 280. Senna (Lotus-Honda), à 327 s 70 ; 281. Senna (Lotus-Honda), à 328 s 70 ; 282. Senna (Lotus-Honda), à 329 s 70 ; 283. Senna (Lotus-Honda), à 330 s 70 ; 284. Senna (Lotus-Honda), à 331 s 70 ; 285. Senna (Lotus-Honda), à 332 s 70 ; 286. Senna (Lotus-Honda), à 333 s 70 ; 287. Senna (Lotus-Honda), à 334 s 70 ; 288. Senna (Lotus-Honda), à 335 s 70 ; 289. Senna (Lotus-Honda), à 336 s 70 ; 290. Senna (Lotus-Honda), à 337 s 70 ; 291. Senna (Lotus-Honda), à 338 s 70 ; 292. Senna (Lotus-Honda), à 339 s 70 ; 293. Senna (Lotus-Honda), à 340 s 70 ; 294. Senna (Lotus-Honda), à 341 s 70 ; 295. Senna (Lotus-Honda), à 342 s 70 ; 296. Senna (Lotus-Honda), à 343 s 70 ; 297. Senna (Lotus-Honda), à 344 s 70 ; 298. Senna (Lotus-Honda), à 345 s 70 ; 299. Senna (Lotus-Honda), à 346 s 70 ; 300. Senna (Lotus-Honda), à 347 s 70 ; 301. Senna (Lotus-Honda), à 348 s 70 ; 302. Senna (Lotus-Honda), à 349 s 70 ; 303. Senna (Lotus-Honda), à 350 s 70 ; 304. Senna (Lotus-Honda), à 351 s 70 ; 305. Senna (Lotus-Honda), à 352 s 70 ; 306. Senna (Lotus-Honda), à 353 s 70 ; 307. Senna (Lotus-Honda), à 354 s 70 ; 308. Senna (Lotus-Honda), à 355 s 70 ; 309. Senna (Lotus-Honda), à 356 s 70 ; 310. Senna (Lotus-Honda), à 357 s 70 ; 311. Senna (Lotus-Honda), à 358 s 70 ; 312. Senna (Lotus-Honda), à 359 s 70 ; 313. Senna (Lotus-Honda), à 360 s 70 ; 314. Senna (Lotus-Honda), à 361 s 70 ; 315. Senna (Lotus-Honda), à 362 s 70 ; 316. Senna (Lotus-Honda), à 363 s 70 ; 317. Senna (Lotus-Honda), à 364 s 70 ; 318. Senna (Lotus-Honda), à 365 s 70 ; 319. Senna (Lotus-Honda), à 366 s 70 ; 320. Senna (Lotus-Honda), à 367 s 70 ; 321. Senna (Lotus-Honda), à 368 s 70 ; 322. Senna (Lotus-Honda), à 369 s 70 ; 323. Senna (Lotus-Honda), à 370 s 70 ; 324. Senna (Lotus-Honda), à 371 s 70 ; 325. Senna (Lotus-Honda), à 372 s 70 ; 326. Senna (Lotus-Honda), à 373 s 70 ; 327. Senna (Lotus-Honda), à 374 s 70 ; 328. Senna (Lotus-Honda), à 375 s 70 ; 329. Senna (Lotus-Honda), à 376 s 70 ; 330. Senna (Lotus-Honda), à 377 s 70 ; 331. Senna (Lotus-Honda), à 378 s 70 ; 332. Senna (Lotus-Honda), à 379 s 70 ; 333. Senna (Lotus-Honda), à 380 s 70 ; 334. Senna (Lotus-Honda), à 381 s 70 ; 335. Senna (Lotus-Honda), à 382 s 70 ; 336. Senna (Lotus-Honda), à 383 s 70 ; 337. Senna (Lotus-Honda), à 384 s 70 ; 338. Senna (Lotus-Honda), à 385 s 70 ; 339. Senna (Lotus-Honda), à 386 s 70 ; 340. Senna (Lotus-Honda), à 387 s 70 ; 341. Senna (Lotus-Honda), à 388 s 70 ; 342. Senna (Lotus-Honda), à 389 s 70 ; 343. Senna (Lotus-Honda), à 390 s 70 ; 344. Senna (Lotus-Honda), à 391 s 70 ; 345. Senna (Lotus-Honda), à 392 s 70 ; 346. Senna (Lotus-Honda), à 393 s 70 ; 347. Senna (Lotus-Honda), à 394 s 70 ; 348. Senna (Lotus-Honda), à 395 s 70 ; 349. Senna (Lotus-Honda), à 396 s 70 ; 350. Senna (Lotus-Honda), à 397 s 70 ; 351. Senna (Lotus-Honda), à 398 s 70 ; 352. Senna (Lotus-Honda), à 399 s 70 ; 353. Senna (Lotus-Honda), à 400 s 70 ; 354. Senna (Lotus-Honda), à 401 s 70 ; 355. Senna (Lotus-Honda), à 402 s 70 ; 356. Senna (Lotus-Honda), à 403 s 70 ; 357. Senna (Lotus-Honda), à 404 s 70 ; 358. Senna (Lotus-Honda), à 405 s 70 ; 359. Senna (Lotus-Honda), à 406 s 70 ; 360. Senna (Lotus-Honda), à 407 s 70 ; 361. Senna (Lotus-Honda), à 408 s 70 ; 362. Senna (Lotus-Honda), à 409 s 70 ; 363. Senna (Lotus-Honda), à 410 s 70 ; 364. Senna (Lotus-Honda), à 411 s 70 ; 365. Senna (Lotus-Honda), à 412 s 70 ; 366. Senna (Lotus-Honda), à 413 s 70 ; 367. Senna (Lotus-Honda), à 414 s 70 ; 368. Senna (Lotus-Honda), à 415 s 70 ; 369. Senna (Lotus-Honda), à 416 s 70 ; 370. Senna (Lotus-Honda), à 417 s 70 ; 371. Senna (Lotus-Honda), à 418 s 70 ; 372. Senna (Lotus-Honda), à 419 s 70 ; 373. Senna (Lotus-Honda), à 420 s 70 ; 374. Senna (Lotus-Honda), à 421 s 70 ; 375. Senna (Lotus-Honda), à 422 s 70 ; 376. Senna (Lotus-Honda), à 423 s 70 ; 377. Senna (Lotus-Honda), à 424 s 70 ; 378. Senna (

150000

Culture

... Le Monde • Mardi 18 août 1987 9

AUTOMOBILE : le Grand Prix de Formule 1

Alain Prost abdique

Le Britannique Nigel Mansell a remporté dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'ouverture devant son coéquipier italien Riccardo Patto. L'avance au classement du championnat du monde semble désormais définitive.

Le Britannique Nigel Mansell a remporté dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'ouverture devant son coéquipier italien Riccardo Patto. L'avance au classement du championnat du monde semble désormais définitive.

Le Britannique Nigel Mansell a remporté dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'ouverture devant son coéquipier italien Riccardo Patto. L'avance au classement du championnat du monde semble désormais définitive.

monde

Le Britannique Nigel Mansell a remporté dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'ouverture devant son coéquipier italien Riccardo Patto. L'avance au classement du championnat du monde semble désormais définitive.

Les résultats

Le Britannique Nigel Mansell a remporté dimanche 16 août, à Zeltweg (Autriche), le Grand Prix d'ouverture devant son coéquipier italien Riccardo Patto. L'avance au classement du championnat du monde semble désormais définitive.

« Kibboutz » musical dans le Vermont



Pablo Casals et Rudolf Serkin

Marlboro, la montagne magique

(Suite de la première page.)

Ainsi, quand partout ailleurs la musique se vend trop cher, se fait trop vite, se défait trop souvent, se travaille en avion et s'évalue au caduc, à Marlboro, personne n'est payé. Il n'y a rien à gagner.

Dernier détail : les journalistes spécialisés qui ne se sont pas perdus dans la forêt ont le droit, comme tout le monde, de dévorer les tables et de balayer le réfectoire après le dîner. Ils ont même ensuite celui d'écrire. Mais pas de porter un journal sur les musiciens individuellement.

A Marlboro, il n'y a donc rien à voir mais il y a beaucoup à raconter. Le visiteur étranger est d'ailleurs convié d'emblée à une visite guidée, destinée à l'inspiration de l'esprit des lois, du passé, de son respect. « Ici, c'est l'Amérique de la vieille Europe », dit-il après un concert quelquefois d'adieu.

Tradition du gai savoir. Effort comme action de grâce journalière. Humilité. Religiosité. On rompt le pain en commun, puis on croise l'archet. Totalement instruit, totalement conscient des valeurs que l'on défend, dans un monde (musical) qui a perdu pied. Visages resplendissants, corps affaiblis au milieu d'une nature inviolée de parabolique biblique. Même la bataille bi-quotidienne de bouillottes en papier dans la salle à manger prend des aspects de rituel symbolique ou, en plein *Pierrot lunaire*, la promenade d'un gros chien entre les jambes des musiciens.

Pour ce qui se passe ici, et qui n'a d'équivalent nulle part, la meilleure appellation a longtemps été cherchée. Puis les recherches abandonnées. Académie ? Communauté ? Ecole ? Festival ? « Marlboro music », refuge et mont des Oliviers, devrait être tout bonnement un label déposé. Ceux qui se sont retrouvés là, chassés d'Europe par Hitler, s'étaient même pas en partant fermé leur porte à clef.

La saga des phares fondateurs, chacun ici sait vous la raconter.

Mort de Peter Schidlöf et dispersion du Quatuor Amadeus

L'altiste Peter Schidlöf est mort samedi 15 août dans sa maison de vacances au nord-ouest de l'Angleterre. Agé de soixante-cinq ans, Peter Schidlöf avait fondé en 1947 le Quatuor Amadeus, en compagnie de deux violonistes, Norbert Brainin et Siegmund Nissel, Vienaïens comme lui, également émigrés en Angleterre pour échapper au nazisme, et du violoncelliste britannique Martin Lovett. Ce dernier a annoncé que l'ensemble allait maintenant se disperser.

Fondé à la même époque que les quatuors Juillard et Italiano, le Quatuor Amadeus était la formation de chambre la plus célèbre d'après-guerre, celle qui a le plus enregistré, la seule dont l'un ou l'autre des membres n'ait pas été remplacé en quarante années de concerts et de tournées.

Les Amadeus, qui manifestaient par leur nom leur dévotion à Mozart, avaient joué en quintette avec les pianistes Hephzibah Menuhin, Emil Gilels, Christoph Rechenbach, Benjamin Britten leur avait dédié son troisième quatuor. Ils jouaient sur trois stradivarius et un guénérac, ce qui explique le fiasco de leur sonneur et le raffinement de leur phrasé.

A. R.

Adolf Busch, le violoniste, était en Allemagne une personnalité adulée. Rudolf Serkin faisait quasiment partie de la famille. Ils étaient tous musiciens. Ils donnaient des concerts en quatuor, en quintette, en duo, en trio. Par respect pour Busch, on a proposé au juif Serkin la qualité de citoyen allemand honorifique. Dégouté, celui-ci a refusé. Il est tout juste la Suisse, puis New-York, sans vraiment croire au nazisme, persuadé qu'ils allaient revenir sans tarder. Ils ont fondé Marlboro en 1951. Busch est mort l'année d'après.

L'école des seconds violons

Rudolf Serkin, lui, prêche toujours la bonne parole à quatre-vingt-quatre ans, entre sa femme, Irène, fille d'Adolf Busch, altiste, leur fille, violoncelliste, leur fils, Peter, pianiste, John, le cadet, accordéon - il veille sur vingt-cinq pianos dont dix-huit Steinway prêts chaque année - et une poignée de « seniors participants » râlées pour la plupart il y a une éternité, mariés sur place, propriétaires de maisons dans les environs, citoyens d'honneur à Marlboro.

« Mes enfants ont grandi ici chaque été », dit Frank Salomon, « staffman », impresario le reste du temps. Ils considèrent Canada comme leur troisième grand-père. Cette famille musicale ne cesse de s'étendre et de se compliquer. M. Serkin s'est longtemps chargée du registre matrimonial : plus de cent mariages se sont noués ici ou y ont été célébrés. Mais il y avait trop de divorces, elle a finalement renoncé.

Né le pianiste Luis Batlle, ni le violoniste Felix Galimir, ni l'altiste Philipp Naegle, respectivement nés en 1936, 1954 et 1953, n'ont depuis déceuté. Ils ont va passer sur la montagne sacrée, écouté, reconnu, et fait travailler. Malcolm Frager, Shlomo Mintz, Yo Yo Ma, Murray Perahia, le vénéral James King, les sopranos Patricia Kirby et Bernia Valente, le pianiste Bruno Canino, arrivés en 1976 et qui se les a plus quittés.

Mais aussi, toutes générations, nationalités et notoriétés mêlées, Ruth et Jaime Laredo, Miklos Perenyi, Sander Vegh, Kim Kashkashian, Michel Debost, Mieczyslaw Horowitz, Alain Menuier, Paul Tortelier. Et Casals, bien sûr, débarrassé en 1964 avec de grands projets : multiplier les participants, former un orchestre à demeure, passer des commandes à de jeunes compositeurs... Pablo partit pour Porto-Rico, et le jauge fut ramassée, comme l'ordonnait la tradition, à soixante-quatre musiciens, dont huit « anciens », une quinzaine d'« artistes invités » - les vieux habitués, - également préposés à l'encadrement, et environ quarante « participants » qui, au bout de trois années de présence consécutive, devaient forcément laisser leur place à de nouveaux arrivants.

La démocratie maison commence aux auditions. « Outre les qualités musicales, c'est la capacité d'adaptation qui est testée. Des solistes déjà lancés vont se retrouver seconds violons, des pianistes confirmés jouer à quatre mains ou ne pas apparaître à un seul concert. Il faut être sûr que personne ne se tirera dans les pattes. »

A. R.

A Nîmes, la fidélité

Voilà vingt ans que Frank Salomon, Anthony Checchia, les deux administrateurs de Marlboro, et Rudolf Serkin, le patron, sont sollicités dans le monde entier pour créer un modèle réduit de leurs inimitables festivités.

Vingt ans qu'ils ont tous, en chœur, refusé, réchignant à quitter les solitudes du Vermont et la tranquillité d'un budget décaennal assuré (essentiellement par le mécénat privé) pour retrouver les tribulations administratives et financières d'une institution à créer.

Ce n'est pas seulement l'activisme culturel du maire de Nîmes, Jean Bousquet, engagé dans un duel régional avec Georges Frêche et Montpellier, qui les a convaincus de tenter le voyage. Mais surtout les buts désintéressés de la Fondation musicale Franco-USA et de son président Alain Coblenz, avocat et mélomane, extasié par tout ce qu'il a trouvé à Marlboro, soucieux de nous en faire profiter.

Les auditions du Marlboro français commenceront en septembre prochain pour une session de trois semaines (du 1^{er} au 21 juin 1988) au château de Pondès, à vingt kilomètres de Nîmes. Voilà ce que les candidats, avant de se précipiter, ne doivent pas ignorer :

— La sélection concernera l'Europe en entier.

— Les musiciens retenus recevront un formulaire sur lequel ils devront indiquer les œuvres qu'ils désirent travailler. Une contribution ne leur sera demandée qu'au prorata de leurs revenus. Leurs départs, pour le choix des œuvres, seront démocratiquement pris en compte et, dans le temps du travail, leurs suggestions respectées par les « anciens ». Aucune hiérarchie ne sera déterminée par la notoriété.

— Pour la constitution des équipes, sur l'opportunité d'arrêter ou de poursuivre le travail d'une œuvre donnée, la décision reviendra néanmoins toujours aux « seniors ».

— La présence de Serkin à Nîmes semble assurée.

A. R.

ANNE REY.

La semaine du mélomane

Le mélomane est vivant mais séquestré par des virtuoses qui exigent, pour le relâcher, de pouvoir aller écouter gratuitement : l'Orchestre national d'Ile-de-France qui interprète *Une barque sur l'océan* et le Concerto en sol de Ravel, ainsi que le *Troisième Symphonie* et le Concerto pour piano de Ravel (solistes : Anne Quélécq), sous la direction d'Alain Pâris, au grand auditorium de la Maison de Radio-France à Paris, jeudi 20 août à 20 h 30 (tél. 48-04-98-01).

La pianiste Alicia de Larrocha, dans des œuvres de Mozart et de Granados, jeudi 30 août, à 21 h 30, en la basilique Saint-Just-de-Valcèbre, Festival de Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Garonne) (tél. 61-88-32-00).

Le flûtiste Aurel Nicolet, qui interprète une anthologie d'œuvres pour flûte et piano, de Bach à Boulez, à l'Orangerie du château de Sceaux, samedi 22 août à 17 h 30 (tél. 46-60-07-79).

Le Quatuor Ysaye et le clarinetiste Pascal Moragues, invités par les Amis de la musique du Lubéron à jouer des œuvres de Mozart, Stravinski, le vendredi 21 août en l'église de Roussillon, le samedi 22 août à l'abbaye de Silvacane et le lundi 24 août en l'église de Groult (tél. 90-72-36-72).

Les pianistes du Festival de La Roque d'Anthéron, Compagnie du Rhône : Herbert Helic, dans l'intégrale des *Heures persanes* de Charles Kocchia, vendredi 21 août, à 21 h 30 ; encore Alicia de Larrocha dans Beethoven et Granados, samedi 22 août, à 21 h 30 ; enfin, Roger Woodward, de retour, dans Barragán, à Boulez, dimanche 23 août à 18 heures (tél. 42-50-58-21).

Les organisateurs de festival trouvent ces présentations un peu fortes veulent croire à une mystification.

G. C.

Le festival « Jazz in Marciac »

Un public inspiré

Dans cette thébaïde du swing au fin fond du Gers, une fin de semaine animée, un public inlassable et exemplaire.

Depuis dix ans qu'il existe et prospère sous l'impulsion d'un professeur d'anglais fou de jazz et d'une poignée de bénévoles aussi soviétiques qu'enthousiastes, le festival *Jazz in Marciac* honore - presque naturellement, un week-end du 15 août et à dix lieues de Lourdes - de l'indéfectible faveur de tous les anges du swing. Mais pour la première fois vendredi dernier, et comme pour tester les limites de cet état de grâce, le Malin était aussi au rendez-vous.

C'est d'abord la vedette du jour, Art Blakey, qui déclare forfait et le saxophoniste Guy Lafitte qui pique une grosse colère contre l'absence avant que l'on sache celui-ci hospitalisé à Bruxelles après un malaise. Lorsqu'on apprend de surcroît qu'une tornade menace le vaste château qui abrite la fête, l'ambiance tourne à la panique !

Ce n'est pourtant qu'un début : entrent en scène la trentaine de stagiaires du big band de la FNACEM, et l'atmosphère vibre en dix minutes à la débâcle (le stage pour « amateurs confirmés » ayant tourné court faute de candidats, on s'est rabattu sur des « débutants » que leur directeur Philippe Léogé aurait dû savoir incapables à se produire en public). L'orchestre se rebelle heureusement, soucieux d'arrêter le massacre. Bon prétexte pour le quintette du vibraphoniste Claude Guilloit et du saxo Michel Roques, dont on apprécie par contraste le professionnalisme, la rondeur paternelle et les jolies bulles bleues.

Mais voici Tete Montoliú, ciseau catalan venu en voisin, pianiste aveugle dont les mains sur le clavier

semblent des ailes, même sur un Steinway à la fois durci et ramolli par la chaleur du jour sous la tente.

Qu'importe, puisque la virtuosité (qu'il a cependant redoublée) est le cadet des soucis de ce lyrique, tout affairé à couler une invention capricieuse dans le moule d'une pensée musicale pleine de distinction, sans nulle trace de bravoure ni d'immobilité, en vagabondage solitaire comme en trio de haut vol. Un Fats Waller actuel, un Bill Evans enflammé, un Paul Bley moins les excès de caractère - et un superbe oiseau de nuit, qui ne demande rien à personne que d'être écouté comme il convient.

Or l'intimité n'allait pas de soi, sous la tente face à deux mille amateurs (certains soirs, c'est le double, soit trois fois la population marciacaise). Mais le public est ici paré de toutes les qualités.

Exemplairement docile (ni vigiles ici, ni barrières Nadar ni zone réservée), tolérant (au point d'encourager - sans être dupe - les stagiaires de la FNACEM contre le veto des organisateurs, par simple égard pour la part de courage dans leur novice inconnue), ouvert (depuis le premier passage de Claude Luter, il y a dix ans, le programme des éditions successives ressemble fort à un projet pédagogique - foi de prof d'anglais - d'initiation à des formes et à des lyriques de plus en plus contemporaines), compréhensif (il acceptera sans broncher, en lieu et place de la vedette annoncée, le sympathique Kuribayashi, un mini big band suédois). Le public, en effet, d'une attention et d'une chaleur permanentes, fait soir après soir ce « accord parfait » qui vaut à Marciac son étonnante réputation, celle d'une rencontre bon enfant, thébaïde du swing au fin fond du Gers.

DANIEL DE BRUYCKER.

MERCREDI



Maurice Bernart présente

CATHERINE DENEUVE RICHARD BOHRINGER



AGENT TROUBLE

un film de JEAN-PIERRE MOCKY

Tom NOVEMBRE • Dominique LAUVANT • Sylvie JOLY • Pierre ARDITI

BAC FILMS

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche. Signification des symboles : * Signifié dans le Monde radio-télévision. □ Film à l'écran. ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 17 août

TF 1

20.35 Cinéma : Retenez-moi... on se fait un meilleur. Film français de Michel Gérard (1983). Avec Jerry Lewis, Michel Blanc, Maurice Risch, Charlotte de Turckheim, Laura Betti. Un film américain vient passer quelques jours de vacances chez son ex-femme, en France ; celle-ci s'est remarquée avec un Français moyen visiblement impliqué dans de drôles de tracas. Qu'on aime ou pas Jerry Lewis, le voir dans un tel rôle, bête et vulgaire, reste profondément attrayant. Michel Blanc avait accepté de participer au film pour jouer une fois aux côtés d'un des maîtres du cinéma comique ; mais les deux hommes, perdus dans un scénario insipide et une mise en scène lourdingue, ne peuvent éviter le naufrage. 22.05 Documentaire : La liste de tous les saints. De Monique Tolle. 2. La chevauchée des dieux. 23.05 Journal. 23.15 Feuilleton : Le Gervais (6^e épisode). 0.35 Série : Les envahisseurs.

A 2

20.30 Théâtre : Question de géographie. De John Berger et Nella Belski. Mise en scène : Marcel Maréchal. Avec Martine Pascal, Marcel Maréchal, Daniel Gélin, Thierry Fontaine. 22.30 Magazine : Faune à la fois. 3. Le théâtre à Arles, avec Agnès Varda. 23.30 Journal.

FR 3

20.30 Cinéma : Boulevard des assassins. Film français de Bernard Trépoigt (1982). Avec V. Lanoux, J.-L. Tringali, M.-F. Poirier, S. Audran. Un romanier, qui se jette et le succès vient de quitter, est entraîné dans une intrigue policière. « Boulevard des assassins » est le premier long métrage d'un réalisateur de talent qui a déjà illustré dans le polar ; il n'y a là rien de vraiment original et de vraiment sensationnel, mais un ton attachant et sympathique. Un petit film qu'on peut redécouvrir. 22.15 Journal. 22.40 Série : Éliminateurs viraux. L'affaire Sotom. 23.45 Prévisions à la nuit.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Frenchie blues. Film français de Jacques Ozonoff (1986). Avec Michel Boujenah, Vincent Lindon, Valérie Strella, Karin Alanaui. 21.50 Flash d'information. 21.55 Corréa. 23.10 Magazine. 23.15 Flash d'information. 21.55 Corréa. 23.10 Magazine. 23.15 Flash d'information.

Mardi 18 août

TF 1

13.50 Feuilleton : Les hommes de Rose. (2^e épisode). 14.45 Croque-vampires. Calimero ; Bricolage ; Tintin et le secret de « la Licorne » ; Infos magazine ; Les Sorciers ; Les gourmandises de Pierrot ; Alice au pays des merveilles ; L'été des vacances ; Variétés : Marie Myrtille ; Alain Turpin. 16.30 Variétés : Des clips dans une 4^e main. Modern talking ; Freddie Mercury ; France Gall ; Lionel Richie ; Philippe Ruan. 17.05 Feuilleton : Les Buddenbrook. (5^e épisode). 18.05 Météo-journal. Pour les jeunes. De Patricia Drevet. 18.15 Série : Maman. Le droit de voter. 19.10 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.35 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Théâtre : Le petit japonais. Comédie de Leonard Spigelglass, adaptation française de Barillet et Gredy. Avec Jacqueline Mallon, Joëlle Cornillon, Patricia Carlier, Marcel Cuvelier. 22.40 Documentaire : Histoire naturelle. Émission d'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury. Au soleil d'Hemingway. Un paradis pour les pêcheurs sur les côtes de Floride. 23.35 Journal. 23.55 Série : Les envahisseurs. Action de comédie.

A 2

13.45 Théâtre : Ellis Island, les portes de l'empire. De Jerry London, d'après le roman de Fred Mustard Stewart. Avec Peter Riegert, Gene Hackman, Faye Dunaway. Les années de l'Amérique au début du siècle à travers la destinée de quatre jeunes immigrants venus d'Europe. 15.30 Feuilleton : Ruse Carnet. 15.55 Sports été. Moto-cross : Stadium cross à Charley ; Natation : Championnat d'Europe à Strasbourg ; plongée (hommes), 100 m (femmes) ; 100 m brasse (hommes) ; 400 m quatre nages (femmes) ; 200 m (hommes) ; relais 4 x 200 m (femmes). 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bordeaux. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Mister Majestyk. Film américain de Richard Fleischer (1974). Avec Charles Bronson, Al Lattimer, Linda Cristal. 21.10 Les enfants du rock. Rock à Torhout-Werchter ; Julia Cope, The Triffids, The Housemartins, Iggy Pop, Echo and the Bunnymen, The Pretenders, Eurythmics, Peter Gabriel ; Best of California ; K.D. Lang, Blood on the Saddle, Charlie Sexton, Ten Thousand Maniacs, Oingo Boingo, Chris Isaak, Concrete Blonde. 23.40 Journal.

FR 3

13.25 Feuilleton : Thierry la Fronde. 14.00 Agents des vacances. 14.25 Les films de Pétit. 14.45 Look. 14.50 Top weekly. 14.55 Sports-Info. 15.10 Les rapins, les ennemis de la 3. 15.30 Pense-bêtes. 15.35 Splendour sauvage. 16.00 Gastronomie. 16.05 Jeu : Le jeu de la séduction. 16.20 Le tube de l'été. 16.30 Le jeu de la séduction (suite). 17.00 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Le mariage enchanté. 17.35 Jeu : Célébrités en herbe. 18.00 Découverte : Sella et Sébastien. 18.30 Série : Les papas. 18.35 Série : Conscience et filastères. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Inspecteur Gadget. 20.04 Jeu : La chasse. 20.30 Cinéma : Ces messieurs de la famille. Film français de Raoul André (1968). Avec Francis Blanche, Jean Poiret, Jean YVES. Un industriel a bien des problèmes avec sa famille. L'histoire, en fait, importe peu. La recette a été plusieurs fois employée : réunir quelques personnalités du cinéma comique français et leur donner des rôles extravagants dans des comédies qui laissent parfois vers l'absurde. Dans les années 60, cela avait encore un certain charme, mais, vingt ans après, c'est nettement plus poussif. Quelques éclats des comédiens, ici et là, ne suffisent pas à le faire. 21.55 Journal. 22.30 Météo-journal. 22.35 Les voix du fado. D'Alain Jomy. Émission retransmise en simultané en et en stéréo sur France-Culture.

0.05 Cinéma

Le dérangé. Film américain de Bert Gordon (1972). Avec Vince Edwards, Chuck Connors, Neville Brand. L.30 Série : Météo-journal.

LA 5

20.25 Théâtre : Pierre et Jean. De Michel Favart, d'après Guy de Maupassant. Avec François Martheu, Blanchette Brunoy. 22.00 Série : Mission impossible. 22.05 Les cinq dernières minutes. 0.25 Série : L'inspecteur Derrick. 1.25 Série : Supercopier. 2.10 Série : Mission impossible.

M 6

20.30 Cinéma : La carte. 1^{er} choix : Sans mobile apparent. Film français de Philippe Labro (1971). Avec Jean-Louis Trintignant, Dominique Sanda, Carla Gravina. Sacha Distel. 2^e choix : Sept Hommes pour Tolosa. Film italien de Milo Loy (1968). Avec Robert Hossein, George Hilton, Frank Wolff. 22.00 Série : Brigade de nuit. Jon d'argent. 22.50 Journal. 23.05 Musique : Clay, clip. 0.00 Série : Les espions. La maison des officiers (2^e partie). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires de siècle. Pierre Laroque. 21.15 Les paysans de France. 1. L'homme sans ruse. 22.15 Musique : 7^e Festival international de piano à La Roque-d'Anthéron (enregistré le 9 août 1987 au parc de Florans : Chaconne en ré mineur, de Bach-Busoni ; Berceuse en ré mineur majeur opus 57 ; Barcarolle en fa dièse mineur opus 60 ; Ballade n° 1 en fa dièse mineur opus 23 ; de Chopin ; Sonate pour piano n° 1 en fa dièse mineur opus 2 de Schumann, par Hélène Grimaud. 23.50 Entretiens avec... Marthe Dietrich. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1^{er} août 1987 à Montpellier) : Concerto pour piano et orchestre n° 1 en fa dièse mineur op. 1 de Rachmaninov ; Symphonie n° 1 en mi bémol majeur, de Borodine, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier Languedoc-Roussillon, dir. Emil Telikarov.

CANAL PLUS

13.30 Série : Soap. 14.00 Cinéma : Opéra de malheurs. Film franco-brésilien de Ruy Guerra (1985). Avec Edson Celulari, Claude Ollier, Elba Ramalho. 15.50 Cinéma : Rock and Roll. Film français de Mario André Grynbaum (1983). Avec Christian Clavier, Charles Denner, Romy Varde. 17.30 Cabou cadu. 18.00 Série : Les nouveaux. 18.30 Flash d'information. 18.35 Top 50. 19.00 Série : Larry et Betty. 19.25 Jeu : La grande de l'emploi. 19.55 Flash d'information. 20.05 Football, les coulisses. 20.30 Football. Championnat de France : Niort-Saint-Etienne. 22.30 Flash d'information. 22.40 Cinéma : Vostok 66. Film français de 1966. Avec Woody Allen, Mia Farrow, Mary McCormack (v.o.). 0.05 Cinéma : La valse du mort. Film français de Bernard Borderie (1959). Avec Roger Hanin, Charles Vanel, Yves Barand, Jean Hahn. 1.45 Cinéma : Trop tard Balzac. Film français de Philippe Louchet-Caval (1986). Avec Tania Lenczner, Marie-Louise, Steve Kalfa.

LA 5

13.15 Série : Arabesque. 14.40 Les cinq dernières minutes. 14.45 Série : Les deux-doutés. 14.40 Le temps des cagoules. 17.10 Série : Happy days. 17.30 Série : D'été de vie. 18.00 Série : Wonder Woman. 18.50 Série : Sécher l'été. 19.40 Série : Supercopier. 20.25 Cinéma : Adios gringo. Film italo-franco-espagnol de Giorgio Stefani (1987). Avec Giuliano Gemma, Evelyn Stewart. L'indonésien (2^e partie). 18.15 Jeu : Clip contest. 18.05 Série : Les espions (rediff.). La maison des officiers (2^e partie). 18.00 Journal. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Le souvenir. 19.05 Série : Chinois chez soi. Si l'on se remuait ? 19.30 Série : L'homme au harem. Max. 20.25 Jeu : Sixième. 20.30 Théâtre : La dernière nuit de mort. De Rina Mayberry, avec Ghislain de Chateaufort, Blaise Brown. Un témoin à charge menacé de mort. 22.05 Série : Maudes et valets. Mariage blanc. 22.55 Journal. 23.10 Magazine : Images et descent. 0.00 Série : Maudes et valets (rediff.). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

M 6

13.30 Série : Les espions (rediff.). La maison des officiers (2^e partie). 14.20 Musique : Clip fréquence FM. 15.20 Hifi, hit, boomer ! (suite). 15.30 Jeu : Mégamètre. L'indonésien (2^e partie). 16.15 Jeu : Clip contest. 16.05 Série : Les espions (rediff.). La maison des officiers (2^e partie). 18.00 Journal. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Le souvenir. 19.05 Série : Chinois chez soi. Si l'on se remuait ? 19.30 Série : L'homme au harem. Max. 20.25 Jeu : Sixième. 20.30 Théâtre : La dernière nuit de mort. De Rina Mayberry, avec Ghislain de Chateaufort, Blaise Brown. Un témoin à charge menacé de mort. 22.05 Série : Maudes et valets. Mariage blanc. 22.55 Journal. 23.10 Magazine : Images et descent. 0.00 Série : Maudes et valets (rediff.). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires de siècle. Igor Motchev. 21.15 Cinéma : Les châteaux de France. 2. Dora. 22.15 Musique : Le fado chanté avec les interprètes du film : Les voix du fado. 22.40 Les voix du fado, film diffusé en simultané sur FR 3 et France-Culture. 23.50 Entretiens avec... Marthe Dietrich. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (donné le 25 juillet 1987 à Bayreuth) : Lebergrün, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Peter Schickel, chef de chœur : Norbert Balach.

Audience TV du 16 août 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

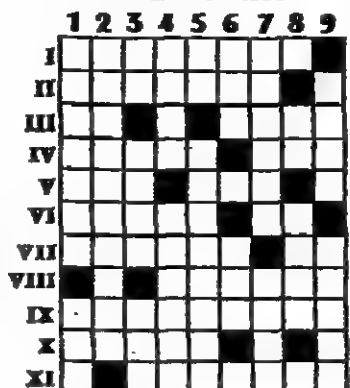
Audience instantanée, région parisienne 1 point = 22 000 foyers

HEURE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	20,8	Annuaire téléphonique	Studio 2	Petit matin	Reps. 20 ans	Shéhérazade	Onze mi
		5,6	5,1	1,0	2,5	2,5	0,0
19 h 45	21,8	Annuaire téléphonique	Onze mi	Cherchez France	Coch	Supercopier	Section 4
		5,1	6,6	1,0	1,0	3,0	1,5
20 h 18	28,9	Journal	Journal	Hogan Shaw	Coch	Supercopier	Section 4
		11,7	10,2	3,0	1,0	3,0	0,5
20 h 55	31,0	Onze mi	Madigan	Petit matin	Co pétépété	La maison	Han, mamek
		13,7	10,2	0,0	1,5	5,6	1,0
22 h 08	23,4	Sport voir	Les coulisses	France ciné	Co pétépété	Mémoires imp.	Véga
		5,6	5,1	5,1	1,5	5,1	1,0
22 h 44	16,8	Petit	Jazz	Le jour au live	Rock and Roll	Mémoires imp.	Véga
		4,1	1,5	0,5	0,5	3,0	1,0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4551



HORIZONTALEMENT

1. Leur disparition peut être due à la présence d'un gouffre. — II. Sont difficiles à digérer parce que beaucoup trop lourdes. — III. En mettant la main dessus, on peut aussi mettre quelque chose sur pied. Pour avoir droit à sa part de gâteau. — IV. Son corps est complètement froid. Est-ce un poisson ? — V. En proie à une agréable émotion. Est-ce un poisson ? — VI. On ne peut certes pas dire qu'il n'a ni foi ni loi. Sont visibles en regardant. — VII. Pour certains, ce qu'ils portent rapporte. Éléments constituant de certaines feuilles. — VIII. Avec lui, on ne saurait dire qu'il n'y a pas mèche. — IX. Peut être faite avec un « trou ». — X. Encore heureux qu'elle ne nous mette pas en échec posture ! — XI. Nombreux sont ceux qui sont tentés par elle, la colle n'a pas de prix.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est pas elle qui risque de voir en dormant. Pour celui qui se serre la ceinture. — 2. C'est pour un monde meilleur que l'on cherche à les combattre et à les vaincre. — 3. Qui a donc permis d'apprécier les résultats d'un long travail. Il est possible de profiter de lui pour changer d'air. Pile qui peut nous faire face. — 4. Il se prête à une « sortie » fort romanesque. Contribue au perfectionnement d'un art. — 5. Conjonction. Obligé à boucler plus d'un trou. — 6. Existe grâce à différents États. Fait vivre certains dans la crainte du retour. — 7. Est mise à profit pour remplir le « ventre ». A de l'eau à son pied. — 8. Quand on ne connaît pas le sujet. Est choisi pour jouer. — 9. Peut être amenée sur un plateau. A l'entendre, on aurait pu parfois s'exclamer, à juste titre : « C'est de l'hébreu ! ».

Solution du problème n° 4550

Horizontalement
1. Bijouterie. Corée. II. Amoureux. Camp. III. G.I. Solente. Tas. IV. Atre. Sérial. Ni. V. Gal. lo. Instinct. VI. Item. Neuve. — VII. Seuil. T. Ene. (Enée). — VIII. Tussore. Os. Etre. IX. Étrépie. Sen. — X. Ruineuse. — XI. Blé. Paga. — Id. Aso. Neurons. — XII. Morgue. Stérilet. — XIV. Ode. Pesh. I. Spa. — Treas. Eves !

Verticalement

1. Bagagiste. Limon. — 2. Imiteur. Do. — 3. Jo. Rieuse. Béré. — 4. Onse. Missel. Ger. — 5. Urc. Loi. Eau. — 6. Telson. RPR. Séc. — 7. Inle. Thou. Es. — 8. Esrime. L. Sue. — 9. Réine. Gantube. — 10. Statues. Egde. — 11. Elavé. Tussore. — 12. Co. Sôbe. Rippe. — 13. Rat. Thé. Olav. — 14. Enne. Ré. Une. 15. Epistémote. Etre.

GUY BROUTY.

EN BREF

• Concoeurs. — La ville de Surcouf, en collaboration avec l'Association Interentreprises Surcouf - Puteaux - Saint-Germain, organise, les 23 et 24 octobre prochain, un concours de création d'entreprises. Ce concours permettra aux lauréats de bénéficier du parrainage et de l'assistance technique des entreprises surcouf.

• Remise des médailles et inscriptions. — Le Comité régional pour les médailles (COMED) organise du 1^{er} au 5 septembre la première rencontre à vocation mondiale des centres médicaux et psychosociaux qui se consacrent aux victimes de la violence organisée. Ce colloque a pour thème : « Les conséquences médico-psychosociales de la violence organisée : torture, mal et retour ». Les séances des 1^{er} et 5 septembre seront ouvertes au public, alors que les autres se dérouleront à huis clos en conférences.

• Informations et renseignements : M. Claude-Bernard, 10, avenue de la Porte d'Anvers, 75019 Paris. Personne à contacter : M. Oleson, tél. : 42.02.1615.

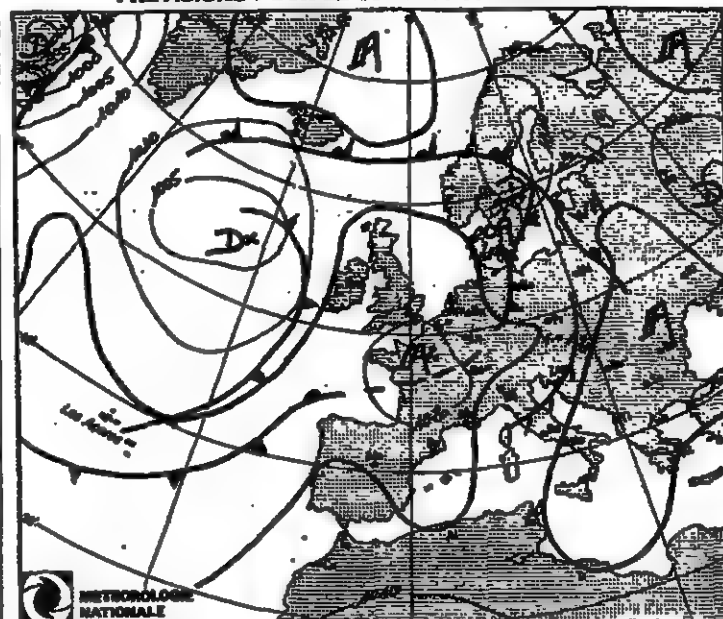
Informations

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 AOÛT 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le lundi 17 août à 9 h TU et le mardi 18 août à 24 h TU.

Au cours des prochaines quarante-huit heures, une zone orageuse très active traversera la France d'Ouest en Est, avant de s'évacuer vers l'Allemagne. Les régions méridionales ne connaîtront qu'une tendance orageuse très ponctuelle. A l'arrière, une hausse de pression ramènera un temps plus calme mais encore maussade.

Mardi : régression des orages sur l'est du pays et retour des éclaircies par l'Ouest. Du Nord au Massif Central, la Bourgogne et la Lorraine dans l'après-midi, tandis que des orages continueront à éclater des Vosges aux Alpes.

Sur les régions méditerranéennes, le soleil prédominera mais il faut s'attendre à un ciel nuageux le matin sur la Côte d'Azur et la Corse. Par ailleurs quelques orages pourront éclater en fin de journée dans le Var et la Corse.

Sur le reste de la France, c'est-à-dire de Bretagne et de la Normandie au Centre et au Sud-Ouest, c'est le retour des éclaircies. Néanmoins le soleil aura du mal à percer sur le sud de l'Aquitaine où des bancs de brouillard se seront formés dans la nuit. Le ciel restera assez chargé près de la Manche et de l'Atlantique.

Un vent de nord-ouest assez soutenu s'établira sur l'ensemble du pays.

Les températures minimales resteront élevées avec 15 °C à 20 °C du Nord au Sud.

Les températures maximales accuseront une baisse de plusieurs degrés. Elles avoisineront 23 °C à 26 °C de la Manche au pays de la Loire, à l'Ile-de-France et au Nord, 27 à 30 °C sur les autres régions.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 16-8 à 6 heures TU et le 17-8-1987 à 6 heures TU

Valeurs extrêmes relevées entre le 18-8 à 6 heures TU et le 17-9-1987 à 6 heures TU										le 17-9-1987																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
FRANCE										ÉTRANGER																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
ARCADE	30	20	D	C	A	O	P	D	C	LOS ANGELES	24	14	C	D	F	N	P	C	D	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O	P	D	C	LIÈGE	39	20	O	P	D	C	LUXEMBOURG	39	20	O	P	D	C	BRUXELLES	39	20	O	P	D	C	AMSTERDAM	39	20	O	P	D	C	ROTTERDAM	39	20	O	P	D	C	OSLO	39	20	O	P	D	C	STOCKHOLM	39	20	O	P	D	C	COPENHAGUE	39	20	O	P	D	C	BERLIN	39	20	O	P	D	C	MOSCOU	39	20	O	P	D	C	VARSOVIE	39	20	O	P	D	C	PRAGUE	39	20	O	P	D	C	VIENNE	39	20	O	P	D	C	BOLOGNE	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	LAUSANNE	39	20	O	P	D	C	BASEL	39	20	O	P	D	C	NEUCHÂTEL	39	20	O	P	D	C	GENÈVE	39	20	O	P	D	C	PARIS	39	20	O	P	D	C	LYON	39	20	O	P	D	C	TOULOUSE	39	20	O	P	D	C	BOULOGNE	39	20	O	P	D	C	STRASBOURG	39	20	O	P	D	C	NANTES	39	20	O	P	D	C	RENNES	39	20	O	P	D	C	DIJON	39	20	O	P	D	C	CLERMONT	39	20	O

Devoirs
de
vacances

Le Monde ECONOMIE

Echec à la balance des efforts

par EDITH CRESSON (*)



PANCHO
à une fraction privilégiée de la population - d'où des importations supplémentaires dans des secteurs où l'offre française n'est pas suffisante : électronique, voitures de forte cylindrée, etc.

La balance commerciale enregistre l'ensemble des mouvements physiques de marchandises qui transitent par nos frontières. Elle ne permet pas d'apprécier l'ensemble de nos relations économiques avec l'étranger, notamment d'étudier comment s'opèrent les paiements ; elle ne comptabilise pas les échanges de services ni les dépenses de tourisme.

C'est cependant un instrument précieux pour juger les échanges extérieurs d'un pays, mais aussi l'état de son économie tout entière, dont la compétition internationale est le meilleur des révélateurs. Or depuis plus d'un siècle le déficit de la balance commerciale de la France a été la règle, l'excédent d'assez rares exceptions. Depuis 1973, deux années seulement ont été excédentaires.

Il y a certains éléments que notre pays ne peut maîtriser (prix du pétrole, cours du dollar...). Mais la balance commerciale est aussi le reflet d'une action, une « balance des efforts », comme les Allemands appellent leur balance des paiements courants (*Leistungsbilanz*).

1. De 1973 à 1986, notre pays, excédentaire pour ses échanges industriels comme pour ses échanges agricoles, ne pouvait compenser intégralement par ces excédents le coût croissant de son approvisionnement énergétique.

L'année 1986 marque une rupture complète à cet égard.

1. Il y a eu, non pas deux, mais trois chocs pétroliers.

En 1973 le quadruplement du prix du pétrole, et en 1979 le second choc pétrolier, ont brutalement accru le coût de notre « facture énergétique ». Mais l'appréciation constante du dollar a représenté pour notre commerce extérieur un « choc » comparable. Le coût du pétrole importé en moyenne annuelle est passé de 1 015 francs par tonne en 1980 à 1 889 francs en 1984 et n'a que

légèrement fléchi en 1985 (1 844 francs) pour tomber brutalement à 774 francs en 1986.

En 1986 la facture énergétique a été divisée par deux (- 90 milliards de francs contre - 181 milliards en 1985). Puisque notre déficit commercial n'atteignait que 30 milliards de francs en 1985, on aurait pu s'attendre pour 1986 à un confortable excédent. L'équilibre ne fut même pas atteint, à cause de l'écroulement brutal de notre solde industriel.

2. La rupture de 1986 : L'excédent industriel (industrie + divers) a presque été divisé par trois en un an (+ 90 milliards de francs en 1985 ; + 35 milliards de francs en 1986). A mesure que se poursuivait « la politique de redressement » du gouvernement actuel il est devenu négatif pour la première fois en 1987 (- 7,3 milliards de francs depuis le début de l'année).

Cette détérioration concerne tant les biens d'équipement professionnel que les biens de consommation (- 12,7 milliards de francs pour les cinq premiers mois de l'année). Elle est encore plus dramatique pour les seuls échanges industriels civils.

Le solde n'avait que légèrement régressé en 1985 par rapport à l'année record qu'avait été 1984 (environ 100 milliards de francs contre 30 milliards seulement en 1980). Personne ne s'attendait donc à un écroulement aussi brutal à partir d'avril 1986, d'autant moins que les trois premiers mois de l'année avaient été bons (+ 9 milliards).

Après les faits, tentons de déterminer les causes.

II. On peut regrouper les causes de la faiblesse de notre commerce extérieur en trois grandes catégories :

1. Une baisse aussi brutale de nos performances industrielles s'explique en partie par des raisons conjoncturelles.

Les effets négatifs du « contre-choc » pétrolier de 1986 ont partiellement compensé le gain des économies énergétiques. La baisse des grands contrats déjà amorcée depuis quelques années s'est amplifiée (crise de solvabilité des pays du tiers-monde, diminution impressionnante du revenu des pays producteurs de pétrole). Cette évolution a été plus défavorable pour notre pays que pour nos partenaires, compte tenu de la répartition géographique de nos échanges.

La baisse du dollar, globalement positive pour notre balance commerciale, a freiné notre com-

merce, d'une spécialisation inadéquate. Le Japon et la RFA ont une spécialisation qui les rendent particulièrement puissants dans de multiples branches (mécanique, construction mécanique et électrique, matériel de précision...).

Nos habitudes culturelles, le système de commandement souvent désuet, le manque de perception des nouveaux critères de qualité et de fiabilité, le sentiment insuffisant de l'absolue nécessité de la formation permanente, l'indifférence ou le manque de souplesse devant les exigences du marché en permanente évolution

Sujet :

« Expliquez pourquoi la balance commerciale de la France est généralement déficitaire depuis 1970. »

(Baccalauréat. Economie, série B, juin 1987.)

pétitivité sur les pays de la zone dollar. Plus délicat est un jugement sur notre compétitivité prix.

La productivité a évolué en France, de 1983 à 1986, mieux qu'en RFA, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis (analyse du Centre d'études des revenus et des coûts). Il ne semble pas en outre que nos faiblesses proviennent de coûts salariaux particulièrement élevés (ils sont supérieurs de 15,4 % en Allemagne, et l'écart tend à s'accroître) ni d'une durée conventionnelle du travail anormalement réduite par rapport à nos partenaires européens (1 763 heures en France contre 1 708 heures en RFA).

2. Les faiblesses structurelles de l'appareil productif et des capacités d'exportation de la France.

Notre pays souffre, en dehors d'une mauvaise orientation de ses

expliquent nombre d'échecs.

A l'inverse du cas français, l'industrie japonaise a su anticiper les besoins de la clientèle internationale soluble en produits de consommation. La rapidité et la fluidité des informations du système japonais dans les entreprises et sur les marchés expliquent, pour une large part, l'augmentation considérable de la balance commerciale du Japon, basée sur un très fort solde industriel.

Il est naïf de penser qu'aucune action de l'Etat n'a accompagné le développement industriel japonais ou celui des pays nouvellement industrialisés asiatiques. Souvent évoquée, à juste titre, joue aussi l'insuffisance de nos investissements à l'étranger, industriels, commerciaux et humains.

(*) Ancien ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

LE DROIT DE GRÈVE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Une double méprise

par LOUIS FAVOREU (*)

La décision rendue le 28 juillet dernier par le Conseil constitutionnel à propos de l'exercice du droit de grève dans le secteur public a donné lieu à une double méprise : on s'est mépris, en effet, tant sur la portée immédiate de la décision que sur sa portée à moyen ou à long terme.

On se rappelle que, en pleine grève des contrôleurs aériens, la règle dite du trentième indivisible a été établie par le Parlement sur amendement présenté successivement par deux députés de la majorité. Revenant au système abrogé par la loi Le Pors d'octobre 1982, le texte voté prévoyait que la cessation de travail pendant une durée inférieure à une journée de travail - et quelle que soit cette durée - donne lieu à une retenue égale à un trentième du traitement ou du salaire, s'agissant des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ainsi que des agents des services publics.

Saisi par quatre-vingt-douze députés socialistes et radicaux de gauche, le Conseil constitutionnel a partiellement annulé ce texte. Et d'après les commentaires formulés aussitôt après, cette décision aurait sanctionné l'atteinte portée par le gouvernement au droit de grève, tout en instituant un régime discriminatoire, quant à l'exercice de ce droit, entre fonctionnaires de l'Etat et autres agents des services publics, l'application de la règle du trentième indivisible étant liée pour les premiers et non pour les seconds.

La réalité est pour le moins différente : sur le fond, le Conseil constitutionnel a reconnu la possibilité d'appliquer la règle du trentième indivisible non seulement aux fonctionnaires de l'Etat, mais

à l'ensemble des agents des services publics. Simplement, « en l'état » actuel de la législation, cette règle ne peut s'appliquer aux agents autres que les fonctionnaires de l'Etat, parce que n'a pas été mis en place préalablement (ou n'a pas été maintenu) le « mécanisme » permettant de mettre en œuvre cette règle sans risque de porter atteinte aux droits des salariés.

C'est pourquoi, sur ce point seulement, et « en l'état », la disposition législative concernée a été déclarée irrégulière (trentième considérant). Cela signifie, en clair, que le législateur pourra, dans un nouveau texte, étendre la règle du trentième indivisible au-delà des fonctionnaires, dès lors qu'il aura mis en place un mécanisme semblable à celui qui existe pour ceux-ci, et dans la mesure où seront pris en compte la « nature des divers services concernés » ainsi que « l'incidence dommageable que peuvent revêtir, pour la collectivité, les cessations concertées de travail ».

Des limitations extensibles

Cette précision étant apportée, on constatera que le Conseil constitutionnel a non seulement rejeté les prétentions des requérants sur tous les autres points - et cela en vertu d'une jurisprudence bien établie - mais qu'il a, au surplus, ouvert de nouvelles possibilités au législateur. Il confirme tout d'abord que, comme il l'avait estimé en 1977, la retenue sur traitement « n'a pas par elle-même le caractère d'une pénalité financière » mais simplement celle d'une « mesure

de portée comptable » ; et cela même si, contrairement à ce que soutenaient les députés requérants, la règle du trentième indivisible est appliquée à une inexécution du service pour fait de grève (ce qui est nouveau car, en 1977, il n'y avait pas grève à proprement parler). A la condition, évidemment, que la retenue puisse être opérée sans qu'il soit nécessaire de porter une appréciation sur le comportement de l'agent (dixième considérant).

Confirmation est également donnée de ce que le droit de grève, s'il est un droit constitutionnellement garanti, n'est pas un droit absolu, et que sa nécessaire conciliation avec le principe de continuité du service public peut entraîner des limitations à son exercice, voire son interdiction. Et ces limitations ou interdictions peuvent s'appliquer aux fonctionnaires comme à tout agent (de droit public ou de droit privé) des services publics (jurisprudence du 25 juillet 1979, confirmée le 18 septembre 1986 et reprise le 28 juillet 1987).

Mais ce qui est vraiment nouveau dans la décision du 28 juillet 1987 et lui confère sa véritable portée, c'est que - outre le fait que l'application de la retenue sur salaire et de la règle du trentième indivisible sont désormais compatibles avec la protection du droit de grève, et cela même si l'agent n'est pas fonctionnaire - le Conseil constitutionnel donne, par avance, l'autorisation au législateur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public malgré « le recours répété à des grèves de courte durée affectant anormale-

ment le fonctionnement régulier des services publics ». Non seulement est ainsi entérinée la technique de la retenue sur salaire par trentième indivisible en cas de grève ; mais encore, le législateur est autorisé à prendre, en sus, d'autres mesures destinées à préserver l'intérêt général et cela même s'il s'agit d'agents de services publics industriels et commerciaux, par exemple.

Deux réflexions quelque peu impertinentes pour terminer. La première s'adresse aux juristes : conformément à la Constitution selon laquelle « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent », le législateur est invité, et même encouragé, à exercer sa compétence. L'on ne s'en plaindra pas ; mais si l'on songe que, depuis l'arrêt Dehaene rendu par le Conseil d'Etat en 1950, et jusqu'à récemment, c'était le gouvernement qui exerçait cette compétence, on s'étonnera qu'aujourd'hui il ait pratiquement demandé au Conseil constitutionnel d'affirmer qu'une révision de la Constitution était nécessaire afin de préciser que la retenue sur traitement des contrôleurs aériens se fera sur la base d'une journée et non d'une heure.

La seconde réflexion s'adresse aux politiques : certains penseront que les députés de l'opposition ont eu tort de faire un recours qui apporte en définitive de nombreuses satisfactions au gouvernement. Mais, en fait, une majorité de gauche revenant au pouvoir pourrait aussi trouver son compte dans une législation qu'elle n'aurait pu - politiquement - faire elle-même adopter et qui, de plus, a reçu l'option du Conseil constitutionnel. Alors, double ou triple méprise ?

(*) Professeur à l'université d'Aix-Marseille.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New-York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion, dont 1 an aux Etats-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3^e année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).

admission : baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)
concours d'entrée : 11 septembre 1987

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ Tél : _____

La chronique de Paul Fabra

POUR un rendez-vous, ce fut un rendez-vous. Après les exploits, qu'elle n'a pratiquement cessé d'accumuler au cours des dernières semaines et des derniers mois, la Bourse de New-York ne pouvait célébrer le cinquantième anniversaire de son spectaculaire redressement que par une nouvelle hausse. Celle-ci n'a pas manqué de se produire, comme si le marché obéissait aux mystérieuses injonctions du calendrier.

Par rapport au point le plus bas de sa phase baissière précédente, atteint le 12 août 1982, l'indice Dow Jones, qui était tombé ce jour-là à 776,92, a presque quadruplé depuis lors. Il s'est établi le 13 août 1987 à 2 691,49. Sa progression n'a pratiquement cessé de déjouer les pronostics de ceux, très nombreux dans les milieux financiers, qui annonçaient régulièrement le dégonflement d'une énorme bulle de savon.

Les commentaires ne manquent pas, qui essaient d'expliquer ce phénomène, ou plutôt — car c'est plus facile — qui tentent d'en supputer les conséquences, notamment sur le terrain politique. Comme si l'énormité des profits que laisse supposer l'ampleur du mouvement invitait à une sorte de pudeur réparatrice, ce sont ses aspects négatifs qui sont relevés à l'envi, tant dans la presse que dans le langage courant, à l'avantage de Wall Street? Les progrès réalisés par l'économie réelle s'apparais-

sent, au vu des statistiques, sans commune mesure avec ceux dont ont profité les détenteurs de titres. Pendant les cinq années sous revue, le produit national américain a augmenté en dollars courants de quelque 40 % — de 20 % « seulement », si l'on élimine les effets de la hausse des prix.

Cependant, ces discussions n'occupent qu'en apparence les esprits — et parmi eux, plus particulièrement, les esprits américains. La seule question qui préoccupe les Américains (et sans doute aussi les Français, les Japonais, les Espagnols, etc.) porte sur le point de savoir si la hausse va ou non continuer et, dans l'affirmative, si elle va se poursuivre pendant encore un certain temps.

La prospérité du secteur financier ne fait évidemment aucun doute. Dans la seule ville de New-York, il occupe désormais quelque cent cinquante mille personnes, soit le double d'il y a une dizaine d'années. Un emploi sur trois qui a été créé dans l'agglomération l'année dernière l'a été par les firmes — banques d'investissement, courtiers, etc. — dont le métier est de faire commerce d'actions et d'obligations.

Cependant, c'est à peine forcer la réalité que de parler, à propos de la double et phénoménale hausse à laquelle on assiste depuis le mémorable été 1982 — marqué encore la coïncidence n'est pas fortuite — par la crise mexicaine, révélant l'insolvabilité des pays latino-américains, d'une suite d'occasions plus ou moins importantes de noter, c'est que ce mouvement de hausse a emporté aussi bien les actions que les obligations.

Beaucoup d'observateurs y voient très sérieusement la matière d'un argument de poids entre les mains des démocrates pour dénoncer, au cours de la prochaine campagne présidentielle, les méfaits de l'administration Reagan. La preuve n'est-elle pas faite que l'impudente politique menée par cette dernière d'abord et avant tout tournée à l'avantage de Wall Street? Les progrès réalisés par l'économie réelle s'apparais-

L'ascension de Wall Street

Or nombreux sont, parmi les investisseurs tant individuels que professionnels, ceux qui sont entrés avec retard dans le marché, faute de croire aux chances de durée de la reprise. C'est à partir de l'été 1982 que l'ancien président du Système de réserve fédérale (Institut d'émission des États-Unis) Paul Volcker, a résolu d'abaisser les taux d'intérêt qu'il avait précédemment laissés monter très haut pour briser l'inflation.

La raison fondamentale qui l'a poussé à modifier plus tôt que prévu sa politique sur ce point a été précisément la crainte de voir des taux maintenus à des niveaux trop élevés rendre encore plus inextricable la situation des pays surendettés, comme le Mexique. Qui dit baisse des taux dit hausse des titres à revenu fixe. Or beaucoup de particuliers achètent des obligations quand les taux sont élevés, pendant les périodes d'élévation de ces derniers parce qu'ils n'ont les yeux fixés que sur les coupons.

De juin 1982 à fin juin 1983, les épargnants américains, assez peu nombreux, qui placent leur argent dans les fonds mutuels, investissent dans les obligations, tandis que leur avoir se valorisait en moyenne de 35 %. Mais quand on se reporte aux articles de presse de l'époque, la plupart des experts déconseillaient ce genre de placement, qui se révélait pourtant, à ce moment-là, le plus rémunérateur de tous. C'est que là, ces experts partageaient le scepticisme du public sur la probabilité d'une déstabilisation durable. Ils croyaient que les taux remonteraient vite et très fort.

Mais, l'expérience aidant, les profits encaissés grâce à la revalorisation énorme des titres à revenu fixe à partir, de nouveau, du printemps 1984, furent largement répartis (de mai 1984 à juin 1985, les taux d'intérêt à long terme baissèrent de presque de moitié, de 14 % aux alentours de 7 %). Il arriva cependant un moment où l'engouement pour les actions, si justifié qu'il fut encore, fit manquer à plus d'un le nouveau coche.

Pendant l'année 1986 et au début de 1987, les fonds mutuels spécialisés dans les obligations recueillirent encore presque trois fois plus d'argent que les fonds spécialisés dans les actions. Ce fut pourtant l'époque où les placements en actions commencent à redevenir plus intéressants que ceux en obligations. Il fallut la quasi-débacle du marché obligataire au printemps de cette année, occasionnée par la remontée des taux, pour que l'investisseur de tout poil commence à ne plus jurer que par les actions, devenues la nouvelle idole ou, si l'on préfère, le dernier avatar du veau d'or.

S'interroger sur la suite probable des événements conduit inévitablement à rechercher la cause principale qui a conduit, aux États-Unis et dans le monde, à assister à un nouveau type d'inflation qui se traduit d'abord, et avant tout, par une hausse du prix des actifs financiers.

Un phénomène de la plus haute importance s'est produit depuis le début de 1986 pour ranimer l'économie américaine, alors essouffée. Les autorités monétaires des États-Unis ont pratiqué, depuis le début de l'année dernière, une

politique de crédit beaucoup plus active en rachetant en masse, selon un processus souvent décrit dans ces colonnes, des titres de la dette publique américaine. Mais, à partir de l'automne 1986 et jusqu'au printemps 1987, ces interventions ont été relayées et amplifiées par les banques centrales du Japon, de l'Allemagne fédérale, de la Suisse et de quelques autres pays, qui ont racheté d'énormes quantités de dollars (pour en freiner la chute), immédiatement placées en titres de la dette publique américaine.

LES réserves en devises du système monétaire ont augmenté de 20 % à 30 % en l'espace de quelques mois, donnant une formidable impulsion à la création des liquidités. Cependant deux autres facteurs sont intervenus entre-temps : grâce à la baisse du dollar, les produits « made in USA » sont devenus très compétitifs; cela ne s'est pas traduit par un redressement de la balance commerciale des États-Unis, mais par une augmentation très importante des profits des entreprises américaines.

Si les salaires aux États-Unis continuent à augmenter que très légèrement, les bénéfices devraient poursuivre leur forte augmentation. Aujourd'hui, le taux de rendement des entreprises américaines dépasse désormais le niveau pourtant encore élevé des taux d'intérêt. C'est un formidable accélérateur pour le marché financier américain, qui, d'après les meilleurs spécialistes, ne serait aujourd'hui menacé que par un accident, toujours possible selon eux, sur le marché de Tokyo jugé beaucoup plus vulnérable que celui de Wall Street.

Conseil final à l'investisseur qui aurait d'aventure lu ces quelques lignes : qu'il se garde aussi bien d'être aveugle que de se laisser aller à la panique. Le monde dans lequel nous vivons est plein de périls imprévisibles et de pièges.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Alternatives

La lecture des revues met en lumière, dans la corporation des économistes, un trouble aux manifestations diverses (1). Tous, certes, ne sont pas touchés; beaucoup travaillent bardés de certitudes; d'autres approfondissent des points de recherche aux limites rassurantes; d'autres encore se ferment aux questions, s'interdisent le doute; un joli modèle, une courbe, un rien, les rassure.

D'autres, insatisfaits de l'analyse traditionnelle, cherchent. L'analyse traditionnelle : cette expression permet de regrouper différents courants, tels que l'approche néo-walrasienne de l'équilibre général, la nouvelle macro-économie classique, le monétarisme ou le synchronisme keynés-neoclassique. Et ce sont des auteurs soucieux de construire une « approche théorique alternative » qui se sont réunis de 1981 à 1985 à Trieste, dans une école internationale d'été organisée par le Centre for Advanced Economic Studies.

Richard Arena, du Latapex — unité de recherche du CNRS — et de l'université de Nice, nous présente un bilan de ces rencontres (2). A l'origine de cette initiative, Pierangelo Garegnani, fondateur et principal théoricien de l'approche du surplus, Jean Kregel, fédérateur (avec Alfred Eichner) de l'école post-

keynésienne, et Sergio Parrinello, dont les travaux étendent la portée de la théorie des prix de production.

En arrière-fond, donc, un double effort de ressourcement : chez Ricardo d'abord, en partie dans le prolongement de l'œuvre de Sraffa, et, bien sûr, chez Keynes; et, en présence, des auteurs appartenant à deux courants distincts, « post-keynésiens » et « théoriciens du surplus », soucieux, les uns et les autres, de promouvoir une « alternative féconde » à l'analyse traditionnelle.

Selon J. Kregel, cité par Richard Arena, « la théorie post-keynésienne peut être présentée comme un rejet de la possibilité d'exprimer la théorie de Keynes dans le langage de la théorie conventionnelle. Elle recherche plutôt à « étudier les forces qui déterminent des changements dans l'échelle de la production et de l'emploi », ainsi que leur croissance et leur répartition, une fois reconnus le fait qu'un sein d'une « économie monétaire », c'est-à-dire d'une économie dans laquelle « les vues changeantes à l'égard de l'avenir » sont capables d'influer sur la « quantité d'emplois », la monnaie intervient d'une manière essentielle et particulière dans la représentation de l'économie (2).

Elle a donc comme objet une « économie monétaire de production », c'est-à-dire une économie à laquelle le temps, l'incertitude, et donc la monnaie, sont inhérents; une économie de production pour le marché, avec deux types de décisions (donc d'incertitudes et d'anticipations), les unes concernant le niveau de l'offre pour une production à mettre en œuvre et les autres concernant un futur plus éloigné, qui permettra ou non de rentabiliser un investissement à réaliser; une économie de marché capitaliste, avec trois groupes d'agents, les entreprises, le salariat (organisé) et les capitalistes financiers. Éléments clés de cette économie, répétons-le, le temps, l'incertitude — la vraie, celle qui n'est pas probable (3) — et la monnaie.

Mais la théorie post-keynésienne n'est-elle pas suffisamment solide? N'a-t-elle pas montré sa capacité à fonder de nombreuses analyses? A-t-elle besoin d'apports de la théorie des surplus ou plus largement des néoclassiciens? Si les réponses explicites n'ont pas été formulées, les questions suffisent à évoquer quelques difficultés du dialogue...

Des approches divergentes

Partenaires de cette discussion, des économistes dont le ressourcement s'effectue, par-delà Keynes et Marx, chez les classiques, Ricardo d'abord, mais aussi Smith et Quesnay. Au cœur de leur analyse, la notion de surplus social, clé pour l'étude non seulement de la répartition, mais aussi de la production, de l'accumulation et de la monnaie, le système sraffien du prix de production s'inscrit dans une analyse de longue période.

Mais, outre les désaccords localisables avec les post-keynésiens, par exemple sur la détermination de l'investissement ou sur la préférence pour la liquidité, les divergences d'approche étaient trop fortes : « L'accès mis par la théorie post-keynésienne sur les phénomènes monétaires, l'importance de la courte période et le rôle joué par l'incertitude contrastent singulièrement avec la place que l'approche du surplus accorde aux phénomènes réels et aux tendances persis-

tautes de longue période et avec la manière dont elle exclut du champ de l'analyse économique l'étude des anticipations (2).

Visiblement, la confrontation des deux approches ne s'est pas révélée positive... si ce n'est qu'elle a aidé à s'exprimer, dans chaque camp, des positions discordantes. Et c'est à titre personnel, pour éviter semble-t-il de clore sur une note trop pessimiste, que Richard Arena indique qu'une troisième approche, celle qui ressort de l'œuvre de Luigi Pasinetti, aurait pu — pourrait — être une base de dialogue féconde (2).

Même souci de dégarer une alternative. Démarche profondément différente : Michel de Vroey, de l'université catholique de Louvain, nous propose, avec une ambition modeste, sa « contribution à la construction d'un paradigme nouveau (4) ». Il a bien conscience de la disproportion des forces : d'un côté le paradigme de l'équilibre général, « bien constitué, fort de myriades de chercheurs spécialisés »; de l'autre, son effort personnel pour formuler « l'ébauche d'un paradigme nouveau, fruit des travaux dispersés d'un nombre restreint de chercheurs ».

Toutefois, il sent bien qu'il y a une référence commune à trouver — un pont à jeter? — entre la jeune école française fondée sur la lecture hétérodoxe de Marx et de Keynes, l'école de la régulation, les économistes post-keynésiens et « des auteurs à la marge des paradigmes traditionnels, comme Clower, Hicks, Leijonhufvud, Minsky et Shackle (4) ». Il s'attaque donc de front à la théorie de l'équilibre général, diverse certes, mais dont l'équilibre walrasien constitue la base essentielle.

Il en dégage les traits principaux : l'équilibre, d'abord, qui s'opère à travers les prix des biens et services et dont l'affirmation de l'existence est primordiale; le tâtonnement ensuite, qui s'opère sur un marché où l'existence d'un « secrétaire de marché » est indispensable et où toutes les transactions, toutes les activités sont suspendues tant que l'équilibre n'est pas atteint pour l'ensemble des produits, et cela dans le temps intemporel qui est celui de l'« horloge arrêtée »; et finalement la dichotomie entre l'écono-

mie réelle et le monétaire, la non-spécificité du marché du travail, la conception abstraite du temps qui conduit à une « exclusion bien complète de la temporalité ».

Cette remise en perspective conduit Michel de Vroey à une proposition paradoxale : que le système walrasien ne rend pas vraiment compte d'une économie de marché, puisque la validation des décisions économiques se fait *ipso facto* (ce qui caractérise ses yeux une économie planifiée) et non postérieurement à la mise en œuvre de la décision. « Le système walrasien est à la fois une économie de contrats privés et une économie planifiée, alors qu'une « vraie » économie de contrats privés et une économie non planifiée (4) », donc avec post-validation des décisions économiques.

Un nouveau camp de base

D'où les traits dominants de l'alternative sur laquelle Michel de Vroey travaille et appelle à travailler : « Une économie réellement décentralisée, fondée à la fois sur les contrats privés et sur l'absence de concomitance entre décision et validation. Elle sera appelée une économie séparée pour désigner le fait que les agents y prennent leurs décisions séparément et sans concertation préalable. C'est donc le contraire de l'économie de tâtonnement. » Une économie où les décisions sont dominées par l'incertitude, l'incertitude liée au déroulement implacable du temps, avec la possibilité qu'elles soient finalement validées, mais aussi avec la possibilité de l'échec marchand.

Et si l'on retrouve l'équilibre, ce qui est primordial, c'est le processus qui y conduit et, dans ce processus, la présence essentielle de la monnaie, à la fois moyen de communication, unité de compte, lien entre la décision et l'obtention de ses résultats. Et avec la monnaie, principe centralisateur de cette économie séparée, une tension entre une « logique centralisée » et « une logique fractionnée décentralisée ».

Bref, une économie monétaire d'échange. Et dans cette économie les places singulières de « ceux qui ouvrent les circuits »

(producteurs indépendants, capitalistes individuels et firmes) et de « ceux qui ne le font pas » (salariés, chômeurs et rentiers). Au-delà s'ouvrent de nouvelles pistes, à la fois énigmatiques et évocatrices d'autres recherches : le marché du travail, un « rapport social spécifique », et le chômage, une « catégorie sociale bizarre ».

Plutôt que le camp de base — solidement installé et remarquablement équipé — de l'équilibre général, Michel de Vroey s'est ingénié à poser les jalons d'un nouveau camp de base, plus proche, à ses yeux, des sommets à escalader. Encore prend-il le temps d'apprécier ce que lui-même est en train de faire : dans la démarche qu'il propose, « l'économie de marché est vue comme un réseau d'institutions — l'entreprise privée, le salariat, la monnaie — et sa cohérence est fonction de la capacité de ces institutions à se maintenir en vie dans un environnement changeant ».

« Une telle problématique est plus pertinente, plus proche du réel. Mais le danger qui la guette est, lui aussi, évident. L'économique, l'historique et le sociologique se mêlent; le risque d'un manque de rigueur devient évident, de même que celui d'un glissement progressif de l'analyse, d'une explication rigoureuse à une simple description de la réalité (4). »

(1) En témoignent nos précédentes chroniques : « Malin chez les économistes », *Le Monde* du 16 décembre 1986, « Une science ? », *Le Monde* du 17 mars 1987, « Paradigmes perdus », *Le Monde* du 23 juin 1987.

(2) Richard Arena, « L'école internationale d'été de Trieste (1981-1985) : vers une synthèse classique-keynésienne ? », *Economies et sociétés*, série « Économie », n° 7, mars 1987 (dernier numéro paru.) (PUF, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex).

(3) Sur ce point, voir André Orléan, « Anticipations et conventions en situation d'incertitude », *Cahiers d'économie politique*, 1987, n° 13 (Editions Anthropos).

(4) Michel de Vroey, « La possibilité d'une économie décentralisée. Esquisse d'une alternative à la théorie de l'équilibre général », *Revue économique*, juillet 1987, (PFNSP, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07).

Kaléidoscope

L'HISTOIRE de la pensée économique : conception de la monnaie, d'Aristote à Marx et de Law à Keynes, *Cahiers d'économie politique*, 1987, n° 13; Cantillon et Law, O. Neurath, J. Rawls, *Economies et sociétés*, PE 7, mars 1987; Malestroit, *Revue économique*, juillet 1987; les publications d'histoire économique du XX^e siècle, les *Annales (économies, sociétés, civilisations)*, mars-avril 1987.

Les revenus en France de 1983 à 1986. Documents du CERC, 3^e trimestre 1987; et les salaires en 1986, *Economie et statistique*, mai-juin 1987.

Le financement du « faire-faire », les « dépenses fiscales », les finances locales, *Revue française de finances publiques*, 1987, n° 18.

L'industrie face à la révolution financière, le conseil en management, *Politique industrielle*, été 1987; la sous-traitance, les services pour l'industrie, *Economie et statistique*, mai-juin 1987.

Sur les crises de l'OPEP 1980-1987, *Revue de l'énergie*, juin 1987; l'impact des chocs pétroliers sur l'économie française, *Revue économique*, juillet 1987.

Un an après Tchernobyl, le nucléaire en question, *Wallonie 87*, n° 3-4, 1987; les énergies nouvelles et renouvelables, *Revue de l'énergie*, juin 1987.

Et encore : un numéro spécial des *Temps modernes*, juin 1987, sur le Brésil; et un dossier d'*Esprit*, juillet 1987, sur science et culture.

REPÈRES

Réserves de change

En dollars pour la France

Les réserves de change de la France en dollars ont augmenté de 20 % à 30 % en l'espace de quelques mois, donnant une formidable impulsion à la création des liquidités. Cependant deux autres facteurs sont intervenus entre-temps : grâce à la baisse du dollar, les produits « made in USA » sont devenus très compétitifs; cela ne s'est pas traduit par un redressement de la balance commerciale des États-Unis, mais par une augmentation très importante des profits des entreprises américaines.

RFA

Assurance maladie de longue durée

Selon le ministre de l'économie

de l'économie

Le ministre de l'économie a déclaré que la France ne peut pas se permettre de payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques.

AMÉRIQUE DU SUD

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

Le Pérou

peut payer un dividende en vendant le capital d'entreprises publiques

déclare le ministre du travail

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Belgique : les fruits amers de l'austérité

(Suite de la première page.)

Une université — disons catholique flamande — veut un ordonnateur ? Demande acceptée. A condition que... Commence alors un long processus qui s'apparente davantage à l'explosion d'une bombe qu'à la gestion saine de l'économie. Tant pour la Wallonie, donc tant pour la Flandre. Mais aussi, tant pour les universités catholiques, donc tant pour les laïques. Tant pour telle « sous-région », y tant pour telle autre...

Autre cause d'endettement : bénéficiant d'un système de protection sociale parmi les plus généreux du monde, la Belgique, vivant sur son crédit et ses réserves, n'a pas voulu admettre la crise de 1973. Empêtrés dans leurs querelles linguistiques, les responsables ont fait comme si le premier choc pétrolier avait préservé un pays pourtant dépendant de l'environnement international. Géographie oblige...

Le gouvernement décide aussi de s'attaquer au sacro-saint principe de l'indexation des salaires sur les prix. La potion est dure à avaler mais la coalition au pouvoir se voit confirmée aux élections de 1985. La politique d'austérité peut se poursuivre.

Le nouveau ministre du budget, le libéral flamand Guy Verhofstadt — un « Chicago boy » égaré sur les bords de la Schelde — fait flèche de tout bois pour ramener le déficit public à un niveau comparable à celui des voisins européens. Méfiant, les sociaux-chrétiens — qui doivent ménager leurs bases syndicales — freinent ses ardeurs. Le compromis trouvé la semaine passée est méritoire puisque, en réduisant le déficit budgétaire à 405 milliards de francs belges (environ 65 milliards de francs français) — soit 7,4 % du PNB, — il est sur la voie de l'assainissement souhaité.

Contrepartie : les ministres se sont aussi entendus sur une réforme fiscale importante qui devrait entrer en vigueur à partir de 1988 : « Nous allons quitter l'Himalaya fiscal, commentait, lyrique, le ministre des finances, où les plaies et les hommes ne pouvaient plus vivre ». La réforme est d'importance dans un pays qui commence à voir certaines firmes étrangères désertir du fait des salaires mirobolants qu'elles doivent verser à leurs cadres supérieurs tant les hauts revenus sont imposés.

Ce retour à des taux d'imposition plus « doux » empêchera-t-il les Belges de se livrer à leur « sport favori », la fraude fiscale ? Beaucoup en doutent. D'autant aussi de l'impact qu'auront les mesures décidées en faveur de l'emploi, notamment les réductions de cotisations de Sécurité sociale pour les employeurs qui embauchent...

Quant aux « privatisations » annoncées, elles se limiteraient en fait à un simple renforcement de l'autonomie de gestion des entreprises publiques.

Reste à savoir si ces différentes mesures seront de nature à satisfaire une opinion publique qui commence à ressentir de plus en plus durement les effets de l'austérité. Croissance freinée, baisse du niveau des ménages de 1981 à 1984 — celui-ci devrait de nouveau stagner en 1987 après avoir connu une amélioration en 1985 et 1986, — le pays subit les effets amers de sa politique d'austérité. Un seul chiffre : la Belgique, enviable pour sa richesse dans les années 60, se classe maintenant au seizième rang des pays de l'OCDE pour le produit intérieur brut par habitant.

« Quand je me suis installé en Belgique en 1970, raconte un haut fonctionnaire français du Marché commun, le réseau téléphonique

était bien plus perfectionné qu'en France. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il a des siècles de retard. »

Passant d'un excès à l'autre, le gouvernement — qui avait pendant des années fait tomber une véritable manne sur la région des téléphones sans se soucier de son efficacité — s'est montré d'une parcimonie extrême en juillet dernier lorsqu'il s'est agi de renouveler les contrats passés. Cette austérité va jusqu'à inquiéter les stratèges de l'OTAN qui estiment que la Belgique, à force de couper dans ses dépenses militaires, n'est plus en mesure de remplir ses obligations défensives.

L'austérité, donc. Mais jusqu'à quand ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Sony veut expatrier un quart de sa production

Le fabricant japonais de matériels électroniques Sony est décidé à réduire ses risques de changes, et, pour ce faire, à accélérer le rythme du transfert de ses fabrications à l'étranger. Principalement à cause de l'enchérissement du yen, le bénéfice net du groupe pour la période allant du 1^{er} novembre 1986 au 31 mars 1987 a chuté de 58 %, pour tomber à 13,26 milliards de yens (554,2 millions de francs). Au cours d'une conférence donnée à Manama (Bahrein) durant le week-end, son président, M. Norio Ogha, a indiqué que la société envisageait à terme d'expatrier encore 15 % de sa production (10 % actuellement). Les lieux d'implantation sont toujours les mêmes : Sud-Est asiatique, États-Unis et Europe. Pour le futur immédiat, le patron de Sony est assez optimiste. Il prévoit, pour le second semestre 1987, des résultats records... sans les chiffres.

Thomson dans la vidéo

J 2 T, J 2 T, J 1 T

La société Japan Victor Company (JVC) et le groupe nationalisé Thomson ont conclu un accord de principe pour le rachat des parts (33 %) détenues par le groupe britannique Thorn-EMI dans la filiale berlinoise commune aux trois entreprises, J 2 T, premier producteur de magnétoscopes d'Europe. Selon le quotidien économique japonais *Nihon Keizai*, à l'issue de la transaction, les sociétés japonaise et française détiendraient chacune 50 % de J 2 T.

Cette négociation s'inscrit dans la ligne de l'accord conclu à la fin juin entre Thomson et Thorn-EMI, prévoyant le rachat de la division grand public du groupe britannique par Thomson (le Monde du 19 juin).

Initialement, l'alliance J 2 T, réunissant le japonais JVC, Thorn-EMI et Telefunken, devait comporter Thomson. Mais les socialistes s'étaient opposés à la participation du groupe français. J 2 T vit donc le jour avec deux partenaires européens seulement... Quelques mois plus tard, toutefois, Thomson rachetait Telefunken et entrait dans l'alliance par ce biais. Aujourd'hui, avec la cession de la participation

de Thorn-EMI dans J 2 T, il ne sera bientôt plus que l'unique partenaire européen du japonais JVC, et J 2 T cèdera de fait la place à J 1 T, comme Thomson.

Manpower rejette l'OPA de Blue Arrow

Le conseil d'administration de Manpower a rejeté, à l'unanimité, l'offre publique d'achat (OPA) lancée, début août, sur l'ensemble de son capital par la société britannique de services Blue Arrow. Cette offre de rachat, à 75 dollars par action soit au total 1,2 milliard de dollars, était l'une des plus audacieuses jamais lancées, puisque Blue Arrow, en dépit d'une croissance très rapide ces dernières années, est quatre fois plus petite que Manpower, et ne réalise que 477 millions de dollars de chiffre d'affaires et 32 millions de dollars de bénéfices par an. Jugant cette offre insuffisante, le conseil d'administration de Manpower a recommandé à ses actionnaires de ne pas céder leurs parts, et a autorisé la direction du groupe à préparer un plan visant à « protéger les actionnaires contre l'acquisition de la compagnie à un prix insuffisant ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF FINANCE : RÉSULTATS SEMESTRIELS DE BATIF BANQUE

Le résultat social, avant impôt et après provisions, de Batif Banque, filiale de Thomson-CSF Finance, pour le premier semestre 1987 s'élève à environ 400 millions de francs, soit 110 millions de gains de change, sur intérêts de swaps de devises qui ont été inclus dans la position de change à compter de 1987. Selon les premières conclusions de l'examen actuellement mené par les commissaires aux comptes, ce résultat ne devrait pas être modifié de façon significative.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

REPÈRES

Automobile

Baisse

des exportations japonaises aux États-Unis

Les ventes d'automobiles japonaises aux États-Unis ont diminué de 13,7 % au cours du premier semestre 1987 par rapport à l'an dernier ont indiqué les constructeurs nippons. Ce recul est dû, estiment-ils, à la hausse des prix pratiquée par les marques japonaises sur le marché américain en raison de l'appréciation du yen par rapport au dollar (242 yens pour 1 dollar en septembre 1986 contre 152 yens pour 1 dollar aujourd'hui). En outre, le plupart des constructeurs nippons ont adopté une stratégie d'implantation locale et installé des usines sur le territoire américain, ce qui réduit les exportations directes.

Matières premières importées

Hausse en juillet

Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 3 % en juillet par rapport à juin (prix en francs). Mais sur un an (juillet 1987 comparé à juillet 1986) une légère baisse est enregistrée (-0,6 %).

Les prix alimentaires (denrées tropicales, oléagineux...) ont baissé de

1 % en juillet et de 16,6 % en un an.

Les prix des matières premières industrielles importées ont augmenté de 4,6 % en un mois et de 7,6 % en un an.

Réserves de change

En baisse pour la France

Les avoirs officiels de change pour la France ont baissé de 2,8 milliards de francs en juin. Ils atteignent à la fin de juin 417,8 milliards de francs, ce qui représente une diminution de 35,2 milliards de francs.

En juin, les avoirs en devises ont diminué de 5,9 milliards de francs tandis que les avoirs en or augmentaient de 3 milliards de francs du fait de l'application d'un nouveau cours de référence.

RFA

Aucune mesure de relance selon le ministre de l'économie

L'Allemagne fédérale ne prendra aucune mesure pour stimuler son économie, a déclaré en fin de semaine M. Martin Bangemann, ministre de l'économie. Sa politique actuelle s'en tient toujours à un taux de croissance de 1,6 % à 2 % du PIB en 1987, a ajouté le ministre au cours d'une conférence de presse donnée à Vienne.

Les « golden sixties »

Les Belges ont donc prolongé pendant près de dix ans les « golden sixties ». Il faudra attendre le début des années 80 pour qu'une réaction se produise. Communes en cessation de paiements, francement de sources des organisations internationales, malaise social, la crise frappe et fort. La politique d'austérité commence. Point de départ : 1982. Le gouvernement ose alors dévaluer le franc belge, ce qui aurait été impensable auparavant compte tenu de l'attachement viscéral des Belges à leur monnaie.

« Ce jour-là, commente un commentateur, j'ai vraiment compris qu'une période venait de s'achever. »

Dans la « foulée », le gouvernement prend un premier train de mesures d'une grande sévérité grâce aux « pouvoirs spéciaux » que lui octroie le Parlement. Restriction des dépenses publiques, baisse du revenu des ménages.

EN BREF

● Décret sur les contrats de réinsertion en alternance. — Le Journal officiel du samedi 15 août a publié un décret relatif aux contrats de réinsertion en alternance pour les chômeurs de longue durée (inscrits comme demandeurs d'emploi « pendant deux mois durant les quinze mois qui ont précédé la date d'embauche »). L'employeur, précise le décret, s'engage à faire bénéficier le salarié, pendant les horaires de travail, d'une formation dont la durée doit être au minimum de trois cents heures et au maximum égale à la moitié de la durée totale du contrat. L'Etat apporte une aide forfaitaire par heure de formation (dans la limite de 1 200 heures). L'Etat prend également en charge pendant un an les cotisations sociales patronales à 100 %.

● Evacuation des ateliers de réparation navale ARNO à Dunkerque. — Les ouvriers des Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest (ARNO) de Dunkerque, qui occupaient

l'entreprise depuis février, ont été évacués dimanche 16 août. Les ARNO sont en situation de redressement judiciaire depuis janvier. Le dernier plan de reprise proposé, qui permettrait de sauver à Dunkerque, 200 emplois (sur les 600 que comptait le site), a été rejeté par le tribunal de commerce de Paris. On en reste donc au plan initial présenté par la SOFI-CARNO pour l'ensemble du groupe, qui prévoit le maintien de 55 emplois seulement à Dunkerque. — (AFP.)



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

Entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers

NAFTAL

Direction aviation marine

AÉROPORT HOUARI BOUMEDIENE

AVIS DE VENTE INTERNATIONAL N° AYM - DIM - 02-87

L'entreprise NAFTAL - direction aviation marine - met en vente au plus offrant deux (2) barges fluviales de soulage de 3000 tonnes chacune avec un lot de pièces de rechange.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges et visiter les barges à l'adresse ci-dessous :

NAFTAL

Département distribution marine

8, rue de Foix, ALGER PORT

Les soumissions doivent parvenir dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de parution du présent avis.

anep/alger



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORÊTS

AGENCE NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET INDUSTRIELLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

MISE EN DEMEURE

Le bureau d'études HARZA ENGINEERING COMPANY, sis 150 SOUTH WACKER DRIVE, CHICAGO, ILLINOIS, U.S.A., titulaire du marché n° 192/85 du 18 février 1985 relatif aux études d'exécution et d'assistance technique du projet d'implantation en eau potable d'Alger (système de production d'eau d'Isser-Keddara, est mis en demeure de reprendre dans un délai de huit (8) jours à partir de la date de parution du présent avis.

Faute pour lui de se conformer aux prescriptions ci-dessus, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

anep/alger

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Croissance à l'étranger – recul en R.F.A.

Conjoncture contrastée: biens d'équipement dans l'ombre

Durant les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er octobre 1986 au 30 juin 1987), Siemens a nettement accru ses commandes enregistrées à l'étranger, tandis que le montant des ordres pris en R.F.A. restait dans l'ensemble inférieur à celui de l'an dernier. L'affaiblissement conjoncturel ne s'est pas encore pleinement répercuté sur le chiffre d'affaires;

la facturation de la centrale nucléaire de Brokdorf a permis d'enregistrer un taux de croissance à deux chiffres. La baisse du rapport bénéfice net/C.A. de 2,9 % à 2,6 % est avant tout le fait d'une concurrence accrue sur les prix, liée aux fluctuations monétaires, du fléchissement conjoncturel et de l'importance des dépenses engagées pour préparer l'avenir.

Commandes enregistrées

Avec un montant de commandes enregistrées de 126,0 milliards de francs, au cours de la période considérée, le Groupe Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les sociétés consolidées en R.F.A. et à l'étranger, a pratiquement atteint le niveau de l'an dernier (+1%). Le recul de 7 % en R.F.A. touche essentiellement le secteur Centrales énergétiques et a pu être largement compensé par les prises de commandes à l'étranger (+5%). Par ailleurs, les commandes à l'exportation destinées à nos unités de production en R.F.A. sont en retrait. Les diminutions comptables liées aux fluctuations monétaires étant équivalentes aux apports réalisés par l'incorporation de sociétés nouvellement acquises, la progression de 5 % des prises de commandes

hors R.F.A. représente l'augmentation effective du volume des affaires. Cette croissance est d'autant plus remarquable si l'on considère que les marchés étrangers ont eux aussi connu une tendance à la récession dans les secteurs de l'énergie et des centrales électriques.

En milliards de francs	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.85 au 30.6.87	Variation
Commandes enregistrées	127,2	126,0	+ 1 %
Marché allemand	61,6	57,3	- 7 %
Marché étranger	65,6	68,7	+ 5 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial de Siemens, en hausse de 11 %, ressort à 124,0 milliards de francs. Ce bond s'explique notamment par la facturation de la centrale nucléaire de Brokdorf au début de cette année. Mais même en excluant l'activité Centrales énergétiques, la croissance a été de 4 %, soit +2 % en R.F.A. et +7 % à l'étranger.

En milliards de francs	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.85 au 30.6.87	Variation
Chiffre d'affaires	111,8	124,0	+11 %
Marché allemand	52,5	61,4	+17 %
Marché étranger	59,3	62,6	+ 6 %

Commandes en carnet

Avec 181,8 milliards de francs, le carnet de commandes (au 30 juin 1987) est resté légèrement en deçà (-1 %) de son volume en début d'exercice.

En milliards de francs	1.10.86	30.6.87	Variation
Commandes en carnet	184,5	181,8	- 1 %
Stocks	78,7	81,1	+ 3 %

Personnel

Fin juin 1987, les effectifs étaient de 363 000 (à l'exclusion des personnes en formation et saisonnières), soit 4 000 de plus qu'au début d'octobre 1986; cette progression, qui concerne l'étranger, résulte presque exclusivement de l'incorporation de nouvelles sociétés. L'accroissement de 9 % des frais de personnel découle avant tout de l'augmentation moyenne du nombre des salariés de 7 % pour la période considérée, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

	1.10.86	30.6.87	Variation
Personnel en milliers	259	263	+ 1 %
Allemagne	231	231	0 %
Etranger	28	32	+ 3 %

	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.85 au 30.6.87	Variation
Effectifs moyens en milliers	336	361	+ 7 %
Frais de personnel en milliards de francs	31,6	36,3	+ 8 %

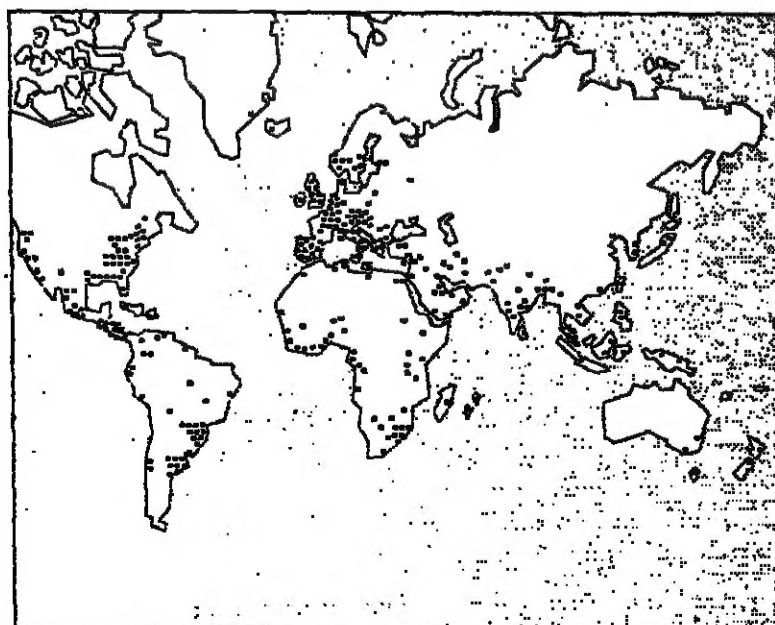
Investissements Bénéfice net

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, Siemens a consacré 12,7 milliards de francs aux investissements, réalisant ainsi le même score élevé que l'an dernier. Le programme d'investissement, principalement axé sur la construction d'unités de fabrication de nouveaux produits et la modernisation d'usines déjà existantes, a pour but de renforcer la compétitivité du Groupe et de créer les conditions d'une meilleure exploitation des nouveaux débouchés. En raison notamment des dépenses considérables engagées pour préparer l'avenir (composant, outre les investissements, les frais de recherche et de développement qui dépasseront cette année 18 milliards de

francs), et de la concurrence sur les prix, rendue encore plus aigre par la conjoncture et les fluctuations monétaires, le bénéfice net a diminué de 4 % pour s'établir à 3,2 milliards de francs et le rapport bénéfice net/C.A. a baissé de 2,9 % à 2,6 %.

En milliards de francs	du 1.10.86 au 30.6.87	du 1.10.85 au 30.6.87	Variation
Investissements	12,7	12,7	0 %
Bénéfice net	3,2	3,2	- 4 %
en % du C.A.	2,9	2,6	

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30.6.1987; 100 FF = 29,970 DM.



Présence mondiale de Siemens

Plus de la moitié du C.A. de Siemens est réalisé à l'étranger. Présent dans 127 pays, le Groupe détient 118 usines réparties dans 27 pays et une participation allant jusqu'à 50 % dans 59 autres unités de production. Un tiers des effectifs ainsi que 40 % des investissements relèvent de l'étranger. La mondialisation des activités de production, vente et services, est considérée comme un des atouts majeurs du Groupe. Siemens entend continuer à exploiter judicieusement cet atout.

Siemens AG

En France:
Siemens Société Anonyme

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 6 août
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	417 367
dont:	
Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	113 858
ECU	63 653
Avances au Fonds de réajustement des changes	18 285
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	44 837
dont:	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	173 130
dont:	
Effets escomptés	66 966
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECOUVOIR DU FÉCOM	77 472
5) DIVERS	10 704
Total	723 504

PASSIF	Au 6 août
1) BILLETTS EN CIRCULATION	224 257
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 804
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	31 951
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	107 411
dont:	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	64 620
5) ECU À LIVRER AU FÉCOM	76 443
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	256 839
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 200
8) DIVERS	12 781
Total	723 504

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice gén. de base 100: 31 décembre 1986

7 août 14 août

Valeurs franc. à rev. variable	102,7	103,5
Valeurs industrielles	111,4	112
Valeurs étrangères	126,3	128
Pétrole-Energie	112,5	108,8
Chimie	107,7	111,2
Métallurgie, mécanique	117,3	118,4
Electricité, électronique	96	98,8
Bâtiment et matériaux	117,3	115,7
Ind. de consommation, non alim.	113,1	115,8
Agr. alimentaire	113,6	114,1
Distribution	98,2	98,7
Transport, télécom, services	98,3	97,3
Assurances	90,9	89,5
Crédit bancaire	97	97,5
Social	77,8	77,3
Immobilier et foncier	94,9	94,1
Investissements	92,8	92
Base 100: 31 décembre 1986		
Valeurs franc. à rev. fixe	97,5	97,1
Emprunts d'État	98,3	98,2
Emprunts garantis et notables	97,2	96,3
Sociétés	97,1	96,9

Base 100 en 1986

Valeurs franc. à rev. var. ... 4 482,5 4 483,3

Valeurs étrangères ... 4 882,3 4 883,3

Base 100 en 1982

Valeurs franc. à rev. var. ... 496,7 498,8

Valeurs étrangères ... 601,2 604,4

Base 100: 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe ... 118,2 115,8

Emprunt d'État ... 113,1 115,8

Emprunts garantis et notables ... 113,6 114,1

Sociétés ... 111,1 117,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général ... 414,4 411,4

Produits de base ... 277,1 274,8

Construction ... 448,6 448,6

Sous-produits ... 322,9 322,1

Sous-produits, durables ... 358,3 357,1

Sous-produits, non durables ... 353,2 351,8

Sous-produits, alimentaires ... 481,9 482,2

Services ... 370,4 370,8

Sociétés financières ... 511,8 512,7

Sociétés de la zone franc

exploitant principalement

à l'étranger ... 424 428,8

Valeurs industrielles ... 401,3 405

SOURCES REGIONALES

Base 100: 31 décembre 1981

Indice général ... 348,3 348,1

CHANGES

Dollar : 6,24 F ±

L'aggravation du déficit commercial américain a déclenché un repli marqué du dollar sur toutes les places. Mais les écarts déjà observés vendredi après-midi par rapport aux plus hauts niveaux de l'année ont été maintenus. Dans l'ordre, le yen (-1,54 %) et le franc (-1,3 %) se sont les plus appréciés, le dollar cotant 6,2460 F (contre 6,270 F).

FRANCOFORT 14 août 17 août

Dollar (en DM) ... 1,883 1,878

TOKYO 14 août 17 août

Dollar (en yen) ... 152,40 150,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (17 août) ... 77/16-9/16

New-York (14 août) ... 61/16

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100: 31 déc. 1986)

13 août 14 août

Valeurs françaises ... 161,9

Valeurs étrangères ... 137,8

C° des agents de change

(Base 100: 31 déc. 1981)

Indice général ... 404,4 411,4

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

13 août 14 août

Industrielles ... 2 691,40 2 685,43

LONDRES

(Indice Financial Times)

13 août 14 août

Industrielles ... 1 778,40 1 785,30

Mines d'or ... 438,30 446,20

Fonds d'État ... 96,48 97,83

TOKYO

14 août 17 août

Nikkei Dow Jones ... 23 494,01 23 378,88

Indice général ... 2 185,56 2 181,56

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 août

Nombre de contrats : 49 815

ÉCHÉANCES

COURS

Sept. 87

Oct. 87

Nov. 87

Déc. 87

Jan. 88

Févr. 88

Mars 88

Avril 88

Mai 88

Juin 88

Juillet 88

Août 88

Sept. 88

Oct. 88

Nov. 88

Déc. 88

Jan. 89

Févr. 89

Mars 89

Avril 89

Mai 89

Juin 89

Juillet 89

Août 89

Sept. 89

Oct. 89

Nov. 89

Déc. 89

Jan. 90

Févr. 90

Mars 90

Avril 90

Mai 90

Juin 90

Juillet 90

Août 90

Sept. 90

Oct. 90

Nov. 90

Déc. 90

Jan. 91

Févr. 91

Mars 91

Avril 91

Mai 91

Juin 91

Juillet 91

Août 91

Sept. 91

Oct. 91

Nov. 91

Déc. 91

Jan. 92

Févr. 92

Mars 92

Avril 92

Mai 92

Juin 92

Juillet 92

Août 92

Sept. 92

Oct. 92

Nov. 92

Déc. 92

Jan. 93

Févr. 93

Mars 93

Avril 93

Mai 93

Juin 93

Juillet 93

Août 93

Sept. 93

Oct. 93

Nov. 93

Déc. 93

Jan. 94

Févr. 94

Mars 94

Avril 94

Mai 94

Juin 94

Juillet 94

Août 94

Sept. 94

Oct. 94

Nov. 94

Déc. 94

Jan. 95

Févr. 95

Mars 95

Avril 95

Mai 95

Juin 95

Juillet 95

Août 95

Sept. 95

Oct. 95

Nov. 95

Déc. 95

Jan. 96

Févr. 96

Mars 96

Avril 96

Mai 96

Juin 96

Juillet 96

Août 96

Sept. 96

Oct. 96

Nov. 96

Déc. 96

Jan. 97

Févr. 97

Mars 97

14 AOUT

Cours relevés
à 18 h 02[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp. 75 1973	8386	--	Cheniere (Hy)	144	148 80	Magnésie (Lépig)	251	251
Emp. 6,80 % 77	127 30	2 020	C.I.C. Financ. (A)	312	312	Mines de Car.	412	412
5,80 % 76/83	100 25	0 910	C.I. Machine	814	816	Morinville Part.	111	112
10,00 % 76/94	102 30	10 236	Classe-Stein	500	470	Mut. Délégué	407	407
12,50 % 80/90	100 10	10 260	Orano (B)	650	630	Mut.	150	148
13,00 % 80/87	100 87	11 440	Orléans (Hy)	580	610	Nardi Wagon	85	85
13,20 % 81/88	100 10	10 260	Orléans (Hy)	660	660	Orléans, Plac. Ch.	196	172
13,20 % 81/88	107 10	0 815	Orléans (Hy)	425	440	Orléans, Plac. Ch.	217	214
16,70 % 81/87	100 64	16 557	Orléans (Hy)	575	571	Orléans	227	214
16,70 % 81/87	100 64	16 557	Orléans (Hy)	3800	3850	Orléans I.T.C.L.	2000	2000
16,20 % 82/90	115 40	11 540	Orléans (Hy)	746	735	Orléans-Desmoulin	1150	1150
19,50 julo 82	117 40	2 328	Orléans (Hy)	889	889	Orléans-Desmoulin	365	365
14,00 % 86/83	135 44	7	Orléans (Hy)	35 50	35 50	Orléans-Desmoulin	365	365
13,00 % 86/83	115 90	7 071	Orléans (Hy)	780	781	Orléans-Desmoulin	365	365
12,20 % oct. 84	100 75	10 265	Orléans (Hy)	686	682	Orléans-Desmoulin	365	365
11,5 % 86/85	106 05	5 274	Orléans (Hy)	138	138	Orléans-Desmoulin	784	784
10,5 % 86/85	102 30	4 373	Orléans (Hy)	586	580	Orléans-Desmoulin	1315	1315
Orléans 12,75 % 82	1786	--	Orléans (Hy)	1005	1005	Orléans-Desmoulin	650	617
Orléans 10 % 2000	95 25	2 106	Orléans (Hy)	1381	1381	Orléans-Desmoulin	338	338
Orléans 10,50 % 1987	101 05	6 545	Orléans (Hy)	875	875	Orléans-Desmoulin	501	512
Orléans 8,80 % 1988	101 05	2 289	Orléans (Hy)	1389	1356	Orléans-Desmoulin	361	361
Orléans 3 %	180	--	Orléans (Hy)	2330	2330	Orléans-Desmoulin	155	160
Orléans 3 % julo 82	101 80	1 075	Orléans (Hy)	612	610	Orléans-Desmoulin	450	450
Orléans 3 % julo 82	102	1 075	Orléans (Hy)	839	839	Orléans-Desmoulin	1725	1740
Orléans 3 % julo 82	102	1 075	Orléans (Hy)	943	945	Orléans-Desmoulin	2678	2705
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	281	280	Orléans-Desmoulin	182	182
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	581	581	Orléans-Desmoulin	400	471
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	3216	3216	Orléans-Desmoulin	805	818
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	2530	2530	Orléans-Desmoulin	76	75
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	2530	2530	Orléans-Desmoulin	845	880
Étrangères								
Emp. 75 1973	8386	--	Cheniere (Hy)	144	148 80	Magnésie (Lépig)	251	251
Emp. 6,80 % 77	127 30	2 020	C.I.C. Financ. (A)	312	312	Mines de Car.	412	412
5,80 % 76/83	100 25	0 910	C.I. Machine	814	816	Morinville Part.	111	112
10,00 % 76/94	102 30	10 236	Classe-Stein	500	470	Mut. Délégué	407	407
12,50 % 80/90	100 10	10 260	Orano (B)	650	630	Mut.	150	148
13,00 % 80/87	100 87	11 440	Orléans (Hy)	580	610	Nardi Wagon	85	85
13,20 % 81/88	100 10	10 260	Orléans (Hy)	660	660	Orléans, Plac. Ch.	196	172
13,20 % 81/88	107 10	0 815	Orléans (Hy)	425	440	Orléans, Plac. Ch.	217	214
16,70 % 81/87	100 64	16 557	Orléans (Hy)	575	571	Orléans	227	214
16,70 % 81/87	100 64	16 557	Orléans (Hy)	3800	3850	Orléans I.T.C.L.	2000	2000
16,20 % 82/90	115 40	11 540	Orléans (Hy)	746	735	Orléans-Desmoulin	1150	1150
19,50 julo 82	117 40	2 328	Orléans (Hy)	889	889	Orléans-Desmoulin	365	365
14,00 % 86/83	135 44	7	Orléans (Hy)	35 50	35 50	Orléans-Desmoulin	365	365
13,00 % 86/83	115 90	7 071	Orléans (Hy)	780	781	Orléans-Desmoulin	365	365
12,20 % oct. 84	100 75	10 265	Orléans (Hy)	686	682	Orléans-Desmoulin	365	365
11,5 % 86/85	106 05	5 274	Orléans (Hy)	138	138	Orléans-Desmoulin	784	784
10,5 % 86/85	102 30	4 373	Orléans (Hy)	586	580	Orléans-Desmoulin	1315	1315
Orléans 12,75 % 82	1786	--	Orléans (Hy)	1005	1005	Orléans-Desmoulin	650	617
Orléans 10 % 2000	95 25	2 106	Orléans (Hy)	1381	1381	Orléans-Desmoulin	338	338
Orléans 10,50 % 1987	101 05	6 545	Orléans (Hy)	875	875	Orléans-Desmoulin	501	512
Orléans 8,80 % 1988	101 05	2 289	Orléans (Hy)	1389	1356	Orléans-Desmoulin	361	361
Orléans 3 %	180	--	Orléans (Hy)	2330	2330	Orléans-Desmoulin	155	160
Orléans 3 % julo 82	101 80	1 075	Orléans (Hy)	612	610	Orléans-Desmoulin	450	450
Orléans 3 % julo 82	102	1 075	Orléans (Hy)	839	839	Orléans-Desmoulin	1725	1740
Orléans 3 % julo 82	102	1 075	Orléans (Hy)	943	945	Orléans-Desmoulin	2678	2705
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	281	280	Orléans-Desmoulin	182	182
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	581	581	Orléans-Desmoulin	400	471
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	3216	3216	Orléans-Desmoulin	805	818
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	2530	2530	Orléans-Desmoulin	76	75
Orléans 3 % julo 82	101 75	1 075	Orléans (Hy)	2530	2530	Orléans-Desmoulin	845	880

SICAV (selection)[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	Asses Célestes	4 00
A.E.P. SA	1030	1000	Dépote	900	900	Mercu Services	228	212	12.8	391
Alain Monodier	610	600	Dreux-O.M. convert.			M.M.M.	700	700	Cashy	185
Anyval	570	680	Editions Reiffert	306	306 60	Molier	310	300	Cashy	135
B.A.C.	436	440	Exelco S. Desmoul	710	700	Moulin Dubois	600	600	Cashy Int. (Cham.)	422
B.C. & Company & Assoc.	785	785	Exelco S. Desmoul	30 85	37 40	Moulin Dubois	430	430	Cashy Int. (Cham.)	422
B.I.C.M.	970	970	Exelco S. Desmoul	900	870	Olivier-Legrand	430	430	Hydro-Saint	320
B.I.P.	680	650	Exelco S. Desmoul	625	605	Over, Gert. Fin.	488	472	Hogomont	250
B.P. Technologies	1170	1170	Exelco S. Desmoul	670	670	Park Bureau	210 10	210 10	Industrie	3400
Brexit	721	760	Exelco S. Desmoul	1000	1020	Park Bureau	361	361	Industrie	3400
Cabot de Lyon	1200	1212	L.C.C.	226	226	Reval	1470	1530	S.M.T. Group	322
Calfrans	985	986	ONA	236	236	St-Germain Embrallage	1345	1360	S.M.T. Group	322
Calfrans	985	986	ONA	236	236	St-Germain Embrallage	208	208	S.M.T. Group	322
C.C.M.E.	9010	9010	Int. Informations	365	305	S.E.P.M.	280	217	S.P.A.	380
C. P. S. S. S.	326	325	Int. Maf. Serv. (P&O)	219	219	S.E.P.M.	700	666	Union Distribution	135 60
C. P. S. S. S.	1410	1450	La Commence Electra.	578	620	S.E.P.M.	1650	1650		
C.E.B.E.R.	226	224	Le 1er Jour de l'Ind.	370	360	S.E.P.M.	1650	1650		
C.E.P. Communication	1241	1250	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		
C.G.I. Informations	782	828	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		
C.G.I. Informations	782	828	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		
C.H.I.L.	400	400	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		
Dalco	315	320	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		
Dagobert O.T.A.	2200	2150	Long-Term Invest.	370	370	S.E.P.M.	1650	1650		

Hors-cote

Finlandais	109 94	235 95	Finlandais	875 05	836 23	★ : marché continu.
Russien	247 62	262 95	Portugais			

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/15	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DIVERSES	COURS prix.	COL 14
			Actuel	Varie			
Etats-Unis (\$ 1)	6 312	6 327	0 080	6 880	Or fin 999 en barres	\$3 100	92200
GB	6 922	6 930			Or fin (ingest)	\$3 900	93300
Allemagne (100 DM)	353 870	354 200	324	342	Pièces françaises (20 fr)	641	523
Belgique (100 fr)	236 235	236 285	100	100	Pièces françaises (10 fr)	355	
France (100 fr)	236 230	236 440	287	305	Pièces suisses	624	
Grèce (100 lire)	89 700	89 880	85	86	Pièces italiens (20 fr)	624	52
Hongrie (100 florin)	91 370	91 800	87	87	Suoménis	660	86
Indes-Pakistan (100 r)	9 735	9 750	0 050	0 100	Pièces de 20 dollars	2 900	29700
Israël (100 sheqel)	4 410	4 419	4 100	5 150	Pièces de 10 dollars	1 460	1460
Italie (100 lire)	4 608	4 610	3 350	4 850	Pièces de 5 dollars	900	
Liban (100 l.l.)	66 100	66 100	32 500	36 500	Pièces de 50 pesos	3 460	3460
Malaisie (100 ring)	49 100	49 100	400	410	Pièces de 10 florins	551	
Autriche (100 sch)	47 498	47 540	46 300	48 700	Or London	463	463
Espagne (100 pes)	4 916	4 917	4 700	5 200	Or Zurich	463	463
Portugal (100 esc)	4 274	4 277	4 000	4 200	Or Hongkong	463 15	463
Canada (\$ can 1)	4 743	4 756	4 580	4 880	Argent Londres	7 98	46
Japan (100 yen)	4 168	4 157	4	4			

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/8	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 14/8
			Achat	Vente			
Euro (Unité \$ 1)	6 312	6 327	6 080	6 580	Or fin (Bis en barre)	\$3100	\$2200
EGU	6 822	6 930			Or fin (argent)	\$9300	\$9200
Alfortmex (100 DM)	363 670	330 250	384	342	Pièce française (20 \$)	\$41	\$3
Belgium (100 F)	705	18 085	15 900	16 400	Pièce française (10 \$)	355	50
Pays Bas (100 L)	236 230	236 440	287	305	Pièce française (5 \$)	624	52
Danemark (100 kr)	96 700	96 880	83	90	Pièce belge (20 \$)	624	52
Norvège (100 kr)	91 730	91 900	87	94	Suède	60	66
Grande-Bretagne (£ 1)	9 975	9 978	1 850	1 950	Pièce de 20 dollars	2300	2200
Suisse (100 francs)	4 410	4 419	1 000	1 000	Pièce de 10 dollars	1460	1480
Finl (100 Mark)	6 408	4 810	4 360	4 860	Pièce de 5 dollars	800	790
Suède (100 L)	401 880	402	390	410	Pièce de 1 \$	5460	5500
Suède (100 kr)	96 100	96 150	92 500	98 800	Pièce de 50 \$	551	55
Autriche (100 sch)	47 498	47 540	48 300	48 700	Or Londres	482	45
Portugal (100 esc)	4 316	4 317	1 700	1 520	Or Zurich	483	45
Pays Bas (100 g)	2 774	2 777	3 800	4 800	Or Hongkong	483 15	45
Canada (\$ can 1)	4 743	4 755	4 580	4 880	Argent Londres	7 98	48
Japon (100 yen)	4 168	4 157	4	4 200			

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/8	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 14/8
			Achat	Vente			
Euro (Unité \$ 1)	6 312	6 327	6 080	6 580	Or fin (Bis en barre)	\$3100	\$2200
EGU	6 822	6 930			Or fin (argent)	\$9300	\$9200
Alfortmex (100 DM)	363 670	330 250	384	342	Pièce française (20 \$)	\$41	\$3
Belgium (100 F)	705	18 085	15 900	16 400	Pièce française (10 \$)	355	50
Pays Bas (100 L)	236 230	236 440	287	305	Pièce française (5 \$)	624	52
Danemark (100 kr)	96 700	96 880	83	90	Pièce belge (20 \$)	624	52
Norvège (100 kr)	91 730	91 900	87	94	Suède	60	66
Grande-Bretagne (£ 1)	9 975	9 978	1 850	1 950	Pièce de 20 dollars	2300	2200
Suisse (100 francs)	4 410	4 419	1 000	1 000	Pièce de 10 dollars	1460	1480
Finl (100 Mark)	6 408	4 810	4 360	4 860	Pièce de 5 dollars	800	790
Suède (100 L)	401 880	402	390	410	Pièce de 1 \$	5460	5500
Suède (100 kr)	96 100	96 150	92 500	98 800	Pièce de 50 \$	551	55
Autriche (100 sch)	47 498	47 540	48 300	48 700	Or Londres	482	45
Canada (100 \$)	4 410	4 417	4 700	5 200	Or Zurich	483	45
Portugal (100 Esc)	7 474	4 277	3 800	4 800	Or Hongkong	483 15	45
Canada (5 can \$)	4 743	4 755	4 580	4 880	Argent Londres	7 98	48
Japon (100 yen)	4 168	4 157	4	4 200			

MINITEL

**La gestion en direct
de votre portefeuille personnel**
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ECONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Afrique du Sud : les syndicalistes acceptent de discuter des moyens de mettre fin aux violences. 4 La tension dans le Golfe. 5 L'évolution du régime en Corée du Sud. - Paraguay : le 33 ^e anniversaire de la dictature du général Stroessner.	6 L'évolution démographique de la France. - Les fêtes de l'Assomption : Mgr Lustiger prône l'unité des catholiques. 7 Incidents rixieux à Châteauroux. - Communication : le décès de Danielle Eyquem-Boetsch.	8 Pentathlon moderne : les championnats du monde. - Automobile : le Grand Prix d'Autriche de Formule 1.	9 Le Festival « Jazz in Mar- cia ». - Mort de Peter Schöndorff et disparition du Quatuor Amadeus. 10 Le Festival de cinéma de Digne. - Troisième Biennale des jeunes créateurs à Barcelone.	17 Le Pérou peut payer sa dette en vendant le capital d'entreprises publiques. - Le gouvernement argentin privatise. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 13 Météorologie 12 Mots croisés 12 Cartes 13 Radio-Télévision 12 Annonces classées 14 Loto 13 Spectacles 11	● 10 h : Déjà la rentrée, JOUR ● Revue de presse. PPS ● 11 h / 14 h 30 : Renseignements à la Bourse de Paris, BOURSE Actualité Sports International, Culture, Jeux, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

Deux anciens ministres socialistes font la morale

Chacun à sa manière, MM. Michel Rocard et Jack Lang ont choisi de passer la politique au tamis de la morale. Dans un long entretien publié le lundi 17 août par *Libération*, M. Rocard s'interroge sur la dégradation des mœurs politiques, dénonce les méthodes de financement de la vie politique et n'épargne pas ses amis socialistes, particulièrement M. Laurent Fabius sur l'affaire Greenpeace. Invité le dimanche 16 août du « Forum RMC-FR 3 », l'ancien ministre de la

culture a pour sa part concentré ses violentes critiques sur les méthodes de gouvernement de M. Jacques Chirac. Il a insisté sur le « climat d'affairisme » engendré, selon lui, par les privatisations, qu'il qualifie de « châtiments ». Comparant l'enjeu de l'élection présidentielle de 1988 à « une sorte de référendum pour ou contre la démocratie », M. Lang a rappelé qu'un Parti socialiste le débat pour la désignation du candidat « n'est pas ouvert ».

M. Rocard : au pouvoir, le PS a commis des « fautes » et des « bavures »

Dans l'interview que publie *Libération* le lundi 17 août, M. Rocard déclare notamment :

● **Morale et pouvoir.** — « La sainteté n'est pas courante parmi les gouvernants que parmi d'autres. (...) Si l'on veut qu'un système de pouvoir reste respectable, il faut qu'il jette la voile du secret sur ce qui se passe dans les cuisines (...). La gauche, et c'est pour ça que j'y appartiens, a raison de placer plus haut la barre de l'exigence de moralité politique. Mais ce qu'il faut avoir dans la tête, c'est que nous n'aurons jamais l'enfer et le paradis, le noir et le blanc, mais que tout se passe dans les grisés et les dégradés. On peut tout de même chercher à éclaircir le tableau. »

● **Le bilan moral de la gauche.** — « Suppression de la peine de mort, des tribunaux spéciaux, projet de nouveau code pénal, ce sont des progrès considérables. Mais c'est vrai qu'il y a eu aussi un certain nombre de décisions critiques, de fautes, de bavures, sur lesquelles il faut se poser des questions, car elles n'étaient nullement inévitables. »

● **Les otages.** — « J'ai un malaise personnel sur la manière dont est conduite l'affaire des otages, mais j'y ai suffisamment réfléchi pour arriver à une conclusion ferme : un gouvernement, les

responsables politiques, doivent s'abstenir de tout commentaire. Quand vous faites l'inventaire de ce qui est en jeu entre la continuité de la diplomatie, d'une part, et le sauvetage des otages de l'autre, vous vous apercevez qu'il n'y a pas une phrase susceptible d'être dite qui ne mette en cause soit l'une soit l'autre de ces priorités et ne les menace. Nous avons un devoir de silence public, même si l'opinion devait nous le reprocher. »

● **L'affaire du Rainbow Warrior.** — « Mon sentiment est qu'il aurait fallu très tôt annoncer la nature de la décision prise, reconnaître qu'elle avait échoué, rendre l'opinion juge du fait que nous sommes dans une situation de violence, qu'on ne peut laisser piétiner le site de Mururoa et que, si l'effet fut dramatique, l'intention était explicable, à défaut du moyen employé (...). Le choix de tout dire qu'en son temps, ou celui de ne pas tout dire, est un choix politique essentiel. Malheureusement, il n'a pas été franchement fait. »

● **Carrefour du développement.** — « Il n'y a jamais de règles qui garantissent parfaitement contre la privatisation, la concussion. Dans cette affaire, il y a une dose d'imprudence ou d'incurie pour une dose de malhonnêteté. »

● **Morale et pouvoir.** — « Moralement c'est une forfaiture, juridiquement c'est un crime selon

le code pénal. (...) On peut se renvoyer les affaires les uns aux autres, mais ce n'est qu'un défilé, et une bien piètre justification. »

● **Le financement de la vie politique.** — « Le cas de la France est l'un des moins sains parce que non seulement il n'y a aucune disposition visant le financement public des partis ou des campagnes, mais, pire que cela, les dons que les entreprises ou les particuliers peuvent faire en déduction d'impôt ne peuvent concerner les activités politiques. De cette exclusion résulte une situation générale qui rend le financement de la vie politique soit à la mendicité soit à la fraude. La plupart des hommes politiques honnêtes en sont réduits, comme moi, à la mendicité, ce qui est souvent pénible. (...) La mendicité est d'autant plus frustrante qu'elle s'adresse à des gens aisés, qui ne sont pas le plus fréquemment à gauche. »

● **Le financement de la campagne Rocard.** — « Une maigre cassette plutôt qu'un trésor, vu ce dont disposent mes concurrents. J'ai entre 1 et 2 millions de francs, ce qui peut paraître une grosse somme, mais n'atteint même pas le tiers de celle nécessaire pour un seul grand affichage national. Heureusement, c'est un ruisseau en irrigation constante. »

M. Lang : Le gouvernement vend les « biens nationaux »

Invité du « Forum RMC-FR 3 », M. Jack Lang, député socialiste du Lot-et-Cher, a évoqué les privatisations — « châtiments » —. Il s'est agi, de la part de M. Chirac et de ses amis, d'une véritable entreprise de vente de biens nationaux (...), à des amis, à un prix minime élevé que leur prix réel. (...) L'ancien ministre de la culture a ajouté : « On s'est ainsi, telle une armée victorieuse, partagé les biens de guerre, le grand victor de

guerre. M. Balladur, récompensant l'ancien trésorier de l'UDF, il lui a dit : « Toi, tu auras un morceau de Paribas ou un morceau de l'UAP ». Et toi, cher ancien secrétaire général du RPR, on te donnera la sixième chaîne, ou on te vendra un morceau d'Havas » et puis « Toi, cher beau-frère, je te ferai vendre une fraction de la Générale (...). Sur le plan politique, M. Chirac est dépassé. On devrait à la rentrée prochaine créer les ordres du dirigisme (...), et M. Balladur se verrait attribuer le César blanc du dirigisme pour avoir nommé à la tête d'entreprises privatisées ses propres amis. »

Pour M. Lang, « la majorité actuelle abuse de son pouvoir ». « A la télévision, à la radio, dans les entreprises nationales, dans la gestion des affaires publiques, il y a une sorte d'accaparement général de positions de puissance qui éventuellement, en cas d'alternance politique, constitueraient, pour quelque gouvernement que ce soit, un véritable problème », a-t-il affirmé.

Avant d'assurer que la question du choix du candidat socialiste à l'élection présidentielle « n'est pas posée et ne sera pas posée avant plusieurs mois », et d'exclure l'hypothèse de deux candidats socialistes, M. Lang a expliqué que le scrutin de 1988 sera « au-delà du choix des personnes », « une sorte de référendum pour ou contre la démocratie ».

Se posant la question de savoir à propos du Front national « pourquoi des partis politiques qui en réalité ne proposent rien, qui cultivent les plus bas instincts, et désignent en permanence des boucs émissaires

peuvent obtenir un certain succès ? », l'ancien ministre a répondu : « Des pléto-ménies d'exclusion sociale, économique, politique, l'absence d'idéal proposé par ce gouvernement, tout cela peut contribuer à désespérer et à conduire des Français de bonne foi à choisir des solutions de désespoir. »

Quant à l'économie, il a jugé particulièrement « grave, la situation financière publique que trouvera le prochain gouvernement au printemps 1988 (...) avec les méthodes budgétaires choisies par M. Chirac qui consistent, d'un côté, à tenter de plaire à l'opinion publique, à baisser les recettes et, de l'autre, à faire mille et une promesses payables non pas l'année prochaine mais dans deux ou trois ans, de telle sorte que le nouveau gouvernement qui qu'il soit se trouvera en présence d'un moins 80 milliards de dépenses sans recettes ».

Si M. Lang s'est montré convaincu que « le référendum de Nouvelle-Calédonie, organisé de manière précipitée, ne résoudra rien », en revanche il s'est abstenu de ces tentatives de la politique étrangère du gouvernement : « Le président (de la République) et le gouvernement se trouvent sur la même longueur d'onde pour conduire une politique de fermeté à l'égard de l'Iran et de solidarité à l'égard du gouvernement du Tchad. »

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Le Monde

sur minitel
ROCARD, LANG
Les plus récentes déclarations
3615 TAPEZ LEMONDE

L'évolution des effectifs en 1986

La France des salariés bouge lentement

Les petites entreprises créent des emplois, les grandes en perdent. Année après année, cette observation fait mieux que se vérifier. Elle expliquerait en grande partie les résultats obtenus en 1986, proches de l'équilibre pour l'emploi salarié (le Monde du 14 août).

Heureusement, la vitalité des unes compense la morosité des autres. Alors que les entreprises de moins de 10 salariés avaient augmenté leurs effectifs de 0,5 % pour chacune des quatre dernières années, la progression a été plus forte en 1986 (+ 2 %). Elles ont embauché 38 300 personnes supplémentaires, précise l'INEDIC dans ses statistiques annuelles. Proportionnellement, les entreprises employant de 10 à 19 salariés réalisent un meilleur score. Leurs effectifs se sont accrus de 2,84 % avec 36 613 recrutements de plus.

Mais lorsque les entreprises franchissent le seuil de plus de 200 salariés, la situation s'inverse et l'emploi salarié régresse fortement. Ces « gros » établissements ont perdu 132 400 salariés, la diminution nette étant de 3,8 % en un an.

Par grands secteurs d'activité, les mouvements sont tout aussi significatifs. La baisse dans l'industrie reste importante : -2,8 % (3,1 % en 1985). Le bâtiment, les travaux publics roderont créateurs nets d'emplois en 1986 (+ 0,4 %), alors qu'ils avaient diminué leurs effectifs de 2,1 % en 1985. Le tertiaire a amélioré ses résultats avec une croissance de 1,5 % contre 1,1 % l'année précédente.

La construction automobile a perdu 21 995 emplois, contre 30 146 en 1985, et la sidérurgie 8 459 contre 5 818. En valeur absolue, ce sont les pertes les plus importantes sur deux ans, avec celles du textile (11 331 et 10 321), de l'habillement (8 788 et 8 582) et du commerce alimentaire de détail (6 784 et 9 390).

Les femmes progressent

Quant aux activités qui développent le mieux l'emploi, elles se situent d'abord dans les services, ce qui ne constitue pas en soi une découverte. La surprise vient plutôt de celles qui réalisent les plus fortes expansions. On y trouve certes les bureaux d'études et de conseils avec 34 999 emplois créés contre 55 505 en 1985. Mais ils ont suivi à une bonne longueur d'attente les hôtels-café-restaurants, plus justifiés (11 086 emplois supplémentaires après 4 022), qui progressent de 2,4 % en un an, à comparer aux 2,5 % des services marchands. Viennent ensuite les transports routiers (9 948 et 4 022 en 1985) et les grandes surfaces (9 806 après 8 224).

Progressivement, la confirmation de ces tendances devrait entraîner une mutation en profondeur du marché de l'emploi salarié, attiré vers des activités du tertiaire, à l'exclusion

de ses branches traditionnelles. La croissance des services non marchands marque le pas (1,3 % en 1986 contre 1,8 % en 1985). Par ailleurs, les assurances, en légère augmentation, les banques, l'immobilier ou les services financiers ne sont plus des domaines porteurs.

Cette évolution est d'ailleurs à rapprocher du développement de l'emploi salarié féminin. Celui-ci a progressé de 0,5 % en 1986 tandis que l'emploi salarié masculin reculait de 0,4 %, le mouvement étant comparable à ce qui s'était déjà produit en 1985. A cette époque, la part de l'emploi féminin était de 39,25 %.

Vers le Sud

Le dernier enseignement des statistiques de l'INEDIC est la confirmation d'un lent déplacement géographique des zones d'emploi. Les régions d'industrialisation traditionnelle ou de mono-industrie souffrent beaucoup, la croissance en emplois des entreprises de moins de 10 salariés y étant faible. La Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie, la Franche-Comté, la Picardie et Champagne-Ardenne voient leurs effectifs salariés baisser de plus de 1 % en un an.

Des régions, à l'évolution comprise entre -0,2 % et +0,2 %, se maintiennent dans la stabilité. Ce sont l'Île-de-France, l'Auvergne, l'Aquitaine, le Centre et la Bourgogne. Dans un troisième groupe de

régions, on constate une légère hausse, entre 0,3 % et 0,6 %, due au fort développement des entreprises de moins de 10 salariés. Y figurent les Pays de la Loire, le Limousin, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Poitou-Charentes, l'Alsace et la Basse-Normandie.

Mais c'est le dernier groupe, celui où l'industrialisation est supérieure à 0,8 %, qui présente le plus d'instabilité. On y trouve Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, la Corse, aux résultats toutefois peu significatifs. Dans ces régions, souvent ignorées de l'industrialisation, soutenues par la décentralisation, la création d'emplois se conjugue avec un fort chômage.

Les populations qui émigrent vers les zones d'emploi du Nord restent sur place et participent d'un mouvement d'emploi favorable grâce à leur niveau de formation relativement élevé.

Le tourisme, l'agro-alimentaire contribuent à cette évolution mais, note l'INEDIC, le fort apport des petits établissements va de pair avec des créations nettes dans les établissements de plus grande taille. Comme quel que changement de nature des emplois et leur répartition s'accompagne d'un déplacement dans l'espace. La France du travail salarié bouge lentement.

ALAIN LEBEAUX.

Aux Etats-Unis

Un DC-9 s'écrase près de Detroit : 153 morts

Un DC-9 appartenant à la compagnie américaine Northwest Airlines s'est écrasé le dimanche soir 16 août, peu avant 21 heures locales, près de l'aéroport de Detroit, dans le nord des Etats-Unis, causant la mort de cent cinquante-trois passagers et membres d'équipage qui se trouvaient à bord.

La catastrophe s'est produite peu après le décollage. Le DC-9, selon plusieurs témoins, aurait eu des difficultés à prendre de l'altitude, lors de son départ à destination de Phoenix (Arizona). Il aurait alors heurté avec l'aile gauche un pont routier, sur l'axe reliant Detroit à Chicago, avant de s'écraser en contrebas, à proximité d'endommagement une agence de location de voitures et plusieurs véhicules. Au moins cinq blessés supplémentaires étaient retirés des débris, dont une fillette de quatre ans, trouvée vivante dans une carcasse de voiture, mais souffrant de fractures et de brûlures multiples.

Les enquêteurs ont retrouvé la boîte noire de l'appareil et tentent de déterminer la cause de l'accident. L'hypothèse avancée par plusieurs témoins, qui ont cru voir l'avion exploser en vol, une bombe ayant été

placée à bord, semble toutefois écartée. D'après un responsable de l'Administration fédérale de l'aviation civile (FAA), les deux moteurs de l'appareil, un MD-80 dérivé du DC-9 de la compagnie McDonnell-Douglas, seraient, en fait, bien tombés en panne à la fin de la procédure de décollage. Il s'agit du deuxième accident en moins d'un an à l'aéroport de Detroit. En mars dernier, en effet, un petit avion s'était écrasé à l'atterrissage, provoquant la mort de neuf personnes.

Cette catastrophe, qui pourrait être la plus grave aux Etats-Unis depuis celle survenue sur l'aéroport de Los Angeles le 31 août 1986, qui avait fait quatre-vingt-deux morts à bord d'un avion mexicain, ne marque pas de relancer le débat sur la sécurité aérienne dans le ciel américain, trois jours seulement après que le président Reagan ait fait lui-même être victime d'un accident en Californie.

Selon les experts, dans ce pays où sept cent vingt mille personnes disposent d'un brevet de pilote, de plus en plus de collisions aériennes sont évitées de justesse, et deux à trois mille incidents sont signalés chaque année. — (AFP, UPI.)

EN BREF

● **RFA :** Rassemblement néonazi. — Plus de deux mille néo-nazis ouest-allemands et autrichiens ainsi que des militants germanophones venus du Haut-Adige, dans le nord de l'Italie, et d'Autriche ont participé les 15 et 16 août à Passau, en Bavière, au rassemblement annuel organisé par l'Union populaire allemande (DVU), fondée à Munich en 1971. Un policier a été blessé et huit personnes ont été arrêtées au cours de heurts qui ont opposé la police à un millier de personnes venues protester contre la tenue de cette convention. — (Reuters.)

● **L'Arabie saoudite** reprend possession de son ambassade de Téhéran. — Les diplomates saoudiens ont pu reprendre dimanche 16 août possession des locaux de leur ambassade de Téhéran, dévastée par des manifestants iraniens le 1^{er} août dernier, rapporte lundi un quotidien de Djeddah, le *Saoudi Gazette*. Interrogé par téléphone, le chargé d'affaires saoudien, M. Marwan Bachir al Romi, a également indiqué que les Iraniens ont accepté l'évacuation sanitaire par

avion de l'attaché politique de l'ambassade, M. Mosaad al Gharni, blessé et hospitalisé à Téhéran à la suite de la mise à sec des locaux diplomatiques. (AFP.)

● **Réouverture de l'usine de gaz saoudienne** endommagée par une explosion. — Le travail a repris dimanche 16 août à l'usine saoudienne de liquéfaction de gaz de Ras-al-Jumrah, dans le Golfe, à 70 km au nord-ouest de Bahreïn, endommagée la veille par deux explosions et un incendie, annoncées-t-on dans les milieux pétroliers de la région. Les navires sont revenus au terminal offshore de l'usine, qui appartient à l'Arabian-American Oil (ARAMCO), vingt-quatre heures après l'accident.

qui a provoqué deux énormes déflagrations samedi matin et fait quatre blessés. Une enquête doit déterminer les causes du sinistre, qui ne serait pas dû à un sabotage, a confirmé un responsable d'ARAMCO. — (Reuters.)

● **Le Grand-Bornand** déclaré en état de catastrophe naturelle. — Le *Journal officiel* du 15 août publie un arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle « pour les dommages dus aux crues torrentielles, coulées de boue et glissements de terrain » survenus le 14 juillet au terrain de camping du Grand-Bornand (Haute-Savoie). Cet arrêté permet l'indemnisation des victimes, conformément à la loi de 1982 sur les catastrophes naturelles.



... ont deux ministres
... à la grenade
Parlement de Sri-Lanka

... la mort de l
... Le dauphin hall

... la mort de l
... Le dauphin hall

... la mort de l
... Le dauphin hall

... la mort de l
... Le dauphin hall

... la mort de l
... Le dauphin hall

... la mort de l
... Le dauphin hall